

2015

ÉTUDES DE L'IRSEM

Numéro 40

STRATÉGIES DE MISE EN PLACE DES *SOFT POWERS* EUROPÉEN ET RUSSE EN MOLDAVIE APRÈS LA GUERRE FROIDE

Michael E. LAMBERT



STRATEGIES DE MISE EN PLACE DES *SOFT POWERS* EUROPEEN ET RUSSE EN
MOLDAVIE APRES LA GUERRE FROIDE

Michael E. LAMBERT

Collège doctoral de la Sorbonne & Université de Tampere en Finlande

Juillet 2015

Pour citer cette étude

Michael E. LAMBERT, *Stratégies de mise en place des soft powers européen et russe en Moldavie après la Guerre froide*, IRSEM, Étude n° 40, juillet 2015.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-138939-7

■ DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

- 39- Parlements et légitimité démocratique de la Politique de sécurité et de défense commune
Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS, Sara CANTO

- 38- Quelles stratégies face aux mutations de l'économie de défense mondiale ?
Aude-Emmanuelle FLEURANT

- 37- Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?
Céline MARANGÉ

- 36- La stratégie américaine en Afrique
Maya KANDEL (dir.)

- 35- Approche globale et Union européenne : le cas de la corne de l'Afrique
Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir.)

- 34- Opinion publique et armées à l'épreuve de la guerre en Afghanistan
Barbara JANKOWSKI

- 33- La puissance russe au Moyen-Orient : Retour ou déclin inéluctable ?
Clément THERME

- 32- Les stratégies du *smart power* américain : Redéfinir le leadership dans un monde post-américain
Maya KANDEL et Maud QUESSARD-SALVAING (dir.)

- 31- L'action extérieure de l'Europe à l'épreuve de l'Égypte et de l'Afrique
Chantal LAVALLEE

- 30- Accès aux espaces communs et grandes stratégies : vers un nouveau jeu mondial
Frédéric RAMEL

- 29- États-Unis : quelle transition stratégique ? La politique de défense sous Obama entre dynamiques internes et évolutions internationales
Maya KANDEL (dir.)

- 28- La Turquie au Moyen-Orient : l'apprentissage de la puissance
Gilles RIAUX (dir.)

- 27- Réflexions sur la crise libyenne
Pierre RAZOUX (dir.)

■ PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

 : www.defense.gouv.fr/irsem

 : <http://tinyurl.com/ke3p8l7>

 : @IRSEM1

 : <http://tinyurl.com/nr8qkz8>

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.

Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense.

■ BIOGRAPHIE

Michael E. Lambert est doctorant en Relations internationales et Histoire au Collège doctoral de la Sorbonne et à l'Université de Tampere en Finlande, jeune chercheur au ministère de la Défense - IRSEM et Chercheur invité au Deutsch-Französisches Institut en Allemagne.

Ses travaux portent essentiellement sur le smart power Transatlantique, la singularité et la mise en place du soft power de l'Union européenne dans les Etats du Partenariat oriental et l'usage de la Guerre hybride par Moscou dans l'espace post-soviétique.

■ SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
LA MOLDAVIE APRES LA GUERRE FROIDE : UN ÉTAT ENTRE DEUX MONDES	11
<i>Le fonctionnement de la République moldave et la question des minorités après la Guerre froide</i>	12
La Transnistrie	14
La Gagaouzie.....	16
<i>Des élites politiquement tournées vers l'Ouest mais économiquement ancrées à l'Est.....</i>	18
Mondes religieux et intellectuel.....	19
Monde économique	20
Monde politique.....	22
<i>Un terrain peu propice à la mise en place d'une politique d'influence : réalité sur le terrain face à la conception des spécialistes.....</i>	24
STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE D'INFLUENCE DE L'UNION EUROPÉENNE...	29
<i>La capacité d'attraction de l'Union européenne comme entité supranationale singulière</i>	31
Tableau récapitulatif des différences entre les soft powers russe et européen.....	34
<i>Combinaison des politiques d'influence nationales en Moldavie.....</i>	34
<i>Défaillances de la capacité d'attraction européenne en Moldavie : un problème d'attractivité supranationale ou propre aux États membres ?.....</i>	39
Schéma de mise en place d'une politique d'influence.....	44
STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE D'INFLUENCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.....	45
<i>L'attitude coercitive de la Russie en Moldavie et les difficultés de mise en place d'une politique d'influence dans un pays russophone</i>	46
<i>La Transnistrie comme facilitateur de renforcement de la proximité russe en Moldavie</i>	50
La perception européenne et américaine	50
La perception russe	53
<i>Le projet d'Union eurasiatique : entre instrumentalisation et souhait de coopération</i>	55
L'Union eurasiatique dans la représentation de Vladimir Poutine	57
La réelle capacité d'attraction de l'Union eurasiatique	59
CONCLUSION.....	62
BIBLIOGRAPHIE	66
ANNEXES.....	76

■ INTRODUCTION

La Moldavie ne semble pas être au cœur des préoccupations européennes de ces dernières années. Ce pays de petite taille, approximativement celle de la Belgique, avec une modeste population de moins de 3,6 millions d'habitants et une diaspora conséquente, est souvent laissé de côté en raison de l'actualité ukrainienne. La Moldavie, bien qu'étant proche de l'Union européenne, avec laquelle elle partage une frontière directe grâce à la Roumanie, peine à attirer l'attention des grands acteurs européens à l'exception de l'Allemagne, de la Pologne et de la Roumanie. Pourtant ce pays est membre de la francophonie et historiquement latin en raison de son passé commun avec l'Empire romain. La Moldavie est dans une situation délicate du fait des nombreuses pressions économiques imposées par Moscou. (Von der Brelie, 2014).

Considérant l'intérêt que la Moldavie peut représenter sur l'échiquier européen/pour les pays de l'UE, elle gagnerait à être connue et à se trouver plus souvent au cœur des débats, tant au niveau de la Commission et du Parlement européens qu'à l'Assemblée nationale française. Si l'actualité moldave est mise de côté, elle présente pourtant tous les aspects d'un cas d'étude édifiant pour la compréhension du fonctionnement de la politique d'influence (*soft power*) et du *smart power* de l'Union européenne et des grandes puissances régionales.

Loin d'envisager la Moldavie comme revêtant une importance géopolitique majeure, elle n'en reste pas moins le théâtre où s'affrontent indirectement plusieurs protagonistes. La Russie, dont la présence est palpable en raison des échanges économiques, de l'usage de la langue russe et du passé soviétique, envisage clairement de voir un jour la jeune République dans son projet d'Union eurasiatique ; mettant un terme aux ambitions européennes dans la région et s'assurant un contrôle accru à proximité de la mer Noire tout en déstabilisant l'Ukraine. Le Kremlin est pleinement conscient qu'en Moldavie se jouent son avenir et son rang de puissance sur le continent européen. Si la Moldavie intègre un jour l'Union européenne, c'est l'Ukraine et le Caucase qui seront les prochaines limites de celle-ci. En revanche, contrôler la Moldavie, ou du moins endiguer la progression de l'Union, reviendrait à limiter les tentatives de rapprochement de l'Union avec l'Ukraine et la Géorgie, deux États que la Russie considère comme étant dans sa zone d'influence naturelle depuis la chute de l'Union soviétique. Qui plus est, le rapprochement entre l'Union et la Moldavie amènerait Moscou et Bruxelles à se pencher sur la question des États *de facto*. Cependant, la Transnistrie, à ce jour, n'est officiellement reconnue par aucun État, pas même par la Russie, et figure au rang des États *de facto* qui permettent, selon les impératifs du moment, de déstabiliser l'ensemble de la région.

Si les efforts existent des deux côtés pour tenter de trouver une solution, il est évidemment impensable d'envisager de voir un État membre de l'Union européenne partager une frontière avec un État *de facto*. C'est la raison pour laquelle le rapprochement de la Moldavie avec l'Union signerait à la fois un échec de la diplomatie du Kremlin, mais aussi le début des difficultés pour la Transnistrie qui devrait alors envisager un rattachement avec un État tiers (Fédération de Russie, Moldavie ou Ukraine) ou bien serait reconnue et devrait alors normaliser ses relations avec ses voisins, une perspective qu'elle ne peut se permettre au regard de sa situation économique (Calus, 2013).

Ainsi, la question moldave revêt ce double aspect d'être à la fois un bon indicateur de la capacité d'attraction des États européens, tout en amenant à la naissance d'une véritable réflexion sur les États *de facto* dans l'espace post-soviétique. En ce sens, étudier la Moldavie ne revient pas à se con-

centrer uniquement sur un pays, mais davantage sur un espace, celui de la mer Noire, et sur deux questions, celle du fonctionnement de la politique d'influence et celle de la résolution des conflits liés aux États *de facto* dans l'espace post-soviétique.

Si l'on se concentre sur le premier aspect, celui qui concerne l'étude de la mer Noire, il apparaît aujourd'hui comme évident que la Moldavie, malgré son manque d'accès à la mer, est un acteur important du fait de l'actualité internationale. La mer Noire est traditionnellement considérée par la Russie comme étant son espace militaire maritime de prédilection (Moller, 2000). Ainsi, la grande crainte de l'état-major russe est de se retrouver dans une situation similaire à celle que l'on observe en mer Baltique, où l'OTAN mène des exercices militaires à proximité de la Fédération de Russie, notamment vers Kaliningrad et St Pétersbourg.

Cette crainte de voir l'OTAN empiéter sur son espace est, en partie, la raison qui a motivé l'annexion-rattachement de la Crimée au sein de la Fédération, loin devant celle de la défense des russophones dans une Ukraine où la pratique du russe ne semble pas menacée. Comme dit précédemment, la Moldavie n'a pas d'accès à la mer Noire, mais elle n'en reste pas moins à proximité, et présente donc le risque que l'OTAN ou l'Union européenne s'y immiscent indirectement, *via* l'usage de moyens de détection sophistiqués ou encore *via* la présence de troupes dans un pays où l'armée n'est actuellement pas à même d'inquiéter la Russie¹. Il semble également pertinent d'ajouter que l'État fédéral de Nouvelle-Russie (*Novorossia*) inquiète Kiev mais aussi Washington et Bruxelles en raison de ses revendications territoriales². En effet, *Novorossia*, a pour souhait d'englober à terme l'ensemble du sud de l'Ukraine, c'est-à-dire les régions ayant un accès à la mer Noire, mais aussi d'y intégrer la Transnistrie et la Gagaouzie, cette dernière étant une partie du territoire de la Moldavie plus proche de la Russie. Si le projet de *Novorossia* venait à se concrétiser dans les années à venir, alors il apparaîtrait comme évident que la Fédération aurait un allié de taille dans la région. La Moldavie serait donc le point de passage incontournable tant pour stabiliser la région en affirmant son contrôle de la Gagaouzie que pour trouver une solution rapide à la normalisation de ses relations avec la Transnistrie.

En ce sens, il est évident que la Moldavie, plus qu'un cas d'étude, est un pays clé pour la sécurité de la mer Noire et pour endiguer la progression du projet de *Novorossia*.

¹ Le budget militaire de la Moldavie pour l'année 2014 s'élevait à environ 0,1 % du PIB.

² Voir la carte des revendications territoriales de l'État fédéral de Nouvelle-Russie (*Novorossia*).



Source : Michael E. Lambert

Cependant, il semble pertinent de mentionner que, malgré sa situation géopolitique et économique, la Moldavie est toujours indécise en ce qui concerne son appartenance à l'Union européenne ou à l'Union eurasiatique, et plus généralement au sujet d'un rapprochement avec Moscou. Cette situation pourrait interpeler au regard de ce qui se passe en Ukraine, où les dirigeants politiques sont actuellement moins indécis sur l'Union vers laquelle ils doivent se tourner dans les prochaines années³.

Pourtant, en Moldavie, le choix entre Europe et Russie pose problème pour plusieurs raisons. La première, n'en déplaise aux experts à la tendance plus pro-européenne, repose sur le fait que l'usage de la langue moldave (Roumain) se retrouve sur un plan d'égalité avec la langue russe, largement employée dans les médias, pour la communication inter-ethnique, le tourisme ou encore le commerce local et international. Ainsi, le pays rentre difficilement dans les classifications « classiques ». Il est difficile de parler d'une Moldavie « latine » car si la langue et l'histoire la rattachent à l'Empire romain, et donc à la Roumanie et plus généralement au sud de l'Europe, elle n'en reste pas moins russophone, avec un héritage soviétique palpable. C'est la raison qui explique ce sentiment d'appartenance à deux mondes distincts et les choix plus contrastés des citoyens moldaves comparés à ceux des Roumains. L'exemple de l'adhésion à l'OTAN est flagrant, la population moldave y étant majoritairement opposée (Kyiv Post, 2009). Il en est de même pour la relation à l'époque commu-

³ Le 27 février 2014, le Parlement européen a passé une résolution qui reconnaît le droit pour l'Ukraine de présenter une candidature en vue d'intégrer l'Union européenne. D'une manière générale, un sondage du Gorshein Intitute en juin 2014 indiquait que plus de 64% des Ukrainiens étaient favorables à une intégration dans l'Union européenne.

niste, nombre de citoyens moldaves ne percevant pas cette époque de manière négative, comme c'est le cas actuellement en Roumanie, dans les États baltes ou en Europe centrale.

La Moldavie est sujette à l'appartenance entre l'Europe et la Russie. C'est la raison pour laquelle son rapprochement avec l'une des deux puissances s'effectuera en raison de la capacité de l'un des protagonistes à attirer davantage que l'autre. Cette question d'attraction ramène directement à celle du concept de politique d'influence (*soft power*) et de *smart power* de Joseph S. Nye (2004).

En définitive, le pays arrive à l'heure où il doit choisir entre l'Europe et la Russie, au même titre que devra le faire l'Ukraine. Les Moldaves devront décider d'adhérer au modèle culturel, économique et politique qui leur correspond le plus, auquel ils souhaitent appartenir. Ce choix s'effectuera en fonction de la capacité, tant pour l'Europe que pour la Russie, à incarner un modèle, une puissance tant économique que politique, militaire et morale. En bref, la Moldavie se tournera, du fait de son appartenance aux deux espaces, vers le modèle qu'elle jugera le plus pertinent et auquel elle souhaitera ressembler par la suite.

Si on la compare à la Pologne ou à l'Estonie, la Moldavie présente cette particularité de ne pas être immédiatement décidée sur son appartenance. Il était impensable pour les Polonais ou les Estoniens de rester proches de la Russie, celle-ci n'exerçant qu'une faible attraction sur les deux États. Mais la Moldavie est au contraire attirée par l'Europe comme par la Russie, elle constitue un cas d'étude atypique et singulier pour l'étude des *soft powers* européen et russe depuis la fin la Guerre froide.

Il est d'autant plus intéressant de noter que le concept de Joseph S. Nye traite souvent de la politique d'influence des États envers d'autres États. Cependant, nous sommes ici dans le cas d'une confrontation entre la politique d'influence d'un État, la Russie, combinée avec une attitude coercitive, d'ordinaire nuisible à l'attraction, et l'Union européenne, qui n'est pas un État à proprement parler. De ce fait, il est intéressant de constater qu'une recherche sur la politique d'influence en Moldavie après la Guerre froide ne tend pas à porter uniquement sur la Moldavie, mais sur son importance géopolitique et sur la confrontation des politiques d'influence d'un État contre celles d'une entité supranationale.

Afin de pouvoir aborder la question du *soft power* européen et russe en Moldavie, il semble pertinent de revenir sur l'état actuel du pays pour avoir pleinement conscience des dimensions politiques, économiques et culturelles. Dans un deuxième temps, nous aborderons la question de mise en œuvre des politiques d'influence de l'Union européenne en tant qu'entité supranationale et mesurerons les limites du concept de Joseph S. Nye. Nous déterminerons également les interactions entre ce qui relève de la puissance des États membres et ce qui s'avère être spécifique à l'Europe, point essentiel dans la mesure où ce thème n'a jamais été abordé. Finalement, nous pourrions comparer l'Union européenne et l'Union eurasiatique à l'approche de son lancement et expliquer les raisons des limites de la politique d'influence de la Fédération de Russie en Moldavie mais aussi à l'échelle internationale.

■ LA MOLDAVIE APRES LA GUERRE FROIDE : UN ÉTAT ENTRE DEUX MONDES

Avant d'aborder la question du *soft power* européen et russe en Moldavie, il semble pertinent de faire un retour sur la situation atypique qui règne au sein de cet État post-soviétique. Il est en effet notable de constater que la Moldavie, à l'instar de l'Ukraine ou de la Roumanie, pour ne citer que ses voisins les plus proches, ne bénéficie pas de la même unité nationale. Dans cette optique, nous prendrons en compte les principaux facteurs qui influencent la vie politique du pays et la mise en œuvre concrète d'une politique d'influence sur le terrain. Pour cela, il nous faudra en premier effectuer une analyse de la composition ethnique du pays et revenir sur les raisons de l'existence de cette variété sur le plan historique. Cette compréhension de la situation ethnique et politique dans le pays est un élément central dans la question de la mise en place du *soft power*. On peut noter que la question du *soft power* est souvent abordée d'une manière uniforme, comme si les États étaient unanimement attirés ou révoltés par d'autres. Il est plus probable que l'on retrouve des sous-catégories de citoyens, plus ou moins actifs sur le plan politique. Cette diversité de(s) citoyens explique la transition plus facile d'un attrait à un manque d'intérêt, selon leur représentation démographique et politique à un moment spécifique.

En Moldavie, un gouffre règne entre le monde politique et les citoyens, d'autant plus entre ceux qui vivent en ville et ceux qui sont issus des campagnes. C'est la raison pour laquelle il faut bien garder à l'esprit que, lorsque l'on parle de « tendance pro-européenne du pays », on fait en réalité référence aux électeurs qui ont voté pour les partis politiques de la coalition en faveur d'une intégration européenne. Ces électeurs représentent 60 % des votants. Les autres, qui ont voté pour le parti communiste moldave, sensiblement pro-russes, n'ont donc pas le même attrait pour l'Europe. Abstraction faite des divisions internes, nous verrons que la Moldavie est un espace fragmenté sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan géographique, ethnique et culturel, ce qui a un impact sur la mise en place des politiques d'influence.

Enfin, dans cette partie, nous prendrons donc la Transnistrie comme une composante de la Moldavie, non sans garder à l'esprit la spécificité de cette région. En réalité, la Transnistrie pourrait s'apparenter à un État plus qu'à une région de la Moldavie. Son caractère international, celui d'État *de facto*, combiné à son désir de réintégration, fait qu'il nous est impossible de parler des minorités en Moldavie sans présenter la Transnistrie comme une région plus que comme un pays, du moins dans cette première partie.

Le fonctionnement de la République moldave et la question des minorités après la Guerre froide

La question des minorités est essentielle pour comprendre le paysage politique moldave dans l'après-Guerre froide. Historiquement, la Moldavie est ancrée dans l'histoire de l'Empire romain, un héritage dont elle est fière, comme peuvent en attester les symboles que l'on retrouve dans la capitale, Chisinau, à l'image de la statue de Romulus et Remus devant le Musée d'Histoire nationale. L'héritage romain se retrouve essentiellement sous deux formes, dans la langue, le moldave, qui se rapproche très fortement du Roumain, et dans le vin, car l'économie agricole de la Moldavie, pays producteur et exportateur, repose essentiellement sur ce secteur. Ces deux aspects permettent de se représenter de manière assez simple la société moldave d'avant et d'après-Guerre froide ; c'est-à-dire un pays avec une population culturellement latine et donc proche de ses voisins européens, notamment de la Roumanie, de l'Espagne, de l'Italie et de la France. C'est cette proximité culturelle et historique qui amène à souvent apparenter la Roumanie et la Moldavie, voire même à envisager un rattachement⁴, cette idée restant cependant très marginale au sein des élites politiques moldaves. Cependant, pour résumer la situation linguistique et ethnique du pays, la majorité de la population moldave, notamment dans les zones rurales, est essentiellement latine.

En revanche, sur le plan culturel, il est important de noter que l'orthodoxie est la religion majoritaire dans l'ensemble du pays. Les Moldaves peuvent d'ailleurs se targuer d'avoir assez fortement résisté aux tentatives de développement de l'athéisme pendant la période soviétique et, en ce sens, rejoignent une nouvelle fois la Roumanie dont les habitants sont eux aussi croyants et pratiquants. Cet aspect social, la religion, est essentiel pour se représenter avec pertinence la mentalité des populations qui vivent en campagnes mais aussi dans les grandes villes et dans la capitale du pays. L'orthodoxie joue souvent le rôle de ciment social et est pratiquement la seule activité culturelle à laquelle peuvent avoir accès les personnes vivant dans les campagnes. Le facteur religieux est à prendre en compte pour l'analyse du *soft power*. En effet, la Russie est également perçue comme un pays pieux et fait de cette piété un argument pour le rapprochement avec la Moldavie (Secieru, 2014), par opposition à nombre de pays européens qui ne sont pas orthodoxes.

Malgré de nombreuses similitudes, la Moldavie peut se différencier de la Roumanie par son histoire contemporaine. Bien qu'elle soit culturellement proche, la Roumanie reste encore perçue par les plus âgés comme un pays qui était aux côtés de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, contrairement à la Moldavie, rattachée à l'URSS en 1940. Sur un plan historique et identitaire, la Moldavie s'oppose à la Roumanie et se considère comme étant du côté des vainqueurs. Cette différence fondamentale amène la population moldave à toujours garder à l'esprit cet héritage soviétique qui ne la force pas à assumer cette partie contraignante de l'histoire de la Roumanie.

Ensuite, les Moldaves n'eurent pas le même régime politique que la Roumanie pendant la Guerre froide. En raison d'une intégration plus poussée, ces derniers n'étaient pas aussi nationalistes que les Roumains, une différence qui persiste à l'heure actuelle, ce qui amène à relativiser les représentations qu'ont les Roumains et les Moldaves de leurs pays respectifs. Pour les Roumains il est essentiel de s'impliquer dans l'État pour en faire un pays internationalement reconnu et diplomatiquement

⁴ Programme du Mouvement Unioniste de Moldavie et Roumanie.

important à l'échelle européenne. Un élément frappant est la forte implication de la Roumanie dans l'Union européenne et dans l'OTAN ; tandis que les Moldaves souhaitent avant tout voir la situation économique s'améliorer mais sans nécessairement s'impliquer dans d'autres organisations internationales leur conférant un statut de puissance. Les Moldaves se sont d'ailleurs majoritairement opposés à une adhésion à l'OTAN⁵.

Finalement, les Moldaves se distinguent une nouvelle fois des Roumains par l'histoire soviétique, lourde de conséquences dans la mesure où elle amena l'expansion de la pratique du russe en Moldavie. Presque tous les Moldaves parlent russe, du moins avec un niveau suffisant pour la communication de base et la lecture du cyrillique, ce qui n'est pas le cas des Roumains. Sur un plan statistique, le roumain et le russe sont pratiqués à égalité. 75 % de la population utilise le Roumain comme langue de communication principale, devant le russe, seulement en deuxième position car utilisé par 16 % de la population comme première langue, devant l'ukrainien et le bulgare avec respectivement 4 % et 1 %. On notera donc que certains Moldaves utilisent le russe plus que le roumain dans leur vie quotidienne (Prina, 2014).

L'époque soviétique a également eu des conséquences sur les structures économiques du pays. La Moldavie est actuellement un État essentiellement rural et agricole, un héritage direct de la politique de l'URSS qui voulait en faire une zone agricole avancée et où l'industrie ne s'est pas autant développée que dans le reste de l'Union soviétique. En conséquence, la Moldavie est aujourd'hui un pays dépendant de ses exportations agricoles vers l'Ukraine et surtout vers la Russie, ce qui n'est pas le cas d'autres États comme la Roumanie.

Le dernier aspect qui contraste avec la Roumanie, c'est la présence des minorités sur le sol national en raison de la politique stalinienne dans l'après-Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, en faisant abstraction de la Transnistrie, 75,8 % de la population moldave se considèrent comme ethniquement moldaves, 8,5 % comme ukrainiens, 5,95 % comme russes, 2,7 % comme roumains et 2 % comme bulgares (Prina, 2014).

Ces minorités font de la Moldavie un pays en proie à des divisions ethniques, mais aussi culturelles et économiques, des aspects essentiels pour notre analyse de la politique d'influence. En effet, ces minorités sont le résultat d'une politique volontaire de Staline qui avait pour but d'affaiblir la Moldavie en lui rattachant des peuples aux cultures antagonistes. À bien des égards, les minorités agrégées par Staline pour affaiblir la Moldavie sont actuellement instrumentalisées par le Président russe Vladimir Poutine pour diviser les élites et la population moldaves⁶. Un retour sur celles-ci semble donc plus que pertinent, notamment en Transnistrie et en Gagaouzie, pour comprendre les difficultés dans la mise en place des politiques d'influence à l'échelle nationale.

⁵ L'annexion de la Crimée par la Russie pousse le gouvernement moldave à se pencher sur la question d'une intégration dans l'OTAN et ce malgré la réticence d'une grande partie de la population.

⁶ D'une manière assez simple, le Président Poutine utilise la Gagaouzie et la Transnistrie, deux régions à la tendance pro-russe, pour déstabiliser le pays en matière de politique interne, en appuyant les partis qui soutiennent ces régions, et en politique européenne, en usant des médias pour donner une image négative de l'Union européenne et de l'OTAN auprès des habitants de ces deux espaces.

La Transnistrie

Il n'est pas envisageable de décrire le paysage politique, économique et culturel moldave sans faire référence à la partie sécessionniste qu'est la Transnistrie. Assez paradoxalement, parler de la Transnistrie comme d'une partie de la Moldavie relève du parti pris, cette région étant en tout point autonome par rapport au reste du pays. Il n'en reste pas moins important d'aborder ce thème car les deux « pays » sont encore connectés sur le plan économique, énergétique et culturel, loin de l'image qu'on pourrait avoir d'un conflit entre deux États. Le terme de « conflit gelé », communément employé, ne semblant pas correspondre à la réalité du terrain dans bien des domaines.

Par conséquent, nous présenterons ici la Transnistrie comme une partie du territoire de la Moldavie tout en mettant bien en avant ses spécificités et en gardant à l'esprit qu'il serait plus cohérent de parler de région avec une population moldave⁷, plus que de partie de la Moldavie.

Après la Seconde Guerre mondiale, au moment du rapprochement avec l'URSS, la Moldavie était séparée de la Transnistrie. Une division géographique, avec le Dniestr, fleuve qui sépare les deux régions, et culturelle, la Transnistrie étant alors une subdivision de l'Ukraine. Staline, décida de rattacher la Transnistrie au reste de la Moldavie, dans le but de mélanger les peuples, d'augmenter la part des locuteurs russophones et d'implanter des minorités dans les États sous son contrôle, pour jouer sur les différences culturelles en cas de crise et ainsi d'affaiblir le pouvoir central des pays par rapport à celui de Moscou. Cet échange était défavorable pour les Moldaves dans la mesure où il se fit contre la partie au sud du pays, qui permettait l'accès à la mer Noire, et qui fut rattachée à l'Ukraine en compensation territoriale. La Moldavie se retrouva sans accès à la mer Noire et surtout avec une région majoritairement russophone et ukrainophone.

La Transnistrie, qui n'avait pas de similitudes avec la Moldavie, connut une forte période d'industrialisation, un moyen efficace de contrebalancer l'aspect quasi exclusivement agricole du reste de la Moldavie et surtout de limiter le pouvoir de Chisinau, en compétition indirecte avec celui de Tiraspol, ville située à proximité des zones de production industrielle.

La Transnistrie fut donc l'argument clé pour justifier la pratique du russe comme langue de communication interethnique dans l'ensemble de la Moldavie, afin de permettre aux élites russophones de s'initier à la vie politique et économique du pays. La conséquence ultime a été de supprimer l'écriture latine du roumain pour n'autoriser que la pratique du cyrillique dans toute la Moldavie. Par conséquent, la Transnistrie, partie de la Moldavie jusqu'en 1992, était une région où se mélangeaient des populations russe, ukrainienne et moldave; les Moldaves étant essentiellement situés dans les campagnes, par contraste avec les Russes qui vivaient dans les grandes villes. Contrairement au reste de la Moldavie, les Russes et les Ukrainiens étaient beaucoup plus nombreux (de l'ordre de 35 % de Russes et 30 % d'Ukrainiens).

Par la suite, en 1989, suivant les politiques de *Perestroïka* et de *Glasnost*, les dirigeants de Chisinau décidèrent d'abolir l'écriture du Moldave en cyrillique. Cette attitude déplut fortement aux élites de

⁷ La Transnistrie comporte 35 % de Moldaves, 30 % de Russes et 30 % d'Ukrainiens. Il est à noter que les citoyens transnistriens, en raison du caractère spécifique de la Transnistrie, ont souvent une deuxième nationalité.

Tiraspol. Si, pour les dirigeants de Chisinau, le retour à l'alphabet latin et à la pratique du Moldave plus que du russe comme langue officielle étaient des éléments favorables à l'émancipation culturelle, ils n'en restaient pas moins une attaque frontale envers les élites de Transnistrie. La fin de la pratique du russe dans toute la Moldavie (avec la Transnistrie) signifiait que les élites politiques russophones de Tiraspol ne pourraient plus candidater aux fonctions administratives importantes. Cette raison justifia l'éclatement du conflit entre Chisinau et Tiraspol après la chute de l'URSS. Les dirigeants transnistriens ont longtemps présenté le gouvernement de Chisinau comme favorable au rattachement avec la Roumanie. Cette situation improbable eut quand même pour effet d'inquiéter les Russes et les Ukrainiens vivant en Transnistrie et de les pousser à se rapprocher des élites de Transnistrie et à s'écarter de celles de Chisinau.

Qui plus est, la Transnistrie était la région la plus riche de la Moldavie en raison des industries du textile, de l'alcool et des produits manufacturés, des secteurs encore relativement compétitifs de nos jours⁸. Le fait de se séparer du reste de la Moldavie revenait donc à préserver le monopole politique, mais aussi économique, des élites russophones dans la région. Ces deux aspects eurent pour conséquence l'éclatement du conflit entre la Moldavie et la Transnistrie. Du fait des relations entre les dirigeants transnistriens et les élites russes, la Transnistrie a pu bénéficier du soutien de Moscou, dans le chaos général de 1992. Avec le support de la 14^e armée russe, la Transnistrie put s'émanciper du reste de la Moldavie.

La région comporte actuellement, sur ses 500 000 habitants, 30 % de Russes, 30 % d'Ukrainiens et 35 % de Moldaves. La langue de communication est essentiellement le russe, notamment dans l'administration. L'État *de facto*, dispose de sa propre monnaie, de ses attributs nationaux (drapeau, hymne national), de son armée, d'un parlement et du support financier de Moscou. Bien qu'on hésite souvent à parler d'identité transnistrienne, il semble important de souligner que l'idée de « *Melting pot* », avancée par les dirigeants transnistriens, semble être un facteur culturel important, par contraste avec la Moldavie.

De nombreux documents et déclarations officielles tendent à présenter la Transnistrie comme un territoire pro-russe. Il est vrai que le pays dépend de la Russie pour sa sécurité, avec les forces de maintien de la paix sur place et des troupes russes qui gardent les dépôts de munition de l'époque soviétique, pour le financement complémentaire des retraites (de l'ordre de dix euros par mois et par personne), et pour les tarifs avantageux du gaz. Il semble important de noter que les dernières élections remettent en question l'image pro-russe que pouvait avoir la région. Celles-ci donnèrent vainqueur haut la main le candidat non soutenu par le Kremlin, Chevtchouk, et ce, malgré son programme visant à mettre en place une démocratie à l'« européenne ».

En conséquence, la tendance pro-russe est à nuancer : bien que contrôlant financièrement le pays, le Kremlin n'est probablement soutenu que par une partie des élites et de la population qui y voient un moyen de s'octroyer plus d'avantages économiques. La réalité sur place laisse à penser que la Transnistrie se considère comme différente de la Fédération de Russie, au même titre que de la Moldavie et de l'Ukraine.

⁸ Ces entreprises sont essentiellement contrôlées par les élites politiques de Transnistrie et disposent d'un monopole dans la région. À titre d'exemple, le groupe *Kvint*, spécialisé dans la vente d'alcool, n'est confronté à aucune compétition dans les supermarchés de la région.

La tendance pro-russe affichée par ce petit État serait alors l'une des conséquences de la non-reconnaissance diplomatique à l'international et du manque d'alternative au support logistique exclusif de la Fédération. Cette représentation semble beaucoup plus cohérente dans la mesure où un rattachement à la Russie amènerait l'économie transnistrienne, déjà mal en point ces dernières années, à sombrer (Calus, 2013). À l'heure actuelle, plus de 70 % des exportations de Transnistrie s'effectuent à destination du reste de l'Europe. C'est la raison pour laquelle on pourrait parler de spécificité transnistrienne si on la compare aux autres États *de facto*⁹.

Il semblait important de mentionner la Transnistrie dans la question des minorités en Moldavie, bien qu'au final on soit en présence d'un État *de facto* totalement à part. La question transnistrienne est d'autant plus importante qu'une grande partie des dirigeants de Chisinau pense ses actions politiques et économiques dans l'optique, à terme, d'un rattachement de la Transnistrie à l'ensemble du pays.

Les Moldaves de Transnistrie pouvant être considérés comme une minorité au même titre que les Russes ou les Ukrainiens. Ces derniers entretiennent des relations avec le reste de la Moldavie, et les dirigeants de Chisinau les prennent en compte lorsqu'on leur propose de lancer un programme culturel commun avec l'Union européenne ou la Russie, il en est de même avec la Gagaouzie.

La Gagaouzie

Parallèlement à la Transnistrie, la Moldavie comporte en son sein une région spécifique et non moins problématique pour le pouvoir central de Chisinau : la Gagaouzie. Ce territoire de taille modeste de 1832 km² pour 156 000 habitants, situé au sud du pays en bordure de l'Ukraine, est fréquemment considéré comme plus proche idéologiquement de la Russie que du pouvoir central de Chisinau. Il semble important de noter que la Gagaouzie souhaitait devenir indépendante en 1990-1992, à l'image de la Transnistrie. Cependant, le manque d'industrie fit que celle-ci dut négocier son intégration dans la République de Moldavie en tant que région autonome en 1994.

Les Gagaouzes sont un peuple de Turcs chrétiens partageant une longue histoire avec l'Empire russe, l'URSS, tout comme la Russie contemporaine. D'une manière assez classique, ils sont émotionnellement attachés à la Russie, considérée comme une puissance protectrice, ce qui explique leur inclination à un rapprochement de la Fédération, de l'Union eurasiatique, et à pratiquer la langue russe. Ainsi, le pouvoir central de Chisinau doit souvent lutter avec les représentants, officiels ou non, de la Gagaouzie. Ces derniers sont en effet hostiles à la politique visant au rapprochement avec l'Union européenne, au même titre qu'ils s'opposent fermement à la possibilité d'un rattachement à la Roumanie. Le statut officiel de la Gagaouzie au sein de la Moldavie l'autorisait même à se séparer de la Moldavie en cas de fusion avec la Roumanie. Ce droit a été modifié et n'est plus d'actualité, mais il marque encore les esprits dans la région. Cette fragmentation amène les dirigeants de Chisinau à prendre leurs précautions dès qu'ils proposent un rapprochement avec l'Union européenne, car le

⁹Conférence du Caucasus Institute du 4-5 septembre 2014 au Lac Servan en Arménie sur "The internal legitimacy claims of de facto states, Political Economy and nation Building". Analyse de Laurence Breors qui confirme les données du ministère des Affaires étrangères de Transnistrie.

pays ne peut pas se permettre une nouvelle guerre civile comme celle qu'il a connue avec la Transnistrie.

Paradoxalement, le principal soutien de la Moldavie dans ses négociations avec la Gagaouzie semble être la Turquie. Ils entretiennent des relations étroites avec le voisin turc. Cependant, la Turquie est sensiblement favorable à la perspective d'une adhésion au sein de l'Union européenne, elle soutient donc la Moldavie dans son choix de rapprochement avec l'Union. L'actuel ambassadeur turc à Chisinau s'est lui-même prononcé pour le rapprochement entre l'Union, la Moldavie et la Turquie¹⁰. Les Gagaouzes se retrouvent partagés entre, d'un côté, l'image protectrice que peut avoir la Russie et de l'autre l'opinion des dirigeants de Turquie qui militent pour un rapprochement avec l'Union.

De manière générale, il n'en reste pas moins que la Gagaouzie est une région en proie à l'influence de la Fédération de Russie. Les médias s'expriment en russe, qui est également la langue de communication inter-ethnique et celle dans de nombreuses écoles. De plus, les médias russes tendent à présenter l'Union sous un jour tellement défavorable que la majorité des Gagaouzes ne souhaite pas un rapprochement dans l'immédiat. Plus de 97 % s'opposent à l'intégration européenne face à 98 % en faveur du rapprochement avec le projet d'Union eurasiatique du Président Vladimir Poutine¹¹. Cette question de l'opposition entre le pouvoir central et la région, au même titre que sa spécificité culturelle, n'en reste pas moins problématique au regard de l'actualité.

Comme évoqué précédemment, les Gagaouzes sont un peuple vivant en bordure du sud de l'Ukraine. Cette localisation amène à la question du possible rapprochement avec l'État fédéral de Nouvelle-Russie (*Novorossia*). Bien que complètement absent du débat avant le début de l'année 2014, *Novorossia* est aujourd'hui le principal risque menaçant le pouvoir moldave. Les soulèvements à l'est de l'Ukraine laissent craindre un possible effet domino avec la Gagaouzie, déjà autonome sur de nombreux plans. La tendance pro-européenne du gouvernement moldave, combinée à la possibilité pour les Moldaves de voyager sans visa dans l'Union et la récente signature d'un accord d'association avec l'Europe¹², inquiètent les Gagaouzes qui réalisent qu'un début de procédure d'adhésion semble d'actualité¹³.

Les dirigeants de *Novorossia*, nouvel État *de facto* proche de la Russie, ont fait part de leurs ambitions territoriales. Le projet idéal est de prendre la partie du sud de l'Ukraine et de rattacher la Transnistrie et la Gagaouzie. Il est actuellement difficile d'imaginer qu'un tel scénario puisse se produire dans les mois à venir. Il n'en reste pas moins que la Gagaouzie, défavorable au rapprochement avec l'Union, pourrait tout à fait se montrer favorable à un rattachement au sein de *Novorossia* si son territoire s'étend jusqu'à ses frontières. Ce risque est à prendre en considération pour le pouvoir à Chisinau et témoigne des divergences politiques avec la minorité gagaouze.

¹⁰ Entretien personnel avec l'ambassadeur de Turquie en Moldavie, Mehmet Selim Kartal, sur la question gagaouze en avril 2014.

¹¹ Voir les résultats du référendum du 2 février 2014 (Prina, 2014 : 10).

¹² Signature des accords d'association entre la Moldavie et de 16 septembre 2014.

¹³ La date de 2019 est celle avancée par les dirigeants de l'actuel gouvernement de Moldavie.

Des élites politiquement tournées vers l'Ouest mais économiquement ancrées à l'Est

Dans un deuxième temps, il semble important d'aborder la question des élites en Moldavie. Cet aspect est central pour l'étude du *soft power*, tant de l'Union européenne que de la Fédération de Russie, dans la mesure où ce sont les élites qui décident des aspects du *soft power* pouvant se concrétiser par la mise en place de politiques.

Si le *soft power* peut être indirect, c'est-à-dire toucher sans planification quelconque de la part d'un gouvernement ou d'une entreprise, il peut également l'être de manière totalement délibérée. À titre d'exemple, la diffusion d'une chanson française à la radio ou de films roumains à la télévision participe au *soft power* des États, mais sans volonté politique sous-jacente. En revanche, la construction d'une route ou la mise en place d'une politique visant à éliminer les visas pour accéder à l'espace Schengen découlent du souhait politique d'attraction d'un État ou d'une entité supranationale. Il faut donc bien différencier ces deux éléments, l'influence gouvernementale et non-gouvernementale, les deux pouvant avoir un impact sur les élites du pays concerné.

À partir de ce simple constat, il semble évident que les élites du monde politique ou économique moldave, souvent les deux confondues, décident d'autoriser la mise en place d'une politique d'attraction. C'est la raison pour laquelle il faut leur accorder, ici, une place centrale dans la suite de notre analyse.

De manière à résumer la situation et à nous limiter au champ « moldave », nous ne prendrons en considération que les élites en Moldavie et excluons les élites de Transnistrie. La raison est simplement que ces deux dernières sont radicalement différentes et que, comme évoqué précédemment, la Transnistrie n'est pas sous contrôle de la Moldavie, quand bien même cette dernière le revendique.

En Moldavie se retrouvent quatre grandes catégories d'élites :

- Les élites appartenant au monde politique.
- Les élites appartenant au monde économique.
- Les élites intellectuelles.
- Les élites religieuses.

Certaines de ces catégories peuvent se confondre. Ainsi, les élites du monde politique appartiennent souvent à celles du monde économique. De même, les élites du monde intellectuel peuvent également appartenir au monde religieux, non sans manquer de rappeler que les intellectuels peuvent participer à la vie politique et économique ou encore que les élites religieuses peuvent participer au monde politique et économique, etc.

La principale question est alors de savoir quelles élites sont majoritairement en faveur de l'intégration européenne ou d'un rapprochement avec la Russie. Leur présence au pouvoir a une influence majeure sur le rapprochement avec l'une ou l'autre.

Mondes religieux et intellectuel

Si l'on commence par le plus simple, c'est-à-dire le monde religieux, il semble évident que son attrait pour la Russie et pour le projet d'Union eurasiatique de Vladimir Poutine est palpable. Cette situation est la conséquence assez évidente de la prégnance de la religion orthodoxe au sein de la population moldave, tant en ville que dans les campagnes, tant chez les plus jeunes que chez les plus âgés. L'Europe est un ensemble religieux varié où l'on retrouve une grande majorité de catholiques et de protestants, bien que l'attachement à la laïcité et la forte population d'athées restent importants. Exception faite de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Grèce, tous les autres pays de l'Union s'affichent comme différents de la Moldavie sur ce plan culturel. Par conséquent, et d'autant plus en raison du manque d'attrait pour le culte orthodoxe roumain, les élites religieuses moldaves se sentent plus proches de la Russie. Vladimir Poutine use également de l'orthodoxie comme moyen pour véhiculer le *soft power* russe dans les espaces post-soviétiques (Europe de l'Est et Caucase) (Secrieru, 2014).

Le fort prestige de l'Église orthodoxe russe face à l'Église orthodoxe roumaine, et l'image protectrice de Moscou sur cette religion, renforcent le *soft power* et l'influence de la Russie dans la région. Les représentants de l'Église orthodoxe en Moldavie pointent régulièrement du doigt les événements récents en Europe de l'Ouest, souvent décriée comme en pleine crise morale et religieuse dans les médias russophones ; avec comme principaux arguments le mariage pour les homosexuels en France et en Grande-Bretagne, et le nombre de migrants musulmans en France, au Benelux et en Allemagne. Ces éléments constituent un motif de remise en cause, par la population, du souhait politique de la majorité actuellement au pouvoir de faire entrer la Moldavie dans l'Union européenne. Ce phénomène n'est pas nouveau, les représentants religieux de Roumanie, avant 2007, avaient déjà mentionné leur souhait de ne pas participer à une Europe trop laïque à leurs yeux.

C'est la raison pour laquelle l'Église moldave est globalement favorable au rapprochement avec la Russie et au rejet de l'Union européenne. Il n'est pas rare de voir le drapeau de la Fédération de Russie à côté de celui de la Moldavie sur les tableaux de bord des voitures des prêtres ou à leur domicile. Il semble également important de mentionner que l'exercice religieux en Moldavie est différent de celui que l'on retrouve dans les États d'Europe de l'ouest. En Moldavie, on rentre souvent dans les ordres de manière à s'assurer un revenu de qualité et de bonnes conditions de vie. Les prêtres n'hésitent pas à inciter les fidèles à donner plus pour rénover la toiture des églises avec de la feuille d'or et affichent ouvertement un bon niveau de vie, le tout dans le pays le plus pauvre d'Europe¹⁴. Il est évident que l'Europe apparaît alors plus comme un obstacle pour perpétuer ce mode de vie et que la laïcité inquiète le monde religieux qui n'hésite donc pas, en retour, à critiquer ouvertement les politiques qui veulent se rapprocher de l'Union et à inciter les fidèles à se méfier de cette dernière. Cette situation n'est pas sans nuire à la politique d'influence de l'Union européenne et de certains de ses membres, dont la perception par les citoyens n'en reste pas moins globalement positive, comme c'est le cas de la France.

¹⁴ En 2013, le PIB par habitant de la Moldavie s'élevait à 1678,8 euros. Source Commission européenne sur la Moldavie.

Par contraste, les élites intellectuelles peuvent se targuer d'être autrement plus partagées sur les tendances pro-russes et pro-européennes. Il est toujours difficile de déterminer ce que l'on appelle les « élites intellectuelles » en Moldavie. Il n'est pas rare de voir des intellectuels détenir un deuxième passeport ou bien résider de manière continue à l'étranger. La situation économique, le manque de moyens pour la recherche de haut niveau ou pour l'enseignement ont amené beaucoup d'intellectuels à s'expatrier dans d'autres pays pour travailler dans de bonnes conditions.

D'une manière générale, il est assez difficile de dire si les intellectuels sont plus favorables à la Russie ou à l'Union européenne, l'âge et les intérêts personnels pouvant influencer sur l'attrait de l'une ou de l'autre. Il apparaît cependant, de manière assez claire, que l'Union européenne est plus active que la Russie dans le domaine académique. L'Union délivre un grand nombre de bourses d'études aux étudiants des universités moldaves, et ces derniers peuvent candidater à la fois aux bourses de l'Union (type Erasmus) ou des États membres de manière individuelle. L'Alliance française, pour ne mentionner que cette dernière, met en avant sur son site web les bourses disponibles pour les Moldaves. Dans une mesure similaire, la Moldavie peut participer au programme Horizon 2020 de l'Union européenne. Tous ces éléments amènent les jeunes intellectuels moldaves à être globalement plus proches de l'Union que de la Fédération de Russie. Ce phénomène se retrouve par la suite, puisque les jeunes diplômés moldaves visent davantage un poste en Europe, et ce sont souvent les personnes les moins diplômées qui partent en direction de la Russie, le tout malgré la pratique plus répandue de la langue russe.

Monde économique

En ce qui concerne les acteurs du monde économique, les plus importants avec ceux du monde politique, les tendances varient en raison de l'attitude coercitive et de la dépendance vis-à-vis de la Russie.

L'économie moldave a sensiblement changé depuis la chute du communisme et encore plus depuis une dizaine d'années. Autrefois exclusivement agricole, le secteur des services semble progressivement avoir pris la plus grande part pour représenter plus de 50 % de l'économie du pays en 2014¹⁵. Ce changement laisse cependant à l'agriculture une place prépondérante dans l'économie du pays qui est l'un des rares membres de la CEI à ne disposer d'aucune ressource en matière d'énergies fossiles.

La Moldavie est ainsi fortement dépendante de sa capacité à exporter ses fruits, ses légumes, mais aussi son vin, la principale exportation agricole, en raison de la tradition moldave et de sa qualité. Du commerce viticole dépendent également les transports, la production de bouteilles, d'étiquettes, le marketing et le tourisme. C'est dire que le vin ne saurait se limiter à la simple question agricole. Dans une autre mesure, les salaires assez bas amènent la Moldavie à progressivement attirer de plus en plus d'industries du textile européennes qui y voient une alternative à certains pays d'Asie. La Moldavie est donc un espace économique en pleine mutation.

¹⁵ Source : Agence statistique nationale de Moldavie.

De fait, on retrouve un ensemble d'acteurs économiques dont les tendances politiques sont plus ou moins marquées selon les secteurs. Le secteur viticole est ainsi totalement dépendant de la Russie pour les exportations. Cette dernière est le principal acheteur de vin moldave et les récents embargos sur le vin eurent des répercussions conséquentes sur le secteur et les industries qui en dépendent. Sur le plan de la politique d'influence, on pourrait même parler d'erreur stratégique de la Fédération de Russie. Les producteurs moldaves avaient pour habitude de vendre sur le marché russe, sans trop se soucier des perspectives d'écoulement vers l'Europe ou les marchés émergents (Turquie et Chine principalement). Une tendance plus favorable pour la Russie était alors affichée ouvertement et de nombreux touristes russes avaient pour habitude de visiter les caves Cricova et Purcari, pour ne citer que les deux plus prestigieuses. À la suite des *embargos* déclarés par la Russie pour des raisons diplomatiques dissimulées derrière une problématique sanitaire, le pays semble avoir perdu son influence sur les élites économiques travaillant dans ce secteur. Ces dernières ont dû se pencher sur une réorientation des ventes vers l'Europe. À ce jour, il n'en reste pas moins difficile de parler d'attrance de celles-ci pour l'Union européenne, la principale raison étant la compétitivité des vins européens et les difficultés d'accès aux marchés ouest-européens. En conséquence, les élites du secteur viticole sont actuellement partagées entre celles qui, d'un côté, souhaitent limiter les risques et réorienter les ventes quasi exclusivement vers l'Europe, et d'autres qui militent pour un rapprochement actif avec la Russie pour y écouler les produits comme de par le passé.

Le secteur agricole, abstraction faite du vin, se retrouve lui aussi fragmenté. Les produits moldaves souffrent d'un manque de standardisation, et les paysans d'infrastructures, ils rencontrent donc des difficultés pour conserver leurs stocks et faire correspondre leurs productions aux standards européens. Ces difficultés soulèvent la question du manque de compétitivité de la Moldavie face aux produits européens, incitant les producteurs à se tourner vers la Russie, à la fois commercialement mais aussi politiquement. Cependant, à l'image du secteur viticole, les *embargos* russes eurent pour conséquence de largement limiter les tendances prorusses parmi les agriculteurs moldaves. C'est la raison pour laquelle on assiste à un manque de tendance clairement affichée pour ou contre l'Europe ou la Russie.

Enfin, pour leur part, le secteur des services et ses élites sont moins indécis quant à l'orientation que doit prendre la Moldavie. Les entreprises européennes sont plus actives que les russes, avec de grands noms tels qu'Orange ou la Société Générale. D'une manière plus discrète, les industriels allemands disposent de connexions de qualité avec les industriels moldaves, notamment dans le domaine mécanique. C'est pourquoi les élites du secteur tertiaire se montrent majoritairement favorables à la perspective d'une intégration européenne pour le pays, exception faite du secteur touristique.

Ce phénomène est d'autant plus intéressant que les divergences entre des pays membres de l'Union européenne semblent avoir un effet bénéfique pour nouer des relations de qualité avec les élites économiques moldaves. Par exemple, les Français sont présents dans le secteur bancaire et celui de la téléphonie, les Allemands dans la mécanique, les Polonais dans la construction et les Italiens dans la restauration. Cette polyvalence des investissements incite les Européens à jouer un rôle particulier au sein de l'économie du pays en fonction de leurs compétences.

On pourrait ajouter qu'on retrouve un effet bénéfique pour l'image de qualité des produits et investissements européens avec des pays qui ne sont pas membres de l'Union mais souhaitent l'intégrer.

La Turquie est un pays actif sur la scène moldave, notamment dans le domaine des alcools avec la bière « Chisinau » et dans le secteur du bâtiment. La Turquie, qui souhaite intégrer l'Union européenne depuis plusieurs années, contribue indirectement à la bonne image des standards européens.

Au sein de la population moldave, on retrouve souvent cette confusion entre « Europe » et « Union européenne ». Ainsi, certains pays comme la Suisse ou la Norvège contribuent à l'image positive de l'économie de l'Union européenne sans nécessairement en être membres. Il reste à noter que ces pays font partie de l'espace Schengen pour les échanges humains et économiques et que leurs monnaies disposent d'un seuil minimum pour le taux de change par rapport à l'Euro (c'est le cas du Franc suisse), au même titre que leurs standards de production qui dépendent de ceux que Bruxelles leur demande de mettre en place, sous peine de diminuer les exportations.

La Russie, pour sa part, se concentre sur les domaines assez classiques des exportations d'énergies fossiles et du tourisme. Les élites moldaves ont donc une bien meilleure perception de l'Union européenne que de la Fédération de Russie et ce, malgré les connexions qu'elles peuvent avoir avec les Russes.

D'une manière générale, on constate donc deux éléments essentiels. Le premier est que l'économie moldave est fortement liée et dépendante de la Fédération de Russie, sauf pour le secteur tertiaire. La Russie pourrait exercer une attraction palpable sans la moindre difficulté du fait des réseaux historiques entre les deux pays. Le deuxième aspect est que cette attraction de la Russie est mise à mal par la politique coercitive des *embargos* qui visent à rapprocher la Moldavie du projet d'Union eurasiatique. Il est alors intéressant de constater la présence d'un *soft power* européen involontaire et pertinent en raison des divergences d'intérêts entre les États membres et la totale absence d'une politique de *soft power* de la Russie. Cette dernière se représente les relations économiques comme un rapport de forces plus que comme un moyen d'accroître son influence par le commerce.

Monde politique

Finalement, ce sont les élites du monde politique moldave qui semblent les plus à même de nous éclairer sur les réelles capacités de mise en place de politiques d'influence par les protagonistes. Il semble alors pertinent de mentionner la division des élites politiques en deux grands groupes :

- Coalition pour un gouvernement pro-européen (PLDM)¹⁶.
- Le parti des communistes de la République de Moldavie.

D'une manière assez simple, le PLDM est favorable à l'intégration européenne et les communistes souhaitent se rapprocher de la Russie. Ces tendances ne sont pas cependant immuables et le parti communiste, bien qu'actuellement plus proche de la Russie, car dans l'opposition, n'est pas totalement opposé au rapprochement avec l'Union européenne.

¹⁶ Le PLDM succède à l'Alliance pour une Intégration Européenne le 30 mai 2013.

Les deux grands courants représentent à eux seuls la situation du pays et les divergences d'opinions en faveur de l'Europe ou de la Russie. Les communistes peuvent ainsi se targuer de rassembler près de 40 % des voix et le PLDM dispose de la majorité mais n'en reste pas moins divisé sur certains aspects.

On notera que le PLDM a fait de l'intégration européenne son objectif principal, jouant plutôt sur la bonne image de l'Union européenne, sur son aspect plus moral et sur les perspectives économiques à venir en se rapprochant de l'Union, que sur les relations déjà existantes avec la Russie. Les communistes, pour leur part, axent leur rhétorique sur la dépendance vis-à-vis de la Russie et les avantages qui pourraient découler de meilleures relations, notamment la baisse des prix du gaz et la fin des *embargos* qui minent l'économie.

À l'heure actuelle, il semble important de mentionner que les élites moldaves, PLDM ou communistes, ne semblent pas à même de refuser un projet pouvant rapporter des revenus supplémentaires. C'est la raison pour laquelle il est possible, pour les acteurs européens comme pour la Russie, de proposer activement des projets qui visent à accroître leur *soft power*. Outre les motifs politiques, ce sont les intérêts économiques qui influenceront l'inclination des élites pour la Russie ou pour l'Union Européenne, et notamment les montants que ces acteurs sont disposés à investir en Moldavie.

Il est donc difficile de dire si les élites politiques sont plus pro-européennes que pro-russes, tant pour le PLDM que pour le parti communiste. Cependant, on pourrait dire que celles-ci souhaitent se rapprocher de l'Union européenne sur le plan économique afin de bénéficier des avantages que procurent les marchés européens. Les membres de la diaspora qui travaillent en Europe rapportent plus d'argent dans le pays que ceux de Russie, la libéralisation des visas est alors perçue comme une aubaine par les dirigeants. Dans une même mesure, l'Union européenne agit de concert avec les États-Unis. Ces derniers financent la construction de nouvelles routes et la modernisation des infrastructures agricoles. L'Europe, pour sa part, investit dans une multitude de secteurs et notamment dans les services. Il est donc essentiel pour les élites politiques de Moldavie de se rapprocher de l'Union européenne sur le plan économique, plus que de la Russie qui n'offre que les avantages du gaz sur le court terme, cette hégémonie venant de se terminer avec l'ouverture du *pipeline* entre Chisinau et la Roumanie. Mais, si les élites sont favorables au rapprochement économique avec l'Europe, elles ne souhaitent pas trop se rapprocher des normes qui vont avec. Les programmes de lutte contre la corruption sont souvent mis de côté au même titre que tout ce qui pourrait rapprocher des standards de transparence et de lutte contre les situations monopolistiques. C'est la raison pour laquelle il est difficile de parler d'une tendance pro-européenne en Moldavie, les intérêts économiques semblant largement primer sur tous les autres aspects.

Un terrain peu propice à la mise en place d'une politique d'influence : réalité sur le terrain face à la conception des spécialistes

Sur un plan purement théorique, la mise en place d'une politique d'influence semble facile dans le cas de la Moldavie, tant pour les États membres de l'Union européenne que pour la Fédération de Russie. À titre d'exemple, l'attraction naturelle de la Moldavie pour la culture française faciliterait le renforcement de la coopération académique et la concurrence linguistique en moins d'une décennie, moyennant un budget suffisant. Inversement, la Fédération pourrait aisément se rapprocher de la Moldavie avec la mise en place de grands projets d'industrialisation et l'arrêt des embargos sur les produits agricoles, notamment sur les vins moldaves¹⁷.

La création d'une politique d'influence, sur un terrain propice, n'est-elle pas avant tout une question budgétaire ? Quels sont donc les obstacles à la création d'une politique d'influence viable en Moldavie depuis la fin de la Guerre froide, tant pour les dirigeants russes qu'europeens ?

Dans un premier temps, et avant de traiter le fonctionnement du *soft power* de l'Union et l'attitude coercitive de la Fédération que nous aborderons dans la deuxième partie, il semble important de présenter la méthode de mise en place d'une politique d'influence pour en mesurer ses limites.

Avec les spécificités décrites précédemment, nous avons vu que la Moldavie est à la fois attirée culturellement par certains pays de l'Union, notamment latins, avec lesquels elle partage sa culture, mais également par la Fédération de Russie, avec qui elle partage histoire et religion. La Roumanie incarne le pays le plus proche culturellement dans la mesure où sa langue, sa culture, son histoire et sa religion sont similaires à celles de la Moldavie. Ce pays semble être, à ce jour, le plus à même d'attirer la Moldavie. Puis, viennent ensuite les États de l'Europe du sud avec en premier lieu la France, qui bénéficie d'une image de marque auprès des dirigeants moldaves et transnistriens, puis l'Espagne et l'Italie. D'autres pays, qui ne partagent pas de similitudes culturelles aussi prononcées avec la Moldavie, peuvent aussi l'attirer mais pour d'autres motifs. L'Allemagne et la Pologne séduisent en raison de leurs performances économiques au sein de l'Union. Ainsi, si l'Allemagne conserve toujours une image négative, liée à la Seconde Guerre mondiale, elle n'en reste pas moins attractive et ce, malgré le gouffre culturel et religieux qui existe avec la Moldavie.

On comprendra facilement que le « *soft power* européen » est avant tout fragmenté et que parler de ce dernier comme d'un seul bloc, comme pour les États-Unis, n'est pas le plus approprié. On pourrait davantage parler de plusieurs *soft powers* nationaux, plus ou moins pertinents, qui se combinent sur un pays cible.

Cependant, on notera que la Moldavie semble être un pays où la mise en place d'une politique d'influence peut se faire facilement, notamment de la part de la Roumanie, de la France, de l'Allemagne ou encore de la Pologne, pour ne citer que les plus importants.

Pour ce qui est de la Russie, la Moldavie partage une partie de son histoire avec elle, comprend des minorités qui lui sont proches et la religion orthodoxe est un facteur culturel essentiel qui renforce

¹⁷ Les *embargos* russes de 2006 et 2013 sur le vin moldave eurent pour conséquence de rapprocher la Moldavie et l'Union européenne, loin de l'effet escompté par Moscou.

l'attraction russe (Secrieru, 2014). On peut ajouter que la pratique du russe à un niveau avancé et les relations commerciales font de la Moldavie un terrain propice pour la mise en place d'une politique d'influence par Moscou.

Dans cette situation, la mise en place d'une politique d'influence génère quatre questions quant à la définition de la politique d'influence, sa méthode, sa portée géographique et sa cible.

Dans un premier temps, la politique d'influence doit répondre à un besoin qui, identifié, permet de déterminer les actions à mettre en œuvre. Les États-Unis favorisent le développement de l'agriculture en Moldavie, ainsi que la création de nouvelles routes vers l'Europe, mais ces actions correspondent-elles à un besoin palpable des Moldaves, d'autant plus que le pays, déjà trop dépendant du secteur agricole¹⁸, peine plus à produire qu'à exporter ? Si la création de nouvelles routes est pertinente, en est-il de même pour le développement agricole ? Ne serait-il pas plus judicieux de créer des biens à exporter plus que des routes pour les exporter en premier ?

À ce titre, la Moldavie souffre d'un manque d'infrastructures, tant pour l'éducation que pour le commerce, d'une importante corruption au sein des institutions, et d'un déficit démographique conséquent. En outre, l'absence d'énergies renouvelables et la totale dépendance au gaz russe transitant par la Transnistrie, exception faite du gazoduc entre la Roumanie et Chisinau (Calus, 2013) mis en activité à la mi-2014, affectent également le pays. Ces facteurs pourraient être intégrés aux politiques d'influence à mener en Moldavie. Ces éléments sont les plus saillants, mais les exemples vont du particulier au général et touchent tous les aspects de la vie du pays. Une politique d'influence devra donc, de préférence, répondre à un besoin des habitants, des élites ou des deux.

Dans un deuxième temps, la politique d'influence dépend de la capacité financière des États, de leurs intérêts et de leur aptitude à mettre en place ces actions. Par exemple, il n'est pas possible pour la France de répondre à la demande en gaz de la Moldavie, de supplanter la Russie et d'atténuer l'attitude parfois coercitive de Gazprom, principal et unique fournisseur de la Moldavie. En revanche, la France peut s'impliquer dans les processus de décision à l'échelle de l'Union européenne ou dans des entités supranationales. Dans ce cas, elle peut avoir un impact sur ses partenaires qui, à leur tour, influenceront la Moldavie. Une politique d'influence peut donc s'effectuer par la délégation dans le cadre des institutions supranationales, point sur lequel nous reviendrons dans la deuxième partie. Pour étayer cet argument, il suffit de prendre le projet de *pipeline* entre la Roumanie et la Moldavie. La Roumanie, qui est un partenaire important de la Moldavie pour des raisons historiques et culturelles, a décidé de construire un *pipeline* dans l'objectif de sécuriser et de diversifier les approvisionnements en gaz pour la Moldavie. Ce projet, coûteux, était la meilleure option pour limiter l'impact des *embargos* russes à l'approche de l'hiver 2014-2015. Cependant, il serait trop simple de parler de politique d'influence de la Roumanie dans ce cas spécifique. D'autres États, comme l'Autriche, se sont impliqués dans la construction afin de permettre cette réalisation onéreuse et problématique pour la Roumanie. On pourrait donc parler, dans le cas de l'Autriche, d'une politique d'influence par délégation dans la mesure où les Autrichiens sont assez peu mentionnés dans la construction.

¹⁸ La Moldavie tente depuis plusieurs années de diversifier ses activités, pour limiter sa dépendance vis-à-vis de la Russie, c'est le cas de son agriculture, dont une large partie des exportations est à destination de la Fédération.

La mise en œuvre de la politique d'influence peut être le résultat d'un seul État, comme la combinaison des actions d'un groupe d'États. Une politique d'influence peut aussi être le fruit d'un groupe d'investisseurs qui donnent une image positive d'un pays, sans nécessairement agir dans l'objectif d'augmenter son attractivité. Dans le cas de l'Union européenne, le *soft power* est plutôt issu de la somme des politiques d'influence de certains États membres que d'une politique d'influence décidée et coordonnée au niveau européen. La Roumanie participe activement au projet de *pipeline* et délivre des passeports aux citoyens moldaves ayant des ancêtres roumains. La France est impliquée sur le plan culturel avec l'Alliance française et les bourses d'études délivrées aux étudiants, tandis que la Grande-Bretagne soutient les initiatives plus locales, notamment dans l'aide aux enfants dont les parents vivent à l'étranger¹⁹. Tous ces éléments témoignent de la variété des possibilités d'influence en raison du caractère fragmenté de l'Union européenne.

Dans un troisième temps, une fois les intérêts et les capacités des acteurs déterminés, ceux-ci définissent la zone géographique dans laquelle sera appliquée la politique d'influence. Cet élément est essentiel dans la mesure où une politique d'influence, en fonction de sa portée, ne touchera pas la même population et n'aura pas les mêmes résultats. Si un pays débloque des fonds pour la rénovation de bâtiments historiques dans la capitale, Chisinau, il est fort probable que la pertinence de cette action se limite aux gens de la ville en elle-même et ne touche pas la campagne. À titre d'exemple, l'Ambassade de Grande-Bretagne, soucieuse de médiatiser ses actions, a décidé de publier sur *Facebook* et dans une *newsletter* ses activités en Moldavie. Cette lettre, rédigée en anglais, ne s'adresse qu'à la faible partie de la population parlant cette langue et vivant dans la capitale et les grandes villes. Sa portée reste de fait limitée. Paradoxalement, il arrive que certains documents publiés par l'ambassade le soient en russe plutôt qu'en anglais alors que l'objectif est de limiter l'influence de Moscou dans la capitale.

Dans un registre similaire, construire une nouvelle route relève du *soft power* mais, en fonction de la localisation de celle-ci, le nombre de personnes qui en bénéficiera et qui sera donc touché par cette initiative peut sensiblement varier. Il est donc important de prendre en considération la question de la localisation de l'action, aspect essentiel compte tenu de la population visée et l'influence que celle-ci peut avoir sur la politique du pays.

Par conséquent, et c'est notre dernier point, la question des destinataires/bénéficiaires des actions de *soft power* (le « pour qui ») est essentiel en Moldavie et dans nombre de pays. Une politique d'influence peut s'adresser à deux catégories de population, c'est-à-dire aux citoyens, aux élites, ou aux deux catégories simultanément.

Si un gouvernement souhaite influencer une majorité de citoyens, il doit mettre en place une politique d'influence adressée au plus grand nombre. Cependant, les élites du pays n'y seront peut-être pas réceptives, comme le montre l'exemple frappant de la mise en place de la politique de voyage sans visa pour les Moldaves dans l'Union européenne²⁰. Les élites moldaves n'avaient pas de difficultés à voyager dans l'espace Schengen, on peut donc parler de politique d'influence visant un plus

¹⁹ Entretien personnel avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Phil Batson, à Chisinau sur la question de l'influence de la Grande-Bretagne en Moldavie en avril 2014.

²⁰ Mise en pratique de l'accord sur les visas entre l'Union européenne et la République de Moldavie du 28 avril 2014. Les Moldaves peuvent désormais voyager sans visa dans l'ensemble de l'Union européenne (seulement pour les citoyens disposant d'un passeport biométrique).

grand nombre personnes. L'impact d'une telle mesure est donc globalement plus pertinent pour les citoyens du pays que pour les élites.

Inversement, d'autres politiques d'influence visent davantage les élites que la population comme c'est le cas à Chisinau, avec la rénovation des routes dans les quartiers proches des ambassades et des bâtiments administratifs. On peut alors parler de cible spécifique, dans ce cas précis, qui tend à viser les élites du pays essentiellement localisées à Chisinau. Idem, une ouverture des frontières de l'Union européenne pour les exportations de vin moldave vise avant tout les grands producteurs et une partie spécifique de la population, les entrepreneurs, et n'a pas la même portée ni les mêmes conséquences.

L'avantage d'une politique d'influence à destination d'une cible spécifique, notamment dans le cas des élites du monde politique, repose sur le fait que, par la suite, les décideurs, qui sont les personnes visées, se tourneront en priorité vers l'instigateur de ces politiques. C'est la raison pour laquelle une influence sur les élites est souvent plus pertinente qu'une influence sur le plus grand nombre car les décisions sur l'orientation politique du pays découlent des décideurs et non pas du peuple. En revanche, cette mise en place à l'attention des élites est à double tranchant car ce sont les citoyens qui votent pour renouveler le Parlement. Si ces derniers ne bénéficient pas des politiques d'influence, ils peuvent alors voter pour l'opposition et ainsi changer les élites vers lesquelles la politique d'influence était dirigée. C'est la raison qui pousse le « pour qui » à être un élément central lorsque l'on parle de mise en place d'une politique d'attraction.

Cependant, au regard de ce schéma, on peut dire qu'il y a un problème fondamental qui se retrouve en Moldavie et dans nombre de pays du Partenariat oriental : le manque de réalisme.

Si les spécialistes s'accordent sur la procédure médiatique à mettre en œuvre, il semble pertinent de mentionner que la mise en place d'une politique d'influence est difficile dans certains États, comme la Moldavie. Pour fonctionner, elle doit toucher les habitants dans leur quotidien et être médiatisée. Dans son ouvrage, Joseph Nye parle de l'importance de l'informatique et de l'impact de la médiatisation des actions faites sur le terrain (Nye, 2004). Cependant, en Moldavie et exception faite de Chisinau et de quelques grandes villes, la population n'a en grande partie pas accès à internet et le niveau d'éducation est faible dans les campagnes. Celle-ci n'est donc pas en mesure d'être touchée par les politiques d'influence venant d'Europe ou de Russie²¹. Mais les habitants des campagnes, qui n'ont accès à internet que de façon partielle et pour 10 % d'entre eux, n'ont une télévision que dans 30 % des cas²² et où la lecture des journaux n'est pas une activité prioritaire, ne peuvent pas être considérés comme « cible » des politiques d'influence.

Il en est de même pour les actions visant la majorité des citoyens. Si la construction de nouvelles routes pour les exportations vers l'Europe est naturellement une bonne chose, on peut s'interroger sur leur pertinence quand nombre de citoyens n'ont pas la capacité d'exporter leurs produits sur celles-ci, faute de moyens techniques. Il est vrai que la politique de libéralisation des visas vers l'Union est bénéfique pour un grand nombre d'habitants. Mais cette mesure touche-t-elle les habitants des campagnes, ou pire, est-elle perçue de manière positive par les plus âgés qui voient les plus

²¹ Seul 10% de la population moldave dispose d'un accès à internet, et disposent d'une télévision dans 30 % des cas. De fait, ces derniers ne peuvent pas être considérés comme « cible » des politiques d'influence.

²² Rapport annuel du Centre national des statistiques moldaves, 2013.

jeunes quitter le pays pour n’y revenir qu’une fois ou deux dans l’année ? Il est important de prendre en compte le contexte moldave dans lequel vivent les citoyens pour vraiment mesurer l’impact d’une politique d’influence. Les Moldaves sauront-ils que la Roumanie peut sécuriser les approvisionnements en gaz en cas de conflit avec la Russie en hiver, auront-ils accès à cette information jusque dans leurs campagnes ?

Il convient alors de se rappeler la distance importante entre le plan théorique de la mise en place d’une politique d’influence et ses effets dans des États où le mode de vie et les infrastructures sont sensiblement différents de ceux qu’on retrouve dans les États européens, voire dans une grande partie de la Russie.

De même, on pourrait penser qu’une politique d’influence à l’attention des élites politiques et économiques peut avoir des conséquences sur la prise de décision de ces dernières. Mais il faut rappeler que le monde politique moldave souffre d’un taux élevé de corruption et ce, dans tous les organes de l’État. La mise en place de mécanismes pour lutter contre la corruption, une priorité des partenaires européens, est donc mal perçue des politiciens moldaves²³. C’est une conséquence directe de l’époque soviétique où le monde politique était, par essence, distinct de l’électorat et constituait une sphère à part. Ainsi, la lutte contre la corruption, si elle est présentée comme positive par les élus, est très contraignante pour eux et peut révéler, au contraire, un caractère dissuasif plutôt qu’attractif pour se rapprocher de Bruxelles.

Cette approche semble plus pragmatique et explique les difficultés, tant pour l’Union européenne que pour la Fédération russe, à attirer rapidement la Moldavie et, d’une manière générale, les États du Partenariat oriental vers eux. Elle explique également pourquoi l’attitude coercitive de Moscou n’a pas de répercussions immédiatement catastrophiques en Moldavie. Les *embargos* ont des effets néfastes dans les États où les citoyens sont en situation de dépendance vis-à-vis des exportations, et où ils subissent rapidement les pertes liées au manque de bénéfices de l’entreprise car ils ne disposent pas d’épargne personnelle. Or, dans le cas moldave, de nombreuses familles sont autosuffisantes, et donc moins rapidement impactées par les conséquences des embargos. En outre, leur dépendance à la consommation de biens externes est moindre que dans les sociétés plus individualistes.

Un schéma similaire se retrouve dans nombre de pays du sud de l’Europe où le taux de chômage est plus élevé mais où les structures familiales permettent aux citoyens de subvenir à leurs besoins pendant plusieurs années en situation de crise. Cette réalité et ces différences culturelles sont à concevoir lorsque l’on parle de mise en place d’une politique d’influence et de ses impacts dans le temps.

²³ Avis commun obtenu lors des entretiens avec les représentants des ambassades de Turquie, d’Allemagne, de Pologne, de France et la mairie de Chisinau.

■ STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE D'INFLUENCE DE L'UNION EUROPEENNE

Aux origines, le concept de *soft power* repose sur la définition du chercheur américain Joseph S. Nye. Ceci explique pourquoi les principaux éléments qui caractérisent la politique d'influence sont en relation directe avec les attributs dont disposent les États-Unis et les démocraties occidentales.

Celle-ci repose sur la combinaison entre les investissements gouvernementaux, les actions des ONG et celles des particuliers (entrepreneurs, citoyens) qui se concentrent sur une cible spécifique afin de l'influencer, volontairement ou non. Un gouvernement peut avoir un intérêt à influencer un pays cible. Il va alors développer des actions qui visent à s'en rapprocher pour augmenter l'intensité et la qualité des relations qu'ils entretiennent. Le principal objectif est de donner une image positive, d'incarner un modèle moral, économique et culturel que la cible puisse envier. Un gouvernement peut proposer des coopérations dans des domaines exclusifs, c'est le cas du secteur militaire ou du nucléaire.

Parallèlement, les ONG jouent un rôle plus secondaire mais influencent également les particuliers et les gouvernements. L'avantage essentiel de ces dernières repose sur leur flexibilité. Un gouvernement doit avoir une ligne directrice visible et cohérente, alors que plusieurs ONG peuvent défendre différentes idées, parfois contradictoires.

Dans une dernière mesure, les particuliers et les entrepreneurs participent au *soft power* d'un pays. Les entreprises sur le terrain influencent la vision que les habitants ont d'un État, même si l'objectif final n'est pas nécessairement de rapprocher les deux pays.

Ces trois acteurs (gouvernement, ONG et particuliers) permettent de rapprocher la cible du pays émetteur pour influencer les politiques nationales. Par exemple, rapprocher la Moldavie des États-Unis ou de l'Union européenne peut avoir pour objectif direct son intégration à l'Union européenne. Cette intégration pourrait accroître le marché commun et répondre à l'objectif secondaire d'affaiblir la Russie dans l'espace post-soviétique. Pour autant, il faut noter que les acteurs ne partagent pas nécessairement les mêmes objectifs. Qui plus est, certains pays peuvent être attirés par d'autres sans qu'aucune mise en place volontaire ne soit nécessaire.

Dans le concept américain initial du *soft power* de Joseph S. Nye, on retrouve essentiellement le facteur économique, la non-ingérence du gouvernement dans les ONG et l'aspect de « puissance morale » (corrélé au principe de liberté). Cette définition retenue du *soft power* explique les difficultés à parler de politique d'influence chinoise ou russe car ce sont des pays plus autocratiques. Il est pourtant évident qu'il existe une attraction russe et chinoise, mais qui peine à s'accorder avec la définition initiale.

Contrairement à la puissance militaire qui peut être évaluée par les dépenses de défense d'un État, le *soft power* est plus difficilement quantifiable. Cette difficulté est due au fait que la politique d'influence repose sur le ressenti des particuliers, le facteur culturel et pas uniquement sur la quantité et la qualité des investissements.

À ce jour, il nous est impossible de réellement savoir si un *soft power* est plus ou moins efficace. Il reste évident qu'un pays qui accepte plus facilement l'ingérence d'un autre dans sa vie politique et

dans son économie, et qui, dans ses déclarations officielles, défend le pays en question, est davantage sujet à cette influence. En Moldavie, la mesure du *soft power* européen peut se faire en comparant les résultats des partis pro-européens lors des élections par rapport à la somme totale des investissements effectués par des États membres de l'UE dans le pays sur une période précise. Une autre approche consiste à analyser les discours des dirigeants pour évaluer l'évolution de la représentation qu'ils ont de l'Europe et de la Russie. Ces deux outils (corrélation élections-investissements étrangers et analyse du discours de Toulmin) sont les seuls dont nous disposons à l'heure actuelle.

Avant d'approfondir notre analyse sur les mécanismes qui régissent le *soft power* de l'Union européenne et d'en établir un schéma de fonctionnement, il semble important de revenir sur deux éléments.

La première remarque concerne la structure de l'Union européenne. Bien qu'étant fréquemment citée dans les ouvrages de Joseph Nye, l'Europe ne dispose pas des mêmes attributs, que les autres États mentionnés : contrairement aux États-Unis d'Amérique, à la République populaire de Chine et à la Fédération de Russie, elle ne dispose pas d'une armée commune (Nye, 2004). Ainsi, l'Union européenne, bien qu'apparaissant à la manière d'un État, n'en est pas un. Elle se situe entre le schéma de coopération économique et la coopération politique. Dans une mesure similaire, les projets militaires européens comme l'Agence de Défense européenne, le programme *Eurofighter* ou encore la section militaire d'Airbus se rapprochent de l'idée d'une armée européenne. Il faut aussi mentionner l'ancien projet du Général de Gaulle avec la Communauté européenne de Défense de 1954²⁴.

On ne peut pas envisager de parler de simple coopération économique pour l'Europe, cette perspective étant trop réductrice. Mais parler d'un « État » semble également problématique du fait des compétences respectives des pays qui participent au projet européen. Il n'est pourtant pas rare de voir le Parlement de certaines nations disposer d'une autonomie au sein d'un pays. La Grande-Bretagne constitue en ce sens un très bon exemple de coopération entre États, avec l'Écosse et l'Angleterre, sans pour autant remettre en question l'idée qu'elle est un pays à part entière. L'Europe, pour sa part, dispose d'une Constitution, d'une Commission d'un Parlement, et d'un Président. Bien que dotées de ces institutions, l'UE aujourd'hui incarne encore une forme hybride entre la coopération d'États membres et le schéma d'une fédération. Ainsi, parler de *soft power* européen revient à aborder le pouvoir d'influence des États qui la composent, de manière individuelle. Il faut dans le même temps, considérer que l'attraction individuelle des États, dépend également de grands projets européens supranationaux (espace Schengen, zone euro, Erasmus, Agence spatiale européenne). Joseph Nye fait souvent référence à « l'Europe » comme une puissance à part entière. Mais il utilise la notion d'États sur un plan individuel pour étayer ses arguments, essentiellement la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Il emploie le terme d'Europe pour simplifier ses propos. Une attitude pragmatique et autrement plus agréable pour les lecteurs afin d'éviter de les perdre dans de fastidieux détails.

Deuxièmement, il semble important de noter que la question du *smart power* européen s'avère encore plus complexe que ne l'est celle du *soft power*. C'est la raison pour laquelle nous nous concentrerons essentiellement sur le *soft power* en ne faisant que rarement référence au *smart power* de l'Europe.

²⁴ Date à laquelle cette dernière fut officiellement impossible à mettre en œuvre.

Joseph Nye parle ainsi ouvertement d'un *soft power* en Europe, il se réfère exclusivement aux États membres comme la France ou la Grande-Bretagne pour mentionner le *smart power*. Ce raisonnement est logique dans la mesure où l'Europe n'a pas sa propre armée, son service de renseignements (exception faite de l'Agence de Défense européenne) et se trouve souvent divisée sur les actions à entreprendre²⁵.

C'est la raison pour laquelle nous parlerons donc du *soft power* de l'Europe, de ses corrélations avec celui des États membres, et expliquerons les principaux mécanismes en usant de l'exemple moldave pour tenter d'apporter quelques clarifications supplémentaires. Nous parlerons également du *smart power* « européen », mais d'une manière beaucoup plus succincte, celui-ci nécessitant un ouvrage à part entière tant la question à l'heure actuelle s'avère être problématique.

La capacité d'attraction de l'Union européenne comme entité supranationale singulière

La définition du *soft power* repose sur l'idée qu'un pays, des groupes ou des entreprises, peuvent attirer un tiers sans avoir à recourir à des moyens coercitifs, tant sur le plan militaire qu'économique. En réalité, il est toujours difficile d'établir une classification de ce qui relève du *soft power* et de ce qui n'en est pas. Objectivement, le fait de financer la construction de nouvelles écoles en Moldavie relève du *soft power*, alors que le lobbying auprès des membres du gouvernement moldave pour les inciter à voter une loi favorable au rapprochement avec l'Europe n'en relève pas. Pour autant, ne pas accorder de subventions pour la construction d'écoles, étant donné les besoins du pays et l'état des infrastructures, peut également s'apparenter à une attitude coercitive. Il en est de même pour la Russie : le fait de vendre du gaz et de vouloir construire de nouvelles infrastructures pour le stockage et le transport vers Chisinau, est souvent perçu par les Européens et les Américains comme un moyen d'accroître les pressions économiques sur la Moldavie et relève donc de l'attitude coercitive. Mais ces constructions, si elles s'imposent dans la perspective d'accroître les exportations en gaz, ne constituent pas forcément une attitude coercitive et relèvent davantage du *soft power*. Ainsi, il est légitime de s'interroger sur certains aspects de l'attraction de l'Europe comme de la Russie. Le fait d'annoncer une montée des prix du gaz en cas de rapprochement avec l'Europe relève-t-il du domaine des pressions économiques ou bien de la conséquence logique de la non-appartenance à un ensemble économique, l'Union eurasiatique ? Dans une même mesure, quand l'Europe explique que la Moldavie devra payer des droits d'importation et ne pourra pas aussi facilement accéder aux marchés européens en cas de rapprochement avec la Russie, est-on en situation d'attitude coercitive ou bien de simple conséquence de la non-appartenance à un ensemble ? Il semble bon de rappeler que *soft power* et attitude coercitive dépendent de l'interprétation que les acteurs en ont et du contexte. La suppression des avantages existants étant parfois pire que de ne jamais y avoir eu accès.

Si l'on se penche sur la capacité d'attraction de la Russie, on note que celle-ci agit à la manière d'un seul et unique État, c'est-à-dire que ses attributs coercitifs, comme ceux du *soft power*, sont natio-

²⁵ Il semble difficile de parler d'un "*smart power*" au sens propre. Pourtant, si l'on parle de *soft power* à deux échelles, c'est-à-dire celui des États couplé avec celui des institutions supranationales, alors la question d'un *smart power* ne semble pas si incohérente dans la mesure où il faudrait également parler de combinaison de deux échelles ou bien d'une coopération avec les États-Unis et l'Europe dans le cadre de l'OTAN.

naux. Si la Fédération décide de changer les règles de naturalisation ou d'obtention de la citoyenneté russe pour les Moldaves, alors ces derniers doivent en subir les conséquences sans alternative.

À l'inverse, l'Union européenne semble disposer d'une plus grande flexibilité en raison de ses divisions internes. Si la France décide de changer ses lois sur l'attribution de la citoyenneté ou d'imposer des taxes supplémentaires sur le vin, la Roumanie ou la Pologne, peuvent au contraire décider de ne pas suivre la France et ainsi laisser une alternative aux citoyens moldaves. Certains domaines de l'activité politique (droit de la nationalité, certaines mesures de fiscalité par exemple) continuent à relever de la compétence exclusive des États. On note alors que l'Europe est avant tout un espace fragmenté du fait de la multitude d'enjeux qui animent les États qui la composent, ce qui n'est pas le cas en Russie. Par conséquent, il est important de bien se rappeler que le *soft power* européen est autrement plus complexe que celui des pays à part entière. Dans ce cas, de quoi parle-t-on lorsque l'on mentionne l'attraction européenne ?

D'une manière simplifiée, la Russie est un seul et unique État. Elle dispose d'attributs militaires, économiques et politiques. Ses attributs, sa performance économique, sa langue, son histoire et son rôle diplomatique à l'international lui confèrent son *soft power*. C'est-à-dire que la Russie attire un autre pays en raison de son rayonnement, de sa sphère d'influence. On pourrait alors dire que la Russie dispose d'une influence qui lui est propre et qu'elle utilise de manière stratégique selon ses impératifs nationaux. Si la Russie décide de rejoindre une organisation supranationale, alors elle augmente son influence en projetant une partie de son *soft power* dans cette organisation²⁶. Elle devient sujette à l'influence des autres participants et *vice versa*.

Si l'on prend l'exemple de l'Union eurasiatique, la participation active de la Russie permet de renforcer son *soft power* car le russe y sera la langue prédominante, au même titre que son économie. Dans une mesure similaire, comme la Russie influencera ses partenaires, ces derniers participeront à la promotion du *soft power* russe dans les pays qui ont des connexions avec eux. Via l'Union eurasiatique, la Russie s'assure une projection accrue de son *soft power* vers des États qui y sont au départ moins sensibles. Par exemple, l'Asie centrale par projection du *soft power* russe au Kazakhstan, sera à l'avenir plus touchée qu'elle ne l'est par l'influence de Moscou. Si on pousse la comparaison à la Grande-Bretagne, le *Commonwealth* participe à la projection de la puissance britannique à travers le monde, elle augmente ainsi son attraction via ses partenaires.

L'Union européenne, pour sa part, est composée de vingt-huit États membres, dont la capacité d'attraction varie selon les contextes et les situations. La Grande-Bretagne dispose d'un *soft power* important dans les pays anglophones, et d'autant plus auprès des membres du *Commonwealth*. La France exerce son *soft power* à travers le monde, mais essentiellement dans l'espace francophone, par le biais de la francophonie, un des instruments de son *soft power*. Pour autant, ces deux pays qui exercent une attraction ne le font pas de manière égale et ont leurs zones d'influence respectives. Il en est de même pour l'Espagne et le Portugal en Amérique latine, et pour l'Allemagne dans le monde germanophone. La principale différence en Europe repose sur le fait que le *soft power* s'étende pour certains États à l'échelle régionale et pour d'autres à l'échelle internationale. L'Allemagne et la Pologne sont avant tout des puissances européennes et ce, malgré la performance de l'économie alle-

²⁶ C'est le cas de l'Union eurasiatique qui est une projection directe du *soft power* et du *hard power* de la Russie, comme en atteste l'ouvrage de Nico Popescu, 2014.

mande. La France et la Grande-Bretagne s'apparentent plutôt à des puissances internationales en raison de leur histoire et de leur langue respectives.

Ces pays, aussi différents soient-ils, sont partie intégrante de la politique d'influence de l'Union européenne. Cette participation permet alors une projection (comme pour la Russie dans l'Union eurasiatique) de leur *soft power* vers les autres États membres. Au sein de l'Union européenne, l'Allemagne renforce son influence, via les organisations supranationales, auprès des autres pays, à titre d'exemple en France. La France fait de même en Allemagne, les deux pays étant pourtant différents et ayant des zones d'influence diverses. La France influence donc le *soft power* allemand et l'Allemagne le *soft power* français. La situation se répète pour l'ensemble des vingt-huit membres qui s'influencent les uns les autres.

Non sans mentionner que certains pays, en raison de la démographie, de la langue, de la religion et d'autres critères, ont une influence plus forte que d'autres. À ce jour, l'Allemagne semble s'être imposée comme le leader européen. Proportionnellement à sa taille, il est vrai que cette dernière influence plus que d'autres pays. Cependant, certains pays membres de plus petite taille, comme l'Estonie, disposent d'un *soft power* proportionnellement plus conséquent que celui de l'Allemagne. Celui-ci reste cependant peu visible du fait de la démographie estonienne.

Outre cette influence des États membres les uns auprès des autres, l'Union européenne permet d'accroître le *soft power* de tous les États. À partir du moment où il en est membre, le *soft power* minimal d'un pays se cantonne à la zone géographique de l'Union. Cependant, comme les plus petits États influencent le processus de décision au sein de l'Union et donc, les lois et la vie des grands États, ils projettent une partie de leur *soft power* dans les zones d'influence de ces derniers. On peut ainsi dire que, via l'Union européenne, l'Estonie projette une partie de son *soft power* au sein du *Commonwealth* comme au sein de la Francophonie. Cette projection est minime, mais relèverait de l'impossible si ces États n'étaient pas membres de la même organisation.

Enfin, il semble important de noter que l'Union européenne n'est pas uniquement un ensemble de pays, c'est-à-dire qu'il existe une délégation des pouvoirs nationaux à une échelle supranationale. Une partie de la puissance des États échappe donc volontairement à ces derniers, ce qui est une situation inédite à l'échelle internationale. L'Europe ne se limite donc pas à la simple combinaison des projections mais elle dispose, en plus des *soft powers* nationaux, de son propre *soft power*. Il est alors plus cohérent de parler de superposition de *soft powers* nationaux entre eux, puis d'une nouvelle superposition avec le *soft power* qui est propre à l'Union. La réalité de cette existence d'un *soft power* de l'Union européenne est visible car des pays qui d'ordinaire ne sont pas sujets à l'influence des États membres qui composent l'Union le sont vis-à-vis de l'Europe elle-même.

C'est la raison pour laquelle l'Union européenne attire des pays comme la Moldavie et l'Ukraine, sans pour autant que ces pays apprécient certains des États membres de l'Union. Il est alors évident qu'un renforcement de la puissance des États membres augmente l'attrait pour les États en question, mais aussi pour l'Union en elle-même. L'Union européenne devient alors interdépendante des États membres et inversement, le tout sans être un pays au sens propre du terme.

Tableau récapitulatif des différences entre les soft powers russe et européen

Protagonistes en Moldavie	Acteurs	Type de <i>soft power</i> (SP)	Structure du <i>soft power</i>
Fédération de Russie	Russie	National propre à la Russie	Rigide
Union européenne	Europe + Allemagne, Roumanie, Pologne	Combinaison SP Europe + Autres États membres	Flexible

Finalement, c'est la question de l'articulation des politiques d'influence de certains États membres, combinée avec l'attraction qui leur est propre, qu'il faut traiter au moment où l'on parle de mise en place concrète sur le terrain. Ainsi, on peut dire que l'Union européenne exerce un pouvoir d'attraction auprès d'un grand nombre de pays à travers le monde. En effet, des pays se retrouvent fréquemment dans au moins un de ses membres ou dans l'idéal de construction économique et/ou politique propre au projet européen.

Avant d'aller vers les exemples concrets de réussites et d'échecs de ces mises en place sur le terrain, il semble important de noter que la Moldavie nous apprend beaucoup sur le fonctionnement général de la politique d'influence des entités supranationales. En effet, si en Moldavie ce sont les influences de l'Europe – Allemagne – Roumanie – Pologne - qui sont prépondérantes, dans d'autres espaces, comme c'est le cas en Turquie, ce sont les influences Europe – Allemagne – France qui sont les plus importantes. En résumé, la flexibilité des combinaisons amène l'Union à bénéficier d'une approche plus polyvalente si on la compare à celle de pays comme la Russie ou les États-Unis.

Combinaison des politiques d'influence nationales en Moldavie

Comme nous l'avons vu précédemment, la politique d'influence de l'Union européenne est la résultante de la combinaison entre :

- Les politiques d'influence propres à l'Union, c'est-à-dire celles qui relèvent du domaine supranational et échappent partiellement aux États membres.
- La combinaison des politiques d'influence des différents acteurs nationaux sur le terrain moldave.

Par conséquent, il semble utile d'analyser les grands projets de l'Union qui participent à l'augmentation de l'attraction européenne et de déterminer quels acteurs nationaux sont les plus actifs en Moldavie. A ce niveau de l'étude, on peut affirmer que trois acteurs nationaux européens

sont plus actifs que les autres : l'Allemagne, la Roumanie et la Pologne. Cette sélection, sur laquelle nous allons nous concentrer, n'est pas exhaustive.

Ainsi, il est évident que la France joue également un rôle important en raison de son influence culturelle, via l'Alliance française de Chisinau et de la présence de ses entreprises, comme Orange et la Société Générale. L'Estonie est également active en politique dans la mesure où elle milite pour le rapprochement entre la Moldavie et l'Union européenne, tout comme la Suède et l'Autriche qui participent aux grands projets pour résoudre le conflit entre la Moldavie et la Transnistrie. Cependant, l'Allemagne, du fait de son importance sur le plan économique, la Pologne, en raison de sa démographie et de son engagement politique, et la Roumanie, pour sa proximité culturelle, semblent être les plus à même de nous renseigner sur le processus de mise en œuvre d'une politique d'influence sur le terrain.

La mise en place d'une politique d'influence par les États pourrait s'apparenter à un processus. Ces pays disposent d'une stratégie, officielle ou non, pour parvenir à atteindre un objectif précis. Toute la question est alors de connaître les objectifs et les intérêts de la mise en place de cette influence et de son renforcement.

L'Allemagne, de manière officielle, ne souhaite pas voir la Moldavie un jour présenter sa candidature pour intégrer l'Union européenne. Les politiques d'influence de l'Allemagne, conformément à cette position diplomatique, incitent cette dernière à investir et à mettre en place des actions sur le terrain (bourses d'études, aide au développement), mais dans un objectif final qui n'est pas précisément défini. Pour un observateur externe, la contribution allemande en Moldavie vise à l'attirer vers l'Union car elle permet à Chisinau de compléter les standards pour l'intégration européenne mais il nous est impossible de dire si cela est véritablement le cas. L'Allemagne n'a peut-être pour seul intérêt que de participer au développement du pays qui est dans une situation difficile sur le plan économique. Après tout, il n'est pas rare de voir des pays occidentaux investir dans des fonds d'aide au développement, sans pour autant vouloir attirer ces pays dans une forme d'Union ou sans même vouloir en tirer un bénéfice. Paradoxalement, cette attitude qui semble désintéressée peut participer à l'augmentation encore plus effective du *soft power*. Une politique d'influence, si elle est perçue comme telle, peut repousser les habitants et les élites qui la perçoivent à la manière d'une ingérence. Le caractère désintéressé permet d'accroître l'impact médiatique. Par exemple, si l'Allemagne modernise les infrastructures de transport pour augmenter les exportations agricoles de la Moldavie vers le reste de l'Europe en mettant en avant la qualité des produits moldaves et le souhait des consommateurs allemands d'y avoir accès, alors l'action est automatiquement bien perçue par les citoyens du pays en question. En revanche, si l'Allemagne modernise les infrastructures pour les exportations en mettant en avant le fait qu'ainsi elle limitera la dépendance du pays vis-à-vis des marchés ukrainiens et russes, donc dans une perspective de confrontation sans réel intérêt pour les produits moldaves, alors l'action est autrement plus mal perçue.

On notera que les deux situations mènent aux mêmes conséquences sur le terrain, comme la construction de nouvelles routes pour les exportations, mais que la première situation participe davantage au renforcement du *soft power* allemand, contrairement à la deuxième. On peut alors plus facilement comprendre la stratégie de certains pays qui n'affichent pas ouvertement leurs intérêts auprès des élites et citoyens moldaves.

Par contraste, la Pologne et la Roumanie ne cachent pas leur souhait de voir la Moldavie s'éloigner de la Russie pour se rapprocher de l'Europe. Cette stratégie s'oppose à celle des Allemands, mais n'en reste pas moins effective.

La Roumanie, pour sa part, s'est investie dans le projet de gazoduc vers Chisinau. La Moldavie est actuellement dépendante en quasi-totalité de la Russie pour ses importations de gaz, sans oublier que celui-ci transite via la Transnistrie. Le gaz russe est essentiel pour les habitants et pour la survie pendant l'hiver. Le projet roumain pour approvisionner en gaz la Moldavie a été très coûteux (Calus, 2013), tout en sachant qu'il pose la question de la capacité concrète à alimenter avec constance la Moldavie en raison du faible débit.

La Roumanie, comme l'Allemagne, aurait pu mettre en avant son souhait de vendre son gaz sur le marché moldave, une attitude classique pour un pays libéral. Cependant, elle a clairement mis en avant son souhait de limiter la dépendance de la Moldavie par rapport au gaz russe. En conséquence, les élites et les citoyens moldaves furent partagés sur le projet et son impact. Le Parti communiste moldave n'a pas hésité à mettre en avant l'importance de la Russie comme partenaire commercial et rejeter un projet aussi coûteux et secondaire tant que Chisinau garde de bonnes relations avec Moscou. Les habitants furent inquiets de voir les prix du gaz augmenter en réaction à cette initiative. La Russie pourrait décider de manifester son mécontentement ou d'aligner ses prix sur ceux de la Roumanie, dont on ignore encore s'ils seront compétitifs vis-à-vis de ceux de la Fédération. Pour résumer, afficher ouvertement l'intérêt du projet n'était pas forcément la meilleure solution médiatique. De partenaire commercial, la Roumanie s'est retrouvée au rang de puissance intrusive dans la vie politique et économique de la Moldavie. Cette situation n'est pas pour déplaire aux élites de Moscou et Tiraspol, qui peuvent justifier qu'en Moldavie se joue une lutte d'intérêts politiques entre l'Europe et la Russie et pas seulement une concurrence dans les règles de l'art du commerce entre les États.

La Pologne, quant à elle, a décidé d'afficher ouvertement son souhait d'intégrer la Moldavie et l'Ukraine à l'Union européenne et à l'OTAN, malgré l'opposition d'une majorité des Moldaves vis-à-vis de cette dernière. Malgré les mauvaises relations entre la Russie et la Pologne depuis la fin de la Guerre froide, et encore plus depuis son intégration dans l'Union et l'OTAN, la Pologne n'a pas hésité à afficher ses ambitions en tant que partenaire politique et économique en Moldavie.

À ce jour, la Pologne semble être une puissance diplomatique et politique, plus qu'économique pour Chisinau. Elle n'en reste pas moins aussi importante que l'Allemagne dans la mesure où elle contre-balance l'approche allemande souvent centrée sur l'économie. Elle joue sur sa bonne performance au sein de l'Union européenne et incarne un exemple de bonne gestion en s'étant détachée de la Russie. Son attraction est ainsi différente de celles de l'Allemagne et de la Roumanie.

On peut mettre en avant le fait que ces trois pays attirent la Moldavie, mais pour des raisons sensiblement différentes les uns des autres :

Protagonistes en Moldavie	Système politique	Performance économique	Culture
Allemagne	Attraction forte	Attraction forte	Faible attrait
Pologne	Attrait moyen	Attrait moyen -fort	Faible - moyen attrait
Roumanie	Faible attrait	Faible attrait	Attraction forte

Pour être attractifs, les pays doivent disposer d'une bonne image auprès de la cible, ici la Moldavie. De même, le pays doit avoir besoin de ce que lui propose l'autre acteur. La Moldavie n'est que faiblement attirée par la Roumanie sur le plan politique, en raison du haut degré de corruption qui règne au sein des institutions roumaines²⁷. La Moldavie est plus attirée par des pays comme l'Allemagne et ceux du nord de l'Europe. En revanche, sur le plan culturel, elle est davantage attirée par la Roumanie.

Les pays avec un bon système politique peuvent être attirés par ceux avec une économie forte et inversement, le tout sans apprécier le système politique ou culturel de l'autre. Pour résumer, l'attraction d'un État se fait par rapport à ce dont il manque. La Moldavie souffre ainsi de trois principaux maux :

- La corruption²⁸.
- Le manque de compétitivité économique.
- L'insécurité énergétique.

Ces trois éléments expliquent l'attraction que peuvent avoir les pays avec une faible corruption et une bonne économie en Moldavie. Celle-ci n'est à ce jour pas attirée par la Roumanie autrement que pour sa proximité culturelle, son appartenance à l'Union européenne et son accès au marché européen. Le constat est sensiblement le même avec l'Italie ou la Grèce : ces pays ne peuvent pas attirer autant que les pays plus lointains culturellement (comme l'Allemagne et la Pologne) car ils n'incarnent pas une solution aux problèmes des Moldaves, et ce, même s'ils sont plus riches.

On notera alors deux éléments essentiels pour attirer une cible. Le premier, c'est qu'il est nécessaire de connaître un minimum le pays émetteur (celui qui met en œuvre le *soft power* à l'égard de la cible) pour pouvoir être attiré. On a tendance à prendre en exemple ce qui nous est familier, même si cela ne correspond pas nécessairement au meilleur de nos attentes. La situation est sensiblement la même en Moldavie, l'Allemagne n'est pas le pays le moins corrompu et le plus performant sur le plan

²⁷ Business Anti-Corruption Portal, *A Snapshot of corruption in Romania*, 2013.

²⁸ Business Anti-Corruption Portal, *Business Corruption in Moldova*, 2013.

économique si on le compare avec le Luxembourg. Cependant, les élites et les citoyens moldaves sont plus familiers avec l'Allemagne et son système qu'avec celui du Luxembourg. C'est la raison pour laquelle c'est l'Allemagne qui, ici, incarne un modèle pour de nombreuses familles, mais pas le Luxembourg. Les pays pris en exemple ne sont pas toujours les plus pertinents par rapport aux problématiques de la cible, mais ce sont les pays qu'elle connaît le mieux.

Deuxièmement, le *soft power* dépend en grande partie de la représentation stéréotypée du pays émetteur. Les citoyens et les élites se forgent une opinion et sont attirés par l'image qu'ils ont du pays. Comme le mentionnait Joseph Nye dans son ouvrage, les classes sociales avec un niveau d'éducation supérieur tendent à être plus nuancées que les classes populaires vis-à-vis d'un pays, l'influence des stéréotypes étant moindre (Nye, 2004). Hollywood est, à titre d'exemple, aux origines de l'attrait pour les États-Unis à travers le monde, mais la représentation que véhiculent les films et les séries ne sont pas en accord avec la réalité du mode de vie de beaucoup d'Américains. Il n'en reste pas moins que l'attrait pour les États-Unis découle de cette image transmise par les séries et que les pays cibles adhèrent à cette représentation stéréotypée, d'autant plus chez les classes moyennes.

En Moldavie, l'Allemagne jouit d'une image favorable car elle incarne un modèle de bonne gestion économique. Pourtant, son endettement est largement supérieur à celui d'autres États membres de l'Union et le taux de corruption y est plus important que dans les pays du nord de l'Europe²⁹. Mais, la réputation de cette dernière et les stéréotypes des médias moldaves influencent la représentation qu'ils ont de ce pays.

En conclusion sur la combinaison des *soft powers* des trois États que sont l'Allemagne, la Pologne et la Roumanie en Moldavie, on pourrait avancer l'idée que ces derniers ne sont pas les modèles les plus pertinents. Cependant, ce sont ceux qui attirent le plus en raison de la combinaison entre les attentes des citoyens et des élites, la médiatisation des États en question et le stéréotype que les citoyens en ont. Cela explique partiellement pourquoi les habitants de Chisinau ont une bonne image de ces trois pays, par contraste avec la Gagaouzie ou la Transnistrie, où leurs images sont très négatives, notamment pour l'Allemagne. Si Berlin incarne la performance économique et la lutte contre la corruption dans une grande partie de la Moldavie, en Gagaouzie, où les médias sont essentiellement russophones, celle-ci est encore affiliée à celle de l'Allemagne nazie, en raison des stéréotypes relayés par les médias russes dans la région. On note également que la Roumanie, qui attire culturellement, perd tout son attrait en Gagaouzie et en Transnistrie, car le facteur culturel, qui est son principal élément d'attraction, s'y dissipe rapidement.

En ce qui concerne la combinaison de ces trois États, on pourrait facilement objecter que la France dispose aussi d'une proximité culturelle et d'une bonne image sur le plan politique. Cependant, depuis la crise financière européenne, la France n'apparaît plus dans les médias comme une puissance économique aussi attirante que ne l'est l'Allemagne. C'est la raison de l'attention accrue des Moldaves pour le système économique allemand. Cet attrait n'est pas nouveau dans la mesure où le *Leu* moldave s'est créé sur le modèle de l'ancien *Deutschemark*, signe d'une tendance à apprécier le modèle allemand de longue date. La France passe donc au second rang. Qu'en est-il du système politique ? La France attire de par son respect des lois et son modèle de démocratie. Mais le gouverne-

²⁹ Eurostat, *Statistiques sur l'Allemagne*, 2013

ment, d'autant plus depuis l'élection du Président socialiste François Hollande, n'est pas aussi attractif que celui d'autres pays d'Europe. Les affaires de corruption et les scandales ont relégué la France au second rang derrière l'Allemagne (Transparency International France, 2014). La France n'en reste pas moins un exemple pour la diplomatie internationale, loin devant l'Allemagne. Mais, à nouveau, la Moldavie n'a pas pour souhait d'être un jour une puissance diplomatique ou militaire à l'international, elle n'est donc pas attirée par cet aspect français qui ne répond pas à un besoin du pays. Les élites moldaves admirent la puissance diplomatique et militaire française, mais n'ont pas d'attraction pour elle dans la mesure où ils ne peuvent pas y trouver une solution à leurs propres problèmes. Enfin, sur le plan religieux, la Roumanie est plus proche de la Moldavie que de la France.

Tous ces éléments font que la combinaison Allemagne-Pologne-Roumanie n'est ni la plus pertinente ni la seule à pouvoir répondre aux problématiques des Moldaves. Pourtant, elle est la plus connue, la médiatisation étant ici essentielle pour le *soft power*.

Néanmoins, il semble important d'objecter qu'on parle de *soft power* mais que la majorité des citoyens moldaves ne sont pas nécessairement plus attirés par l'Allemagne et la Roumanie que par la Chine ou l'Australie. La raison essentielle est la situation économique défavorable dans laquelle se trouve la Moldavie, mais aussi les conditions de vie de ses habitants, particulièrement dans les campagnes, qui contraignent à saisir toutes les opportunités disponibles. Cela explique aussi la nuance qu'il faut porter à l'importance du concept de *soft power* dans des États où le schéma qui prime est davantage celui de la survie que celui du choix idéologique.

Défaillances de la capacité d'attraction européenne en Moldavie : un problème d'attractivité supranationale ou propre aux États membres ?

Au regard des nombreuses publications qui traitent de la question du *soft power* européen dans l'espace post soviétique et, d'autant plus en Moldavie et en Ukraine, on pourrait avancer que l'attraction qu'exerce l'Union européenne auprès des citoyens, tout comme des élites, est palpable. Malgré cela, les instruments de mesure du *soft power* sont plus que contestables. À l'image de tous les classements, c'est la méthodologie qui est à remettre en cause, au même titre que la population ciblée. Le magazine *Monocle*³⁰ donne pour l'année 2013 l'Allemagne comme première puissance en termes de *soft power* à l'échelle mondiale.

Il est vrai que d'après les moyens mis en œuvre pour effectuer cette classification, l'Allemagne arrive en tête. Pour autant, le simple changement d'échantillonnage, c'est-à-dire la modification de la population visée, de son âge, de ses revenus, de la langue et de tous les autres critères, amène à radicalement contester cette première position. Un magazine occidental aura tendance à fonder ses critères sur les sources d'informations auxquelles il peut accéder avec le plus de facilité. Tout comme les classements académiques anglophones qui placent les universités anglaises et américaines devant les françaises, allemandes ou chinoises, n'y aurait-il pas un biais évident dans les instruments que nous utilisons pour mesurer le *soft power* ?

³⁰ Classement et méthodologie disponibles sur le site web Monocle.com

En ce sens, il est évident que la classification du *soft power* d'un État va varier en fonction de :

- La population interrogée (âge, genre).
- L'aspect culturel (linguistique, historique, ethnique).
- Les revenus de l'échantillon en question.
- Le moment où l'étude est effectuée.

Donc, comme pour n'importe quel classement, parler de « puissance » ou « d'impact » d'un *soft power* plus que d'un autre comprend un nombre important de biais qui remettent en question la validité de ce type de résultats. L'Allemagne est ainsi le premier pays en termes de *soft power* à travers le monde, il l'est certainement plus dans le monde occidental qu'oriental. Il en est de même pour toute puissance mondiale.

Par conséquent, les instruments pour mesurer le *soft power* sont, à l'heure actuelle, quasi-inexistants. On pourrait penser qu'il y a une corrélation pondérée entre *soft power* et investissements financiers, ce qui résoudrait le problème, comme pour la mesure du *hard power*. Mais, l'influence n'est pas le résultat de la somme investie, cette notion subtile repose à la fois sur l'image que les habitants ont du pays, sur les sommes investies et sur leur impact auprès de la cible. On peut investir des millions d'euros de plus qu'un autre pays mais, si ceux-ci n'ont pas d'effets concrets sur la population ou que les citoyens ne savent pas d'où vient cet argent, alors les conséquences sur le *soft power* deviennent quasi-inexistantes.

Nous n'avons donc objectivement aucune raison de dire qu'un *soft power* est plus important qu'un autre. Nous pouvons à la limite demander à la population à un moment T les pays qu'elle considère comme les plus influents, tout en précisant le domaine d'action. Comme vu précédemment, la Roumanie semble plus influente que l'Allemagne sur le plan culturel, même si l'Allemagne investit beaucoup plus dans l'éducation. Considérant la complexité d'un pays comme la Moldavie et le caractère récent des sciences politiques, nous sommes face au dilemme de la mesure objective de la puissance d'un État.

C'est la raison pour laquelle les articles qui traitent de la mesure du *soft power* peuvent sensiblement varier en termes de résultats. Joseph Nye met en avant le fait qu'un acte perçu négativement peut avoir pour conséquence de nuire au *soft power* d'un État et ce, malgré les tentatives par la suite pour le restaurer. Les manifestations du Printemps de Prague en 1968 n'eurent-elles pas pour conséquence de nuire au *soft power* de l'Union soviétique plus que de lui être bénéfiques ? Elles sont du moins probablement la raison pour laquelle l'attrait des peuples occidentaux pour l'idéologie communiste commença à se ternir. Ainsi, quel est l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur l'image de l'Allemagne contemporaine en Moldavie, d'autant plus suite à la propagande de l'Union soviétique jusqu'en 1991 et de la Russie dans le pays depuis la fin de la Guerre froide ?

L'Allemagne peut investir des sommes considérables dans son *soft power*, elle n'en reste pas moins sujette à cette image négative, qu'on retrouve d'ailleurs en Ukraine dans les régions séparatistes. L'Allemagne étant l'État le plus fort économiquement de l'Union européenne, les séparatistes pro-russes d'Ukraine n'hésitent pas à mettre en avant l'idée que ceux qui souhaitent aller vers l'intégration européenne ne sont ni plus ni moins que des fascistes. Ceux qui se rapprochent de l'Union tendent à se rapprocher de l'Allemagne hitlérienne. Cette propagande, pour le moins irréaliste, semble avoir un impact auprès des séparatistes ukrainiens qui n'hésitent pas à caractériser le

gouvernement central comme étant proche des fascistes. Ils vont même jusqu'à présenter des cartes représentant l'Ukraine comme divisée en deux, avec à l'Est le drapeau russe et à l'Ouest la croix gammée.

Il est important de garder à l'esprit les conséquences d'un acte perçu négativement sur le *soft power* d'un État, même des décennies plus tard, ainsi que le niveau intellectuel de la population visée, ces facteurs influencent positivement ou négativement la réception d'un stéréotype sur un pays.

En Moldavie, il nous faudrait donc trouver un moyen pour mesurer le *soft power* des États à un moment défini. Les sommes investies ne sont objectivement pas le critère le plus pertinent. Que penser du nombre de films diffusés dans les cinémas et à la télévision ? Encore une fois, toute la question est de savoir qui accède au cinéma et il est possible qu'en raison de la traduction exclusivement en russe (au cinéma), les habitants ne connaissent pas forcément la provenance d'un film. De même, le pourcentage de produits européens dans les supermarchés, contre le nombre de produits russes, n'est pas un bon indicateur. Il est possible que le pourcentage de produits russes soit plus important, mais que leur qualité ait un impact négatif sur l'image de la Russie, et la qualité supérieure des produits européens un impact positif sur l'image de l'Union. Enfin, il est possible d'écouter de la musique européenne, essentiellement britannique, et d'aller dans des restaurants européens, sans pour autant apprécier l'Europe. Joseph Nye effectuait la même remarque en ce qui concerne certains pays du Moyen-Orient où le fait de rouler dans des voitures américaines et d'écouter de la musique occidentale n'avait objectivement pas d'impact sur l'image négative des États-Unis.

Il nous reste une solution pour partiellement mesurer l'efficacité du *soft power* européen en Moldavie, comme les sondages d'opinion à l'approche des élections. Il est rare de pouvoir demander à un échantillon représentatif de la population de dire ce qu'il pense de l'Europe et de la Russie et encore plus de chaque pays en Europe. Face au manque d'informations et de données sur la question, seules les élections peuvent nous dire si les citoyens sont pour ou contre l'Europe.

On peut légitimement penser que, si les citoyens votent pour les partis favorables à l'intégration européenne, ils sont plus sujets au *soft power* européen. Cette remarque reste pourtant contestable car il est possible de voter pour les partis pro-européens mais en adhérant surtout à la partie économique ou culturelle du programme du parti. Idem, il est possible de voter pour le Parti Communiste sans apprécier la Russie, mais par souci d'une baisse du prix du gaz et d'une augmentation des exportations, dans l'attente de la modernisation des infrastructures pour les exports vers l'Europe.

Malgré cela, on peut prendre comme base le fait que l'Alliance pour l'intégration européenne, lors des élections législatives anticipées de 2010, a reçu plus de 50 % des votes, le parti communiste quelques 41 % des votes. On est donc en présence d'une société profondément divisée sur son appartenance.

Nombre d'analystes tendent à présenter les Moldaves comme plus favorables à l'Union, mais l'orientation idéologique de ces analystes a un impact sur la représentation qu'ils ont de la société moldave.

Il nous est donc impossible de dire, scientifiquement, que le *soft power* de l'Union européenne est effectif en Moldavie.

En revanche, il est possible de mesurer avec certains critères l'engagement des États en Moldavie, financièrement, culturellement et politiquement. Nous pouvons également prendre les résultats des élections en Moldavie comme instrument de mesure de l'efficacité des *soft powers* européen et russe au sein du monde politique, qui, avec l'aval du peuple, décide du rapprochement avec l'Europe ou la Russie. Cela nous permet d'affirmer la supériorité d'une puissance vis-à-vis de l'autre. Objectons, malgré tout, que les tendances pro-européennes et pro-russes ne sont pas le résultat unique du *soft power*, mais de la combinaison entre « *soft power, economic power* et *hard power* ». On peut donc avancer que l'Europe, dont le *hard power* et l'*economic power* sont plus faibles que ceux de la Russie, dispose d'un *soft power* plus conséquent. Encore une fois, il est possible que la Russie dispose d'un *soft power* plus important, mais son attitude coercitive en Moldavie, au travers des *embargos*, explique son inefficacité. Ce schéma pourrait s'apparenter au résultat de la réponse coercitive de l'Union soviétique à Prague en 1968, qui n'eut pas pour conséquence d'augmenter l'influence de l'URSS dans le monde, mais de la diminuer, le *hard power* pouvant, s'il est mal employé, radicalement nuire au *soft power*.

Il est difficile de parler d'efficacité d'une politique d'influence en Moldavie. Les principaux problèmes sont la pauvreté économique et culturelle qui règne dans le pays, qui pousse les citoyens à s'expatrier. D'une manière pragmatique, si la Moldavie pouvait appartenir à l'Union européenne et à l'Union eurasiatique, elle le ferait. La priorité du pays est de relancer l'économie, les citoyens se soucient bien peu de qui sera à l'origine de cette relance. L'important pour les citoyens moldaves est de subvenir à leurs besoins. Nombre de maisons dans les campagnes sont désertes, avec des personnes âgées dont les enfants vivent à l'étranger pour ramener des fonds, survivre et pouvoir subsister économiquement. Les familles sont souvent divisées, l'un des parents devant vivre plusieurs années à l'étranger pour envoyer de l'argent à celui qui reste pour élever les enfants. La Moldavie est également le pays où se pratique la vente illégale d'organes, les citoyens des campagnes devant parfois vendre un rein pour pouvoir acheter de quoi vivre. Face à une telle situation, il semble que le choix de l'Union à laquelle appartenir passe largement au second plan pour nombre de citoyens. L'économie est le point central pour les habitants et c'est la raison pour laquelle la mesure du *soft power* ou de son efficacité sont difficiles à mettre en place ; le pragmatisme voulant que le choix s'effectue sur des critères bien différents de ceux qu'on retrouve dans les pays d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord.

À ces éléments s'ajoute la question de l'accès à l'information. Toute mise en place d'un *soft power* efficient repose sur cette question. Les nouvelles routes pour exporter les produits peuvent être à proximité des résidences des citoyens, mais la communication publique doit justifier la provenance des financements des infrastructures. Nombre d'habitants, dans les pays occidentaux, ignorent les actions entreprises par l'Union européenne qui ont un impact sur leur quotidien. Les citoyens européens ont même, pour la grande majorité, une méconnaissance du nombre de pays membres, de leur localisation et de l'actualité qui s'y déroule. C'est donc la communication, difficile en raison du faible accès aux médias, qui importe en Moldavie, sachant qu'elle repose sur plusieurs critères. Premièrement, les citoyens moldaves doivent éprouver un minimum d'intérêt pour ce qui se passe dans la vie politique en Moldavie. Ils doivent se pencher sur les actions du gouvernement à l'échelle nationale comme locale. Un grand nombre, comme dans tous les pays, ne le font pas. Il y a donc une erreur à penser qu'une action sur le terrain sera relayée et immédiatement incluse dans l'influence dont dispose un État ou une entité supranationale.

Deuxièmement, les citoyens qui souhaitent s'informer doivent disposer des moyens pour le faire. En 2013, selon le centre national des statistiques moldaves, 30 % des habitants ont une télévision chez eux³¹, et moins de 10 %³² ont Internet. Pourtant, si les habitants sont curieux et disposent des équipements pour recevoir l'information, il faudrait que celle-ci soit diffusée par les médias. Les actions de l'Alliance française ne sont connues que par ceux qui reçoivent la *newsletter* en français. On peut donc estimer qu'on est en face d'un faible nombre de Moldaves qui savent ce qui se passe au sein de cette organisation. Ensuite, les chaînes de télévision sont rarement occidentales, exception faite d'*Euronews*. On peut donc estimer qu'un grand nombre d'informations relatives aux actions des pays d'Europe comme de la Russie en Moldavie sont tout simplement inaccessibles et inconnues du grand public moldave, exception faite des éléments d'envergure comme la libéralisation des visas pour l'Union européenne en 2014 et les embargos russes sur les produits agricoles.

La mise en place d'un *soft power* serait donc le résultat de trois phases consécutives. La première repose sur la capacité à diffuser un discours politique à destination des élites et/ou des citoyens dans le pays. Cette phase est essentielle car elle constitue le point de départ de l'attention que les cibles portent à cette politique d'influence, ce qui facilite la préparation de son implantation. Ensuite, on note qu'il faut que l'information sur ce qui va être réalisé soit diffusée auprès des personnes que l'on souhaite toucher. Il est essentiel que le public soit averti des projets qui vont avoir lieu en amont. C'est alors que le *soft power* semble pertinent. Ensuite, toute la question est de savoir si la réception de l'information sera positive ou négative. L'annonce d'un renforcement des relations entre l'Europe et la Moldavie peut ainsi être perçue comme positive ou comme négative par crainte des représailles russes qui en découleront.

Dans une deuxième phase, ce qui a été dit doit se concrétiser. Rien n'est plus négatif pour l'image d'un État ou d'une organisation que de ne pas réaliser les promesses faites aux élites ou à la population.

Dans une troisième phase, qui succède à la mise en place sur le terrain, il faut de nouveau médiatiser ce qui a été réalisé. Comme dans l'exemple précédent, construire de nouvelles routes pour les exportations vers l'Europe ou la Russie est positif, mais bénéfique pour le *soft power* uniquement si les habitants savent que celles-ci sont le résultat des investissements de tel ou tel pays. Sinon, il est probable que les habitants ne cherchent pas à se renseigner ou déduisent que c'est une action financée par le gouvernement. Finalement, une fois le projet réalisé de manière concrète sur le terrain, et médiatisé, il faut que les cibles en aient une vision positive. Alors que la construction d'un gazoduc entre la Roumanie et Chisinau était au départ perçue comme une action positive, sa réalisation a pris quelques années de retard. Les citoyens prirent alors connaissance de sa construction, mais beaucoup, en raison du contexte international et des relations Europe-Russie, s'inquiètent d'une possible montée des prix du gaz.

Dès lors, l'influence sur le *soft power* de l'Union européenne et de la Roumanie en Moldavie est probablement plus nuancée et est passée de totalement positive il y a quelques années à partiellement positive à l'heure actuelle. On peut évaluer l'attitude moldave en analysant les déclarations officielles du gouvernement et des principaux partis politiques du pays. Avant les embargos russes, le projet

³¹ Rapport annuel du Centre national des statistiques moldaves, 2013.

³² Rapport annuel du Centre national des statistiques moldaves, 2013.

était présenté dans les discours politiques comme un moyen de rapprocher la Roumanie et la Moldavie et d'assurer une plus grande stabilité face aux tensions entre la Russie et l'Ukraine après la Révolution orange. Par comparaison, en 2014 le projet suscite des critiques de la part du Parti communiste moldave qui met en avant la détérioration des relations diplomatiques avec Moscou.

Schéma de mise en place d'une politique d'influence

<p>Première phase (Virtuelle)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Discours à l'attention du peuple et/ou des élites (discours politique et/ou économique) 2. Capacité de médiatisation du discours (médias grand public et/ou spécialistes) 3. Réception (positive, neutre, négative) par le public et/ou les élites nationales, supranationales, internationales
<p>Deuxième phase (Réelle)</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Mise en place d'une action sur le terrain avec ou sans succès
<p>Troisième phase (Virtuelle)</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. Promulgation médiatique de l'action sur le terrain 6. Réception (positive, neutre, négative) de mise en place de cette action par le public et/ou les élites

■ STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE D'INFLUENCE DE LA FEDERATION DE RUSSIE

La Fédération de Russie est consciente qu'elle peut exercer une influence dans son étranger proche. Contrairement à l'image que l'on pourrait en avoir dans les médias occidentaux, cette dernière tente de développer, avec plus ou moins de succès, des programmes similaires à ceux que l'on retrouve en Occident pour influencer les États dans sa périphérie. Malgré ce souhait affiché de vouloir conquérir les « cœurs et les esprits » par le dialogue plus que par les pressions, la Russie semble toujours avoir du mal à comprendre le principe de coopération, de délégation supranationale et à tempérer ses réactions en fonction de l'actualité internationale. Les *embargos* sur les produits européens, dont elle a besoin, une décision prise rapidement en réponse aux sanctions européennes et américaines, en témoignent.

Si la Russie de 1992 avait pour souhait de devenir une « puissance normale » et d'intégrer le jeu des puissances occidentales, il semble évident que l'esprit impérialiste russe, d'autant plus depuis la réélection du Président Vladimir Poutine, semble prédominer de nouveau.

Cependant, Moscou, même si elle n'arrive pas à développer de manière adéquate le *soft power*, a conscience que le monde a radicalement changé et qu'elle doit également faire évoluer son approche diplomatique.

Cette partie aborde la question des relations entre le Kremlin et la Moldavie, non pas en se limitant à la question russe, mais en élargissant l'analyse et en prenant en compte l'utilisation de la Transnistrie et le projet d'Union eurasiatique.

La Transnistrie semble être essentielle pour comprendre la logique de la confrontation entre l'Europe et la Russie dans l'espace post-soviétique. Elle permet d'expliquer de manière logique l'inadéquation des attitudes européennes et russes au regard de leurs enjeux respectifs.

La partie sur l'Union eurasiatique, projet emblématique du Président Vladimir Poutine, semble essentielle car elle nous explique à la fois la pertinence du projet destiné à concurrencer l'Union européenne et l'OTAN, et à la fois le manque de capacité à évaluer précisément ce qui constitue l'attraction européenne en Moldavie et à travers le monde.

L'attitude coercitive de la Russie en Moldavie et les difficultés de mise en place d'une politique d'influence dans un pays russophone

Il est difficile d'employer le terme de « *soft power* » en parlant de l'attitude de la Russie en Moldavie, tout comme à l'échelle internationale. Du point de vue occidental, certains experts avancent même le fait que la Russie ne dispose d'aucun *soft power* dans la mesure où le gouvernement russe est plus ou moins impliqué dans toutes les ONG et grandes entreprises qui peuvent participer au *soft power*.

La conception de l'attraction au sens de Joseph S. Nye repose sur la capacité d'un pays à attirer sans avoir à employer de moyens coercitifs ou de pressions économiques :

	<i>Hard power</i>	<i>Soft power</i>
Comportements à adopter	<ul style="list-style-type: none"> - Domination - Coercition - Incitation - Sollicitation 	<ul style="list-style-type: none"> - Programmes en commun - Attraction - Coopération
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Force militaire - Sanctions - Paiements - Corruption 	<ul style="list-style-type: none"> - Institutions - Valeurs - Culture - Politique

Dans le cas de la Russie, le *soft power* est autrement plus dépendant de l'État, tout comme l'était le *soft power* de l'Union soviétique. Il est paradoxal de voir des spécialistes avancer l'existence d'un *soft power* de l'Union soviétique³³, mais refuser l'idée qu'il puisse en exister un dans le cas de la Russie contemporaine. Loin d'aller à l'encontre des spécialistes occidentaux, il semblerait plus pertinent de parler de « *soft power* occidental » et de « *soft power* autocratique ».

Le *soft power* occidental repose sur la pluralité des institutions et sur des valeurs centrales, comme la démocratie, les droits de l'Homme, la liberté d'expression. Parallèlement, le *soft power* autocratique repose essentiellement sur les actions et organisations gouvernementales et sur l'idée de sécurité et de conservatisme, qui peuvent attirer certains citoyens en Occident, comme dans les pays autocratiques.

Le plus important reste le fait qu'occidental ou autocratique, le *soft power* a la même finalité et que le territoire où il a vocation à s'implanter conditionne sa bonne propagation.

En Moldavie, comme nous avons pu le voir dans la première partie, la situation est favorable au développement de l'attraction russe. Les Moldaves parlent souvent le russe, ce qui facilite la diffusion des médias en russe dans le pays. Le pays est orthodoxe et conservateur, une caractéristique impor-

³³ Joseph Nye dans son ouvrage *op. cit.*, (2004), aborde la question du *soft power* de l'Europe et de l'Union soviétique.

tante dans la mesure où l'attitude plus libérale de l'Occident peut nuire à un *soft power*. À titre d'exemple, le mariage homosexuel et la liberté d'expression en Europe de l'Ouest n'ont pas eu pour conséquence d'accroître le *soft power* de la France ou de la Grande-Bretagne en Afghanistan ou en Chine, cela a même produit l'effet inverse.

La Moldavie partage également une histoire commune avec la Russie, celle de l'époque soviétique. Si des États comme l'Estonie ou la Pologne ne regrettent en rien la fin de cette période, les Moldaves sont autrement plus nostalgiques, l'ère soviétique correspondant à une période de prospérité économique. Le parti communiste moldave rassemble encore, de nos jours, plus de 41 % des électeurs, on est donc loin de la situation que l'on retrouve dans le reste de l'Europe.

Aux éléments précités s'ajoute l'importance de la Russie dans les exportations et les investissements en Moldavie, qui devrait attirer ce pays vers la Russie plutôt que le repousser. Pourtant, il semble évident que le gouvernement moldave tente de prendre de la distance avec Moscou plutôt que de s'en rapprocher. Le gouvernement actuel n'hésite pas à concentrer tous ses efforts pour nouer des liens avec le reste de l'Europe. Pour ne citer que les projets les plus emblématiques, la Moldavie a soutenu la construction du gazoduc entre la Roumanie et Chisinau face à la Russie. Chisinau a également accepté la libéralisation des visas pour faciliter la circulation des Moldaves dans l'espace Schengen, au même titre que l'accord d'association, et elle est membre de longue date du Partenariat oriental. Au quotidien, une visite dans la capitale, où le drapeau moldave est souvent accompagné du drapeau européen, laisse clairement entrevoir le fait que la Moldavie souhaite se rapprocher de l'Europe plus que de la Russie.

À quoi pourrait-on imputer ce manque d'attrait de la Fédération de Russie en Moldavie ? A un manque de *soft power* ?

La raison de ce manque d'attrait remonte au Printemps de Prague en 1968. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique disposait d'une image parfois positive en Occident. Nombre d'Occidentaux avaient une perception tronquée de l'URSS, une conséquence du manque d'informations sur ce qui se passait en Union soviétique et des valeurs théoriques qui pouvaient plaire aux idéalistes. L'URSS, qui incarnait un modèle économique, politique, scientifique, notamment dans le domaine de la conquête spatiale, a eu son moment de gloire. À cette époque, les partis communistes occidentaux avaient le vent en poupe.

Mais l'attrait pour l'idéologie qu'incarnait l'URSS connut une forte baisse en raison du Printemps de Prague. La répression violente du mouvement eut pour conséquence de considérablement diminuer le *soft power* de Moscou du jour au lendemain.

Comme nous le montre Joseph Nye, le *soft power* n'est pas distinct du *hard power*, les deux devant se mettre en place, de manière adéquate, pour donner naissance au *smart power* (Nye, 2004). Une attitude trop coercitive a souvent pour conséquence de nuire au *soft power*, comme ce fut le cas lors du Printemps de Prague, mais également lors de la Guerre en Irak en 2003, où le gouvernement américain perdit une grande partie de sa crédibilité en exerçant des pressions sur ses partenaires européens. Une attitude trop coercitive est donc nuisible à la bonne propagation du *soft power*.

Inversement, un *soft power* sans *hard power* a du mal à fonctionner. Le *hard power* incarne la sécurité, et celui qui ne cultive que le *soft power* n'est pas à même de pouvoir défendre le modèle qu'il

prône. À titre d'exemple, l'Europe attire la Moldavie, mais son manque de *hard power* amène de nombreux citoyens moldaves à s'interroger sur la capacité des Européens à pouvoir les défendre si la Russie exerce des pressions comme en Ukraine.

Quoi qu'il en soit, la réponse au « pourquoi » de l'inefficacité du *soft power* de la Russie en Moldavie n'est pas à chercher dans son type de *soft power*, qui est clairement celui d'un État autocratique et qui peut attirer certains citoyens. Il est à chercher dans le mauvais rapport entre *soft power* et *hard power*, ici, dans le pouvoir économique coercitif de la Russie en Moldavie.

Sur un plan chronologique, le conflit entre la Transnistrie et la Moldavie eut des conséquences néfastes sur la bonne image de la Russie après la Guerre froide. Le fait de mobiliser la 14^e armée russe pour aider les séparatistes en Transnistrie entraîna la naissance du scepticisme des dirigeants moldaves quant à la possibilité de conserver de bonnes relations avec Moscou. Il était en effet difficile de soutenir la Russie alors que celle-ci fournissait le support logistique aux séparatistes, une situation qui n'est pas sans rappeler celle en Ukraine en 2014 avec *Novorossia*.

Par la suite, l'ingérence de la Russie en Transnistrie, avec les Forces de maintien de la paix de la CEI et l'implantation de 1500 hommes russes qui ont pour mission de garder les entrepôts d'armements soviétiques, n'a pas amélioré l'image de la Russie. On aurait pu penser que la Russie conserverait les forces de maintien de la paix de la CEI et retirerait les troupes uniquement russes. Ce refus de retrait est actuellement une des raisons pour lesquelles la Moldavie est toujours sceptique vis-à-vis de la bonne volonté de la Russie pour trouver une solution au conflit.

Enfin, la Russie procéda à la mise en place d'une suite d'*embargos* sur les produits moldaves pour montrer son mécontentement vis-à-vis du rapprochement de Chisinau avec les autorités européennes. On peut citer l'embargo sur le vin de 2006, puis celui de 2013, qui n'eurent pas d'autre conséquence que celle d'attirer encore plus rapidement la Moldavie vers l'Europe. À ces *embargos* emblématiques, du fait de l'importance du vin dans les exportations du pays, peuvent s'ajouter ceux sur la viande et les fruits, sans oublier les restrictions en ce qui concerne l'obtention de visas pour aller travailler en Russie.

Contrairement au souhait de la Russie, comme à celui de l'Union soviétique, l'attitude coercitive n'a pas pour effet d'attirer ou de calmer les rapprochements avec d'autres puissances, elle ne parvient qu'à appauvrir et nuire au *soft power*.

Face à ce qu'on pourrait qualifier d'incapacité à doser la relation entre le *soft power* et le *hard power*, en privilégiant la facilité d'une technique coercitive du fait de la dépendance moldave vis-à-vis du marché russe, Moscou n'a obtenu qu'un effet inverse.

Il est difficile d'expliquer pourquoi Moscou continue d'agir en ne prenant pas en compte cette importance de l'attraction. Il est possible que l'histoire de la Russie joue un rôle important dans l'esprit des dirigeants. Le territoire russe étant étendu, il est nécessaire d'avoir un gouvernement plus autocratique que dans les États européens pour limiter les tentatives sécessionnistes, comme il en existe dans le Caucase russe. Qui plus est, la Russie s'est construite sur une succession de traumatismes et de révolutions profondes, ce qui amène à ne pas concevoir le changement comme un processus mais comme une rupture nette. La fin de la Première Guerre mondiale marqua l'avènement du communisme et la fin d'un régime qu'on pourrait qualifier de féodal. À la fin de la Guerre froide, le passage

d'une économie socialiste contrôlée par l'État au libéralisme s'opéra en corrélation d'une déliquescence des structures de l'État.

Il est probable que les dirigeants russes aient plus de mal à se représenter une évolution de la Russie sans rupture brutale. Cela conduit à une tendance violente face à l'insécurité. Il est difficile pour la Russie de concevoir qu'un jour l'Ukraine, la Moldavie et le Caucase n'auront plus à vivre en ayant des relations culturelles, politiques et économiques avec elle. Cette peur de voir un jour les autres puissances, comme l'Union européenne et la Chine, dominer l'espace qu'elle considère comme exclusif, amène à ne pas mesurer les réactions et à avoir une attitude violente par crainte de devoir subir une nouvelle crise et un bouleversement profond dans le pays. Cette peur pousse les dirigeants russes à adopter des attitudes qui n'ont pas de sens au regard des enjeux du pays. La Russie continue de vouloir s'imposer économiquement face à l'Europe bien que sa croissance et ses standards de production ne le lui permettent pas. De la même manière, elle continue de jouer sur sa puissance militaire pour intimider. C'est sa seule ressource face à une Europe qui n'a pas d'armée commune et doit faire appel à l'OTAN. Mais, la Russie n'arrive pas à concevoir que c'est la Chine qui menace ses projets, notamment celui d'Union eurasiatique, et son hégémonie en Asie centrale.

Pour résumer, le manque de *soft power* de la Russie en Moldavie n'est pas tant à chercher dans sa capacité à mettre en avant des valeurs comme celle de la démocratie, ni même dans le fait que l'État souhaite s'ingérer dans toutes les organisations et entreprises. Il est à chercher dans son attitude coercitive, qui élimine toute possibilité de développer son influence sur le terrain.

À l'image de l'Union soviétique, la crainte d'une nouvelle rupture pousse à la réaction immédiate et coercitive, plus qu'à l'évaluation et à la conciliation. Cette attitude s'explique par la crainte de la Russie vis-à-vis de l'Union européenne. L'Europe, en moins de dix ans, a quasiment doublé son nombre d'États membres³⁴. Elle a été capable d'intégrer et de développer économiquement des pays que Moscou n'avait pas réussi à acculturer en presque un demi-siècle, tels l'Estonie et la Pologne.

L'attitude coercitive russe et les lacunes de son *soft power* sont proportionnelles aux enjeux auxquels elle se confronte. L'Europe a pour objectif d'intégrer la Moldavie, mais cette dernière n'est pas une priorité, alors que pour la Russie, ce sont son identité et son rôle de puissance européenne qui sont en jeu. C'est la raison pour laquelle Moscou tente de s'assurer qu'elle pourra toujours garder des alliés dans la région, même de piètre qualité, afin de ne pas avoir à totalement disparaître du paysage européen.

³⁴ Élargissements de l'Union européenne en 2004, 2007, 2013.

La Transnistrie comme facilitateur de renforcement de la proximité russe en Moldavie

Comme nous l'avons montré dans la première partie, pour les autorités moldaves, la Transnistrie est une région à part entière de leur pays, tandis que le gouvernement transnistrien la considère comme un pays indépendant. Concrètement, il semble difficile d'envisager que la Transnistrie redevienne un jour partie intégrante de la Moldavie. L'État *de facto* dispose de son armée, sa monnaie, le rouble transnistrien, son parlement, ses représentants politiques, ses lois, et tous les attributs dont peuvent disposer les États, ce depuis plus de vingt-quatre ans.

Un simple regard sur la composition ethnique et linguistique nous indique également une rupture nette avec la Moldavie. La Transnistrie se compose d'environ 30 % de Russes, 30 % d'Ukrainiens, 35 % de Moldaves. Le russe y est largement majoritaire et autrement plus utilisé dans la vie quotidienne qu'en Moldavie.

Qui plus est, le fait de ne pas reconnaître la Transnistrie pose de nombreux problèmes économiques et diplomatiques pour le gouvernement moldave. La non-reconnaissance entraîne une perte de la compétitivité économique des deux pays, avec les problématiques liées aux droits de douane, de passage des biens, de l'insécurité vis-à-vis des possibles *embargos* et des trafics. Sur le plan diplomatique, ne pas reconnaître la Transnistrie engendre des tensions au niveau des frontières, et amène la Moldavie à retarder son adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. On imagine mal l'Europe partager une frontière avec un pays qui n'existe pas, d'autant plus que pour intégrer l'Union européenne, la Moldavie doit le faire avec l'ensemble de son territoire, c'est-à-dire avec la Transnistrie comme région à part entière. Les tensions entre Chisinau et Tiraspol sont également source de problèmes avec Moscou, qui soutient militairement, politiquement et économiquement la Transnistrie, sans pour autant la reconnaître.

On peut alors légitimement se demander pourquoi la Moldavie refuse, d'autant plus au regard de sa situation économique, de laisser partir la Transnistrie ?

Avec un regard occidental, la réponse semble évidente. On peut en effet légitimement penser que la Moldavie ne souhaite pas perdre une partie de son territoire. Mais la réponse est autrement plus contrastée si on la regarde en croisant les perceptions européennes, russes et américaines.

La perception européenne et américaine

Les États-Unis et l'Union européenne, c'est-à-dire l'ensemble des États membres, sont unanimes sur la question transnistrienne : la Transnistrie n'est pas et n'a pas vocation à être indépendante. Malgré l'ensemble des éléments qui la différencient de la Moldavie, la séparation depuis plus de vingt-quatre ans et le souhait affiché de la population transnistrienne à ne pas la réintégrer, les autorités européennes et américaines ont toujours refusé d'avancer sur la question. On pourrait même dire qu'elles ont toujours proposé des actions n'ayant que le rattachement à la Moldavie pour objectif final. Un simple regard sur les rapports de l'OSCE nous en dit long sur l'objectif des négociations. L'idée est d'améliorer les relations entre les deux espaces pour les « rapprocher ».

Ces réactions, qui visent à ne pas reconnaître la Transnistrie, sont le résultat de plusieurs facteurs combinés. Les États-Unis n'ont en effet pas d'intérêt à la reconnaître. Premièrement, la Transnistrie est jugée comme pro-russe, ou à défaut, culturellement proche de la Russie. Une reconnaissance des États-Unis engendrerait la naissance d'un État qui ne soutient pas la politique américaine, ce qui reviendrait à créer un pays qui appuierait diplomatiquement la Russie dans la région. Au regard de la crise en Ukraine, on imagine facilement les conséquences si la Russie avait une deuxième voix contre les voix des Européens et des Américains.

Deuxièmement, cela amènerait à devoir se pencher sur la reconnaissance d'autres États *de facto*, comme l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, le Haut-Karabagh et, plus récemment, *Novorossia*, qui semble prendre de plus en plus la forme d'un État *de facto*. Dans une mesure similaire, ces reconnaissances seraient l'occasion pour le Kurdistan de demander aux États-Unis de le reconnaître. On est donc bien loin d'une simple problématique européenne. Rien que dans l'espace post-soviétique, la Transnistrie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont une tendance pro-russe, faute d'alternative et en raison de leur proximité géographique et culturelle avec la Fédération.

C'est la raison pour laquelle la reconnaissance du Kosovo est souvent prise en exemple par Moscou et par les dirigeants de Transnistrie pour appuyer l'idée assez évidente qu'elle est liée à la proximité de celui-ci avec l'Europe, là où la Transnistrie s'affirme comme une alliée de la Russie.

On remarquera que les États-Unis sont dans une situation délicate vis-à-vis de la Transnistrie et que la non-reconnaissance découle du souhait de préserver la stabilité géopolitique dans la région. Qui plus est, reconnaître la Transnistrie reviendrait à pousser la Moldavie dans les bras de la Russie car elle ne considérerait plus les États-Unis comme un allié contre Moscou et irait chercher plus de sécurité à l'Est. Une situation similaire se produirait en Géorgie, ce qui laisserait l'ensemble du Caucase à la disposition du Kremlin.

En ce qui concerne l'Union européenne, la reconnaissance relève également de l'impossibilité. Bien que conscients de l'aspect singulier de la Transnistrie, l'Europe ne souhaite pas reconnaître cette région. Cet acte pourrait être considéré comme un signe d'abandon par la Moldavie et la Géorgie, et l'Europe pourrait perdre son statut d'alliée.

Cependant, l'Europe a pleinement conscience des conséquences qu'implique cette décision pour elle. En ne reconnaissant pas la Transnistrie, elle éloigne la Moldavie qui, même si elle conserve sa bonne perception de la diplomatie européenne, diminue son potentiel économique et ses chances de rapidement pouvoir intégrer l'Union. Qui plus est, l'Europe pourrait pousser la Transnistrie à normaliser ses relations avec les autres États en cas de reconnaissance, ce qui n'est actuellement pas le cas. Elle a donc fait le choix de l'insécurité dans un pays qui partage ses frontières avec elle, plutôt que de la sécurité dans un pays qui n'a pas vocation à présenter sa candidature. La non-reconnaissance engendre également des tensions avec Moscou et ne permet pas d'envisager de nouvelles options pour la résolution des « conflits gelés ». Le cas abkhaze est frappant : depuis 2008, le pays est passé sous quasi-contrôle de la Russie. La monnaie y est le rouble russe, la langue la plus parlée dans les médias, les réseaux de téléphonie mobile, et le tourisme sont russes. Le refus de reconnaissance ne laisse aucune ouverture à ces régions, qui se retrouvent à soutenir la Russie par manque d'alternative. Dans le cas de la Transnistrie et de l'Abkhazie, une reconnaissance pourrait amener les Européens et Américains à proposer une alternative viable face à la Russie et à relancer les économies dans la région.

Une analyse de l'équilibre de Nash peut nous éclairer sur les effets d'une reconnaissance et d'une non-reconnaissance dans ces régions.

Russie / UE & US	Reconnaissance	Non-reconnaissance
Reconnaissance	État reconnu et indépendant	Pays à tendance pro-russe (Abkhazie, Ossétie du Sud)
Non-reconnaissance	Pays à tendance pro-européenne (Kosovo)	État <i>de facto</i> (Transnistrie)

On peut noter qu'une reconnaissance par la Russie engendre immédiatement une tendance pro-russe, qui est donc nuisible à l'Europe. Inversement, une reconnaissance par l'Union européenne engendre une tendance pro-européenne immédiate.

Quand la Russie et l'Union européenne ne reconnaissent pas la région, on se retrouve face à un État *de facto* et, dans l'optique où les deux la reconnaissent, d'un nouvel État.

Dans le cas de l'Abkhazie, la Russie est le seul pays à reconnaître cette dernière comme un « État ». Cela a pour conséquence, d'après l'équilibre de Nash, de renforcer une attitude pro-russe dans le pays reconnu. La seule solution pour contrebalancer cette tendance serait une reconnaissance par l'Union européenne qui engendrerait le statut d'État autonome internationalement reconnu. C'est la seule option dont dispose l'Europe face à la Russie.

La raison qui explique qu'elle ne le fasse pas est liée aux conséquences négatives pour ses relations avec la Géorgie. D'un point de vue purement pragmatique, l'Abkhazie deviendra un membre de la Fédération de Russie si aucune action n'est rapidement prise, selon l'équilibre de Nash.

Le Kosovo illustre l'exemple inverse d'un Etat pro-européen car reconnu par l'Europe et non reconnu par la Russie. Plus précisément, « l'Europe » n'est pas unanime sur la reconnaissance. On notera que l'Espagne n'a pas reconnu le Kosovo. Cette réaction est naturellement liée au souhait du gouvernement espagnol de ne pas voir une situation similaire se produire en Catalogne. D'une manière globale, exception faite de quelques pays qui agissent différemment en Europe, l'équilibre semble toujours pertinent.

Pour la Transnistrie, on notera que l'Europe n'a pas reconnu la région, pas plus que la Russie. On est donc dans le cas typique d'un véritable État *de facto*. On peut donc légitimement s'attendre à ce que, si un jour la Russie reconnaît la Transnistrie, celle-ci devienne immédiatement pro-russe. De la même façon, si l'Union européenne reconnaissait la Transnistrie, celle-ci deviendrait techniquement pro-européenne. Il est donc évident qu'en cas de reconnaissance de la Transnistrie par l'Europe, la Russie ferait immédiatement de même pour arriver au statut d'État reconnu et sans tendance pro-russe ou pro-européenne.

Cependant, si l'on regarde l'équilibre, on notera que, techniquement, la Transnistrie devrait être un État *de facto* sans préférence pro-russe ou pro-européenne à l'heure actuelle. Pourtant, nombre d'analyses et de déclarations des dirigeants de Transnistrie font penser que la région est clairement pro-russe.

Pour comprendre cette tendance, il suffirait de construire un autre équilibre de Nash dans lequel on mettrait en perspective les fonds alloués à la Transnistrie. La Russie étant la seule à fournir un support financier, la région est pro-russe du fait du manque d'implication économique de l'Europe. Il y a fort à parier que la Transnistrie serait neutre si l'Europe fournissait une somme similaire à celle de la Russie chaque année.

Au risque de déplaire à de nombreux analystes, la Transnistrie n'est probablement pas aussi pro-russe qu'on ne l'avance dans de nombreux documents. Le Président transnistrien Chevtchouk, élu en 2011 contre le candidat officiellement soutenu par Moscou, a orienté son programme politique vers plus de transparence et le souhait de créer une « démocratie à l'européenne ». Cela témoigne bien de l'ambivalence transnistrienne vis-à-vis de la Russie, contrairement à ce que montrent les déclarations officielles. Abstraction faite de l'aspect monétaire, la Transnistrie serait un État autrement plus indépendant et compétitif si on lui proposait une alternative au rattachement, soit à la Moldavie, soit à la Russie.

En référence à l'équilibre de Nash, une reconnaissance permettrait d'éviter la tendance pro-russe, mais on peut facilement imaginer que la Russie fasse de même, ce qui n'aurait pour conséquence que de créer un nouveau pays dans la région. Il est fort probable que la Russie se décide également à exercer des pressions très rapidement après la reconnaissance pour rattacher la Transnistrie, un élément qui n'apparaît pas dans l'équilibre.

Enfin, la question essentielle au regard de notre analyse est de savoir pourquoi la Russie n'a toujours pas reconnu la Transnistrie, alors qu'elle a tout intérêt à le faire.

La perception russe

La Transnistrie est un État *de facto* qui entretient des relations ambiguës avec Moscou. Les dirigeants transnistriens sont souvent d'origine ethnique russe, russophones et entretiennent de bonnes relations économiques, diplomatiques et militaires avec le Kremlin. Ils organisent des *referendums* qui tendent à mettre en avant le fait que la population souhaite être rattachée à la Fédération. Malgré cela, la Transnistrie n'a jamais été diplomatiquement reconnue, contrairement à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud, deux autres États *de facto* situés dans le Caucase.

L'explication la plus cohérente de cette non-reconnaissance résulte de la combinaison de trois aspects pour la Russie :

- La géopolitique dans la région.
- L'économie.
- La sécurité militaire.

Sur un plan géopolitique, la Transnistrie est à la fois utile et gênante pour les dirigeants russes. Elle est intéressante car elle est le lieu où transitent les biens de l'Ukraine vers la Moldavie et une partie de l'Europe du Sud. Inversement, elle est le point de passage des biens moldaves, essentiellement agricoles, vers l'Ukraine et la Russie. En raison de sa géographie spécifique, la Transnistrie, pour celui qui la contrôle, permet d'exercer des tensions en mettant en avant le risque d'*embargos* dans la région. Elle est également le lieu où transitent le gaz russe et l'électricité à destination de la Moldavie et l'on y retrouve des équipements militaires de l'époque soviétique.

Ne pas reconnaître la Transnistrie permet à la Russie de garder un moyen de pression sur l'Ukraine et la Moldavie. Qui plus est, le fait de ne pas reconnaître la région amène à pouvoir se livrer à certaines actions illégales. La Russie entretient 1500 hommes sur place qui ont pour mission officielle de protéger les armes de l'époque soviétique. Le Kremlin peut évoluer en zone grise et conserver une puissance militaire sur place, sous couvert de sécurisation de la région et des entrepôts d'armes de l'époque soviétique. La Transnistrie est un formidable moyen de pression et compromet le rapprochement entre la Moldavie et l'Union européenne. Comme évoqué précédemment, on imagine mal la possibilité pour l'Union de partager une frontière commune avec un État qui n'existe pas, c'est pourquoi la candidature moldave n'a de cesse d'être repoussée.

Cependant, la Transnistrie est également compromettante pour la Russie. Comme elle n'a pas d'accès à la mer Noire, les armes soviétiques sont bloquées sans pouvoir être exportées par voie maritime. En outre, la Russie a de plus en plus de mal à justifier sa présence militaire dans la région³⁵. On pourrait ajouter que nombre de citoyens russes n'apprécient pas de payer des sommes considérables pour entretenir un avant-poste coûteux qui n'est pas une partie de la Russie et dont l'incertitude sur l'appartenance future reste palpable.

Il y a donc un intérêt pour la Russie à garder la Transnistrie en dehors du système international pour continuer à bénéficier de l'avantage géopolitique qu'elle représente - conserver des armes à proximité de la Moldavie et de l'Ukraine -, d'autant plus dans le contexte ukrainien où les séparatistes de *Novorossia* pourraient un jour en avoir besoin et y avoir accès. Il n'y a donc pas d'intérêt immédiat à reconnaître la Transnistrie.

La Russie, en soutenant la Transnistrie, retarde l'adhésion de la Moldavie et de l'Ukraine dans l'Union européenne et l'OTAN. Elle se garde donc un avantage dans le contrôle de l'ensemble de la mer Noire en y laissant planer une forme d'insécurité constante, bien que coûteuse pour le Kremlin.

Les frais pour maintenir la région à flot, que le Kremlin doit payer chaque année, ne sont pas connus. Moscou apporte son soutien pour le paiement des pensions de retraite, pour l'entretien de l'armée transnistrienne, les soldes du gouvernement, et laisse la Transnistrie bénéficier de tarifs avantageux pour le gaz. Cette ressource énergétique est essentielle à l'industrie et à la production d'électricité pour l'usage local et pour son exportation vers la Moldavie.

Si la Russie devait un jour reconnaître la Transnistrie, elle devrait non seulement perdre les avantages qu'apporte la flexibilité, pour le trafic d'armes et la contrebande, un État *de facto*, mais en plus continuer de subvenir aux besoins du pays. Pire, si la Transnistrie devait un jour lui être rattachée, la Russie devrait augmenter son financement annuel pour entretenir une région peu compétitive et sans accès à la mer Noire pour ses exportations. Il n'y a donc aucun intérêt à reconnaître la Transnistrie sur le plan économique car cette dernière ne pourrait plus autant bénéficier des revenus liés aux trafics en tous genres³⁶.

³⁵ L'Assemblée parlementaire de l'OTAN considère la présence des troupes russes en Transnistrie comme illégale dans la Résolution 371 sur l'avenir des relations entre l'OTAN et la Russie. Présentée par la Commission politique et adoptée par l'assemblée plénière, le mardi 18 novembre 2008, à Valence, Espagne.

³⁶ À titre d'exemple, les Transnistriens consomment 14 fois plus de poulets que les Allemands.

Finalement, l'aspect essentiel de la non-reconnaissance par la Russie, malgré la tendance pro-russe, repose sur l'atout militaire et sécuritaire que représente la Transnistrie. Si, un jour, la Moldavie et l'Ukraine doivent rentrer dans l'Union européenne et l'OTAN, la Russie pourra rattacher la Transnistrie et protéger ses intérêts en conservant un avant-poste dans la région. C'est la raison qui amène à souvent comparer la Transnistrie à l'Oblast de Kaliningrad (Tétart, 2007) en mer Baltique. Kaliningrad est un îlot au sein de l'OTAN et de l'Union européenne, mais le fait de pouvoir y disposer des systèmes de détection radar, des missiles nucléaires pouvant atteindre Berlin, Varsovie et les pays baltes, n'est pas sans avantager la Russie qui peut montrer son mécontentement en fonction de l'actualité européenne.

Sur le plan du *soft power*, on pourrait penser que la Transnistrie est nuisible à l'image de la Russie en Moldavie. Si le soutien russe est mal perçu par une partie de la population, la Transnistrie constitue également une vitrine pour la promotion des bonnes relations avec la Russie.

La Transnistrie fut longtemps une région plus prospère que le reste de la Moldavie, avec une industrie de qualité, tournée vers l'Europe. Dans un contexte de crise économique, de nombreux Moldaves sont tentés d'accepter l'ingérence de la Russie pour bénéficier des avantages qu'elle propose avec les tarifs préférentiels du gaz. À ce jour, certains d'entre eux n'hésitent pas à aller vivre en Transnistrie pour bénéficier des avantages du pays, peu importe l'opinion négative qu'ils peuvent avoir vis-à-vis du gouvernement transnistrien.

On est donc face à un outil, c'est du moins l'usage qu'en fait Moscou, qui peut attirer plus que déplaire en Moldavie. Le *soft power* russe peut ainsi se manifester dans une dimension assez atypique et attirer en raison du manque de performance de la Moldavie, tant en ce qui concerne la lutte contre la corruption et la relance de l'économie, que les perspectives d'avenir que propose Chisinau.

Loin de vanter les mérites du système transnistrien, c'est la situation critique de la Moldavie qui en fait une vitrine pour les bonnes relations avec la Russie et explique la tendance qu'ont certains habitants à opter pour la moins mauvaise des options disponibles.

Le projet d'Union eurasiatique : entre instrumentalisation et souhait de coopération

Comme nous avons pu le constater, il est difficile de parler de *soft power* concernant la Russie. Il est important de rappeler que le concept est avant tout lié à la représentation de Joseph S. Nye. Par conséquent, celui-ci a tendance à avancer des éléments que l'on peut retrouver dans les attributs de la puissance des États-Unis ou de nombre de pays d'Europe. Il est plus difficile d'adapter cette approche à des pays comme la Chine ou la Russie qui n'usent pas des mêmes mécanismes et stratégies diplomatiques et économiques. La Russie et la Chine sont également deux puissances, mais sont plus autocratiques. Ceci explique les difficultés à parler de politique d'influence dans la mesure où les gouvernements y contrôlent et/ou influencent plus fortement les organisations et entreprises. Cependant, si l'on s'attache à la définition même du *soft power*, celui-ci est le moyen par lequel on peut « attirer sans contraindre ou payer directement pour parvenir à ses fins » (Nye, 1990). Au sens strict de la définition, la Russie dispose d'un *soft power*, même si celui-ci ne repose pas tant sur les ONG que sur l'État, contrairement à celui des pays occidentaux.

Cependant, malgré l'attraction relative que la Russie peut exercer auprès de certains pays, il est à noter que cette dernière a pleinement conscience de son retard par rapport à d'autres. Ainsi, elle tente de s'améliorer en développant son attraction en développant des mécanismes que l'on pourrait retrouver dans les États européens et aux États-Unis. Malheureusement pour elle, la tendance autocratique et l'incapacité du pouvoir russe à respecter le principe de non-ingérence vouent quasiment toutes ses tentatives à l'échec.

Comparée à celle de l'Europe, l'attraction qu'exerce la Russie est alors tout autre. Si l'Europe incarne la démocratie, la paix, l'ouverture sur le monde, la Russie, pour sa part, représente l'autocratie, la lutte pour la puissance et la protection des valeurs conservatrices. À bien des égards, il ne faut pas négliger l'importance que peuvent avoir ces aspects auprès des citoyens qui ne viennent pas du monde occidental. La paix à tout prix de l'Europe, c'est-à-dire la non-ingérence sauf en ultime recours, peut avoir un effet répulsif auprès de certains citoyens. Les États-Unis n'ont-ils pas critiqué l'Europe pour son manque d'action en Yougoslavie et en Irak ? La Russie, en ce sens, incarne l'idée de lutte et de guerre pour la paix et la sécurité, attitude qui peut exercer une attraction auprès de certains États. De la même manière, si la tolérance et l'ouverture sur le monde sont des attributs européens qui plaisent en Occident, on ne peut objecter que l'aspect conservateur de la Russie rassure beaucoup de pays, eux-mêmes souvent conservateurs. La baisse de la pratique religieuse et l'immigration en Europe provenant des pays du Maghreb inquiètent les Russes, mais aussi certains Européens. Marine Le Pen, la présidente du Front national en France, ne manque pas de souligner son soutien au Président Poutine, qu'elle considère comme un patriote et un défenseur des valeurs chrétiennes.

Malgré ces remarques sur ce qui constitue l'attraction, on ne peut s'empêcher de noter qu'à ce jour, les pays de l'ex-Union soviétique sont plus nombreux à souhaiter rentrer dans l'Union européenne qu'à vouloir s'en détacher. Exception faite peut-être, de la Bulgarie. Il est vrai que l'Union européenne propose une alternative attrayante au schéma classique des relations bilatérales avec la Russie. L'intégration européenne permet à la fois de garder son identité, de bénéficier d'une liberté de mouvement dans l'espace Schengen, d'avoir une même monnaie pour la stabilité économique, et constitue un moyen d'accéder au marché de la première puissance mondiale. L'Union est donc objectivement plus plaisante que la Russie, que l'on soit attiré par les valeurs démocratiques ou simplement par l'aspect économique. On oublie souvent de mentionner, notamment en Europe de l'Ouest, que les pays les plus prospères et les moins corrompus à travers le monde sont en Europe et sont membres de la zone euro³⁷.

Après la Guerre froide, la Russie s'est donc retrouvée dans une situation inédite. Elle qui avait l'habitude de lutter d'État à État s'est soudainement vue projetée en périphérie d'un « presque État », composé de plusieurs pays culturellement différents et aptes à rassembler et à s'allier à des pays qu'elle considèrerait situés dans sa zone d'influence naturelle.

La Russie, dans un premier temps, ne se souciait pas de l'Union européenne, qui n'apparaissait que comme une union de puissances occidentales sur le plan économique et légèrement politique, à la manière d'un reliquat de la lutte contre le communisme jusqu'en 1991. C'est la raison pour laquelle les relations entre la Russie et l'Union européenne, jusqu'en 2004, furent relativement bonnes. La

³⁷ Luxembourg, Allemagne, Pays-Bas, Finlande, pour ne citer que ces derniers.

Russie pensait garder facilement son influence dans les régions sous son contrôle. L'adhésion de 2004, en revanche, commença à inquiéter les diplomates et oligarques russes qui comprirent un peu tardivement la puissance, tant économique que politique, de l'Europe. La séparation brutale des États baltes de la Russie lui fit comprendre qu'elle n'avait plus la capacité d'attirer dans sa périphérie des pays de petite taille, avec une population russophone sur leurs territoires et économiquement dépendants d'elle. Un mal-être auquel s'ajoutèrent les révolutions dans tous les pays voisins, notamment en Ukraine et en Géorgie. En réaction, la Russie n'eut pour seul mécanisme de défense que de mettre en avant la répression et d'user de moyens coercitifs. Cette attitude est légitime dans la mesure où elle n'avait aucun moyen de lutter contre le *soft power* européen. Toutefois, on imagine difficilement comment les Estoniens, dont la culture a failli disparaître sous la répression communiste, pourraient apprécier de maintenir des relations avec la Russie, hormis pour des raisons commerciales et auraient accepté de céder face à la répression. Cependant, c'est avec les moyens coercitifs et l'utilisation de la puissance économique et énergétique que la Russie tenta de s'imposer face à sa nouvelle rivale : l'Union européenne.

Par la suite, le nouvel élargissement de 2007 fit définitivement comprendre à la Russie qu'elle devait proposer plus qu'une simple union au sein de la CEI aux pays avec lesquels elle souhaitait entretenir des relations ; au risque de voir partir l'Ukraine, la Moldavie, mais aussi les pays du Caucase. C'est la raison qui motiva Poutine à créer une union sur un modèle similaire à celui de l'Union européenne : l'Union eurasiatique.

L'Union eurasiatique dans la représentation de Vladimir Poutine

Au risque de paraître un peu brutal, les origines du projet d'Union eurasiatique ne sont pas à chercher très loin. Après les intégrations européennes de 2004 et 2007, les révolutions de couleur dans l'espace postsoviétique, puis les récents événements de la place Maïdan en Ukraine et, surtout, l'influence grandissante de la Chine en Asie centrale, le Président Poutine s'est vite rendu compte qu'il n'aurait plus aucun allié à proximité. Les raisons évoquées précédemment ne permettant pas un *soft power* russe efficace, il lui fallait donc protéger sa zone d'influence avec de nouvelles méthodes. Comme il est de coutume pour de nombreux projets russes, le Président Poutine s'est proposé de créer une alternative qui ressemble au modèle auquel il souhaitait s'opposer. Ainsi, l'Union eurasiatique est le reflet russe de l'Union européenne.

L'Union eurasiatique se présente comme un projet d'intégration économique, ayant une monnaie unique sur le modèle de l'euro. Cette Organisation vise le renforcement de politiques communes par la création d'organisations supranationales, d'une banque centrale et d'une éventuelle armée commune. Pour résumer, l'Union eurasiatique telle que la conçoit Poutine est une alternative à l'Union européenne. Elles sont d'ailleurs quasiment identiques, exception faite de l'existence d'une langue commune dans la première, le russe, alors que la problématique linguistique est toujours présente en Europe.

On retrouve cette idée de créer un modèle européen mais, étant le souhait d'une seule personne, l'UEA a pour impératif de correspondre à la vision que Poutine a pour l'avenir de la Russie.

L'UEA répond donc à plusieurs critères :

- Contrebalancer la puissance d'attraction de l'Union européenne.
- Contrebalancer la montée de la puissance économique chinoise en Asie centrale.
- Augmenter le cercle d'influence de la Russie auprès de ses partenaires.

C'est la raison pour laquelle on retrouve un modèle similaire, mais une structure du *soft power* radicalement différente de celle de l'Union européenne. Comme vu précédemment, l'Europe se compose de plusieurs *soft powers* nationaux, ceux des États, qui agissent de concert selon les situations et les cibles, et aussi d'un *soft power* supranational, qui est différencié et influence celui des États membres. Pour résumer, les États européens s'influencent entre eux et l'on y superpose une échelle supranationale. Cette double influence, supranationale et nationale, diffère de la structure classique d'un pays ou elle émanerait du gouvernement vers la périphérie. En Europe, les États disposent d'une influence qui leur est propre, à laquelle s'ajoute celle qui provient des initiatives supranationales.

Dans le projet de Vladimir Poutine, les États n'ont pas vocation à s'influencer entre eux. Ce rôle revient à la Russie. Il n'est donc pas possible, pour des raisons d'échelle, qu'un autre pays l'influence au sein de l'UEA. L'idée est donc d'augmenter la puissance russe, et non d'en modifier la structure, même involontairement, comme c'est le cas entre les pays d'Europe.

Enfin, l'échelle supranationale serait en réalité une nouvelle fois un mécanisme de projection de la puissance de la Russie et non de celle d'un regroupement d'États. Il n'y aurait donc pas un *soft power* supranational mais une extension du *soft power* russe qui occuperait les places supranationale et nationale classiques. On est donc loin du modèle européen malgré les similitudes des institutions et des projets communs.

L'idée de proposer une alternative à l'Union européenne est donc problématique et révélatrice de la conception du Président russe. Elle nous montre les difficultés qu'il éprouve à comprendre les mécanismes d'une coopération supranationale, qui est pourtant le facteur essentiel de l'attraction de l'Europe, de sa polyvalence et de sa flexibilité. Ce manque de flexibilité a pour conséquence de présenter l'UEA non pas comme une alternative à l'intégration européenne ou à un rapprochement avec la Chine, mais comme une incitation à progressivement suivre le modèle donné par la Russie.

C'est la raison pour laquelle l'Union européenne attire sans avoir recours à des moyens coercitifs, qui lui seraient nuisibles, et ce pourquoi l'UEA, au contraire, ne peut s'en passer, son *soft power* étant quasiment inexistant. À titre d'exemple, l'Ukraine, qui a fait le choix de ne pas intégrer l'UEA, s'est retrouvée confrontée aux *embargos* russes et aux pressions des séparatistes, car l'Union n'arrive pas à attirer par d'autres moyens. Il en est de même pour la Biélorussie dont la dépendance économique vis-à-vis de la Russie l'amène à envisager l'intégration à l'UEA, d'autant plus que le gouvernement ne serait pas en mesure de satisfaire les exigences européennes en matière de droits de l'Homme et de la mise en place d'une démocratie.

Le Président russe conçoit l'UEA comme un outil, plus que comme une coopération entre les États membres. C'est ce qui explique les réticences des pays voués à l'intégrer. Bien que l'Ukraine soit révélatrice de cette situation, on pourrait y ajouter l'Arménie, qui se rapproche en raison de son isolement politique dans le Caucase et du besoin de bénéficier, à terme, d'un support diplomatique face

à l'Azerbaïdjan pour résoudre le conflit sur le Haut-Karabagh. Cette vision d'outil de projection de la puissance rappelle la conception russe de la coopération au sein de sa sphère d'influence et à l'échelle internationale.

Elle nous apprend, dans un premier temps, que la Russie n'a actuellement aucun moyen diplomatique et économique viable pour concurrencer l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle elle calque son modèle sur celle-ci, car il lui est difficile d'innover face à elle. Enfin, elle rappelle le manque de compréhension de la Russie vis-à-vis de ce qui constitue le « *soft power* » d'un État, c'est-à-dire le fait d'incarner des valeurs qui attirent, et non de contraindre au rattachement les autres participants. Reste à savoir si, dans l'esprit du Président russe, l'Union européenne force également les États qui ne sont pas membres à se joindre à elle par l'emploi de moyens coercitifs. Si tel est le cas, il semblerait alors évident que le Vladimir Poutine n'ait aucune connaissance de la réalité diplomatique et économique de l'Union européenne, une situation qui ne serait pas inédite. De nombreux dirigeants russes, Staline et Gorbatchev eux-mêmes, avaient du mal à concevoir les rapprochements européens autrement que comme une volonté des États-Unis. Il en allait de même pour les révolutions populaires qui étaient perçues comme l'expression du souhait d'individus manipulés par une puissance externe.

On peut avancer l'idée que, si la conception du Président russe est actuellement la même que celle de ses prédécesseurs, alors celui-ci ignore totalement ce à quoi il est en train de tenter de donner naissance. Il n'aurait pas la capacité de comprendre l'âme de l'Union européenne, ce qui constitue son attraction et son rôle de puissance normalisatrice (Manners, 2001).

La réelle capacité d'attraction de l'Union eurasiatique

Une description sommaire des différences entre UEA et UE semble s'imposer :

Protagonistes		<i>Soft power</i> (SP)	Puissance économique	<i>Hard power</i>
UEA		Faible	Russie comme seule puissance	Russie avec un projet d'armée commune
Union européenne		Combinaison entre le SP de l'Union + SPs des États membres.	Partage entre les grandes puissances (Allemagne, France, GB, Italie)	Partage entre les différentes puissances (France, GB, Allemagne) sans projet d'armée commune

La puissance d'attraction de l'UEA repose donc sur le principe de sécurité. Comme le montre le tableau ci-dessus, l'Union européenne dispose d'un *soft power* conséquent et flexible. Il en est de même pour sa puissance économique qui repose sur les grands pays qui la composent. Il semble également important de noter que, contrairement à de nombreux pays qui pourraient intégrer l'UEA, les États de petite taille ne sont pas en reste dans l'Union européenne. Le Luxembourg, la région

flamande de Belgique, les Pays-Bas, le Danemark ou encore l'Estonie, ne sont pas des régions et pays de grandes tailles et leurs économies respectives ne sont pas aussi importantes que celles des grandes nations. Pourtant, leur niveau de prospérité est conséquent, stable, voire en progression³⁸.

En ce qui concerne le *hard power*, c'est-à-dire les attributs militaires, on remarquera que l'Europe n'est absolument pas une puissance. On y retrouve deux puissances nucléaires, la France et la Grande-Bretagne, mais dont les intérêts ne sont pas forcément ceux des autres membres et qui ne sont pas intégrées au sein d'une structure européenne. Sur ce point, on pourrait dire que c'est l'OTAN qui assure la sécurité européenne, et donc les États-Unis. N'ayant pas de moyens militaires, il est impossible de parler de *smart power* de l'Union européenne. En revanche, on pourrait parler d'un *smart power* supranational combiné UE-OTAN ou UE-OTAN-USA dans la mesure où l'Europe n'est pas un pays, ce qui l'exclut donc du schéma classique du *smart power*, qui est normalement réservé aux États.

L'Europe est avant tout une puissance qui repose sur son *soft power* et n'a pas d'aspect sécuritaire fort à avancer, sauf sur le plan économique avec la zone euro et les mécanismes d'interdépendance des monnaies.

Parallèlement, l'Union eurasiatique ne dispose que d'un faible *soft power*. Il est difficile d'être attiré par celui-ci. Sur un plan théorique, il est assez évident que son attraction repose sur celle de la Russie. L'UEA ne dispose pas de puissance économique autre que celle de Moscou, qui contrôle quasiment tout (Popescu, 2014). Elle ne comporte pas non plus d'États qui disposent d'un *soft power* important ou en train de développer une stratégie pour l'augmenter.

On retrouve une Russie proéminente, qui coupe géographiquement les États membres entre eux et leur donne des allures de pays satellites. De plus, les membres ne semblent pas partager les mêmes valeurs culturelles, comme c'est le cas parmi les pays d'Europe. Le Président russe n'a pas d'objection à faire naître une alliance avec des différences culturelles et religieuses palpables. Loin d'être originale, c'est plutôt le manque d'opportunités qui force l'UEA à accepter tous ceux qui veulent s'y présenter.

Cela dit, l'UEA comporte l'avantage d'offrir plus de sécurité à ses membres sur le plan militaire. Là où l'Europe n'est pas unie, la Russie serait prête à soutenir les pays qui sont membres de l'UEA. Devenir membre revient donc à s'assurer d'un protectorat russe, la seule puissance militaire de la région. On retrouve cette idée, notamment chez les États autocratiques, prêts à échanger une partie de leur souveraineté nationale, pour une protection contre les puissances externes telles l'OTAN, et pour limiter les révolutions internes. Pour résumer, un échange de liberté nationale contre une sécurité accrue. Paradoxalement, cette délégation de souveraineté nationale ne constitue pas un sujet de controverse pour Moscou qui avance que l'Union européenne aussi est une coopération supranationale qui nuit à la liberté des nations. Le Kremlin semble ne pas remarquer que tous les États européens doivent renoncer à une partie de leurs pouvoirs, alors qu'au sein de l'UEA, ce sont les autres membres qui laissent leurs pouvoirs, tandis que la Russie garde sa toute-puissance du fait de sa taille.

³⁸ Le PIB par habitant de l'Estonie est passé de 8 830 dollars en 2004, date de l'intégration dans l'Union européenne, à 18 480 dollars en 2013.

Finalement, les États membres de l'Union européenne délaissent une partie de leurs prérogatives pour s'assurer du respect de leurs droits à travers tout l'espace européen. *A contrario*, les pays membres de l'UEA se contentent de renoncer à leurs pouvoirs sans bénéficier d'aucune garantie quant à la préservation de leurs droits. Les pays de l'UEA doivent simplement se contenter d'un accès à un marché plus important et de l'assurance que la Russie pourra les protéger ou ne pas les contraindre économiquement et militairement à rentrer, comme ce fut le cas en Ukraine en 2014.

■ CONCLUSION

Il est intéressant de constater que le *soft power*, concept fréquemment utilisé dans les domaines de la diplomatie et des sciences politiques est difficile à mesurer. Il est possible d'employer des moyens statistiques, comme pour le *hard power*, mais ces données ne prennent pas en compte l'importance des stéréotypes et n'ont qu'une valeur partielle dans le cas des entités supranationales.

Le cas de la République de Moldavie est révélateur. Il montre les tentatives d'application d'un concept essentiellement américain qui, en dehors de la sphère occidentale, s'effrite face à la réalité du terrain. La Moldavie est située entre l'Europe et la Russie sur le plan géographique, mais aussi sur les plans culturel, politique et économique. Le pays ne correspond en rien au portrait qu'en dressent les statistiques.

Contrairement à ce que laissent paraître les analyses, le pays dispose d'un potentiel conséquent. Sa latitude et son histoire en font un État producteur et exportateur de vin. La population y est bilingue et qualifiée, raison pour laquelle les investisseurs européens la préfèrent à l'Asie ; ce qui leur permet de produire à proximité des marchés vers lesquels ils exportent. Enfin, le pays se situe entre la Roumanie et l'Ukraine, il sera donc un point de passage obligatoire pour préparer celle-ci à intégrer l'Union européenne dans de bonnes conditions. Qui plus est, le rapprochement entre la Moldavie et l'Europe n'est pas voué à étendre cette dernière mais à trouver une solution aux conflits gelés. Les États *de facto* ne sont pas le simple fruit de la chute de l'Union soviétique, on les retrouve dans le Caucase, en Moldavie, mais aussi en Ukraine, avec *Novorossia*, en Irak, avec l'État islamique ou encore en Turquie, avec le Kurdistan. Résoudre le conflit moldavo-transnistrien revient donc à se préparer à trouver des solutions pour tous ces nouveaux États *de facto* qui naissent des guerres civiles, ces dernières devenant de plus en plus fréquentes à travers le monde. La Moldavie nous prépare à des guerres sous une forme nouvelle, plutôt hybride que classique.

Une bonne compréhension de la situation dans le pays semblait nécessaire, non seulement pour expliquer le contexte, mais aussi pour bien évaluer les mesures à mettre en œuvre afin d'implanter un *soft power* pertinent.

Comme nous avons pu le voir, l'Union européenne n'a pas de *soft power* au sens américain du terme. Il s'agit de la combinaison entre celui des États de grande taille, qui s'influencent entre eux, et celui des petits États qui, en usant d'une structure supranationale, arrivent à influencer le *soft power* des grands pays. Ces États, en fonction de la zone d'influence sur laquelle ils se concentrent, selon leur cible commune, agissent de concert. Cela explique le fait que le *soft power* de l'Europe soit multidimensionnel et ne soit pas le même en Moldavie et au Maroc, même si on le présente toujours comme « *soft power* européen ».

À cette combinaison de *soft powers* nationaux qui s'influencent entre eux s'ajoute un *soft power* distinct, propre à l'Union européenne, à l'échelle supranationale, mais dépendant des États membres qui en sont à l'origine. Ce *soft power* supranational s'ajoute à celui des États membres, en agissant en parallèle. On est donc face à une attraction européenne, assortie de l'attraction propre aux États membres.

Ceci explique les difficultés des chercheurs américains à parler de « *soft power* européen » car l'Union européenne n'est pas un pays mais une entité supranationale. C'est ce qui rend la mesure du *soft power* européen encore plus complexe qu'elle ne l'est déjà concernant des pays comme les États-Unis, la Russie ou la Chine.

Dans le cas de la Moldavie, il apparaît essentiel de préciser que l'on est en présence de l'attraction combinée de l'Union européenne, c'est-à-dire de ce qui relève du supranational comme l'espace Schengen, la zone Euro, Erasmus, l'Agence spatiale européenne, et de l'attraction spécifique/individuelle des États membres. Tous les États européens influencent la Moldavie, mais l'Allemagne, la Roumanie et la Pologne sont les plus actifs, avec des tâches particulières. Ils témoignent donc bien de la flexibilité du *soft power* de « l'Europe », par rapport à celui des États-Unis ou de la Russie en Moldavie.

Il est à noter que l'attraction n'est pas uniquement le résultat de politiques d'influence, mais aussi celui des stéréotypes et de l'image qu'a la population d'un pays, plus que de sa performance réelle. Il semble également important d'ajouter que le *soft power* européen n'est pas seulement celui de l'Europe et des États membres, mais aussi celui de pays comme la Suisse, la Norvège ou la Turquie, qui, même s'ils ne sont pas membres de l'Union européenne, exercent une influence en raison de la confusion entre les termes d'« Europe » et d'« Union européenne » chez les citoyens et, parfois, chez les élites.

Il convient de garder à l'esprit que les valeurs qui constituent l'attrait de l'UE, telles que la démocratie, les droits de l'Homme, la liberté religieuse et d'expression peuvent également déplaire à certains pays. C'est parfois le cas de la Moldavie. Si la lutte contre la corruption est plaisante, la différence culturelle, notamment religieuse, joue un rôle qui lui est défavorable.

C'est la raison pour laquelle il est plus cohérent de parler de « *soft power* occidental » et de « *soft power* autocratique », les peuples n'ayant pas les mêmes aspirations et représentations du monde.

Cependant, plutôt que de chercher à mesurer les limites théoriques de l'attraction, il semble plus cohérent de mesurer l'importance du contexte dans lequel vivent les cibles. Les citoyens moldaves comptent parmi les plus pauvres d'Europe. Bien qu'ayant un avis sur l'Europe et sur la Russie, c'est avant tout le fait de survivre, voir les parents expatriés revenir au pays, qui sont les priorités. Il est important de garder à l'esprit que les Moldaves, s'ils pouvaient appartenir à la fois à l'Union européenne et à l'Union eurasiatique, le feraient. La priorité pour le pays est de relancer son économie. On est donc très loin des impératifs d'être ou de ne pas être un État membre d'une grande puissance diplomatique.

En ce qui concerne la Russie, dont on évoque souvent l'absence de *soft power* au profit d'un *hard power*, on est davantage en présence d'un pays qui peine à comprendre comment se valoriser. On pourrait parler de problématique de *smart power* en Russie, c'est-à-dire un problème de dosage entre le *hard* et le *soft power*.

À l'image de l'Union soviétique, la Russie adopte une attitude coercitive et cela a pour conséquence de détériorer son *soft power*. De la construction du mur de Berlin en passant par le Printemps de Prague, la Révolution orange, les événements de la place Maïdan et les *embargos* contre le vin mol-

dave, on retrouve sensiblement le même problème : celui de ne pas proposer une alternative, de ne pas dialoguer pour évoluer. Le changement, inéluctable, se fait donc toujours dans la violence.

C'est la raison pour laquelle la Russie tente de sécuriser autant que possible son ancrage, quitte à nuire aux bonnes relations diplomatiques. La situation en Transnistrie est révélatrice de la mentalité russe en Moldavie. Alors qu'elle pourrait s'assurer d'en être un partenaire économique, de voir le russe en devenir la deuxième langue officielle et de l'attirer dans l'Union eurasiatique, elle préfère veiller à garder la Transnistrie, quitte à perdre la Moldavie dans les années à venir, plutôt que de tenter d'aider à résoudre le conflit.

La Transnistrie, tout comme *Novorossia*, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ne sont pas seulement des régions que soutient Moscou, elles sont également là pour protéger, constituer un rempart entre l'Occident qui progresse et la Russie. La Transnistrie, en cas de perte de la Moldavie et de l'Ukraine, constituera un avant-poste militaire coûteux, dont le seul intérêt sera de pouvoir déstabiliser la région pour retarder l'adhésion à l'OTAN. La logique russe est encore une fois celle de la confrontation, plus que celle de la coopération.

Dans un dernier temps, on constate que le Président Poutine est autrement plus conscient de la nécessité de développer un *soft power* et d'offrir une alternative à l'Union européenne. C'est dans cette optique qu'a été créée l'Union eurasiatique, un projet qui n'est ni plus ni moins qu'une copie de l'Union européenne que Moscou critique pourtant ouvertement.

Le souhait de rassembler dans une union politique économique et militaire, atteste de la prise de conscience de la Russie, plus de vingt ans après la chute de l'Union soviétique, qu'elle doit commencer à s'allier plutôt qu'à s'opposer à ses voisins. Malheureusement, ce qui constitue l'âme de l'Europe, sa flexibilité, son ouverture sur le monde, ses valeurs, ne peut se retrouver dans l'Union eurasiatique, qui n'est rien d'autre que le souhait d'avoir une Russie plus forte à l'international. L'essence même du principe de coopération, à savoir une volonté partagée de la mettre en place et d'échanger les uns avec les autres semble donc échapper au Président Poutine. L'Union eurasiatique sera une puissance économique, elle aura probablement son rôle à l'échelle internationale et son armée pourra certainement assurer la stabilité des gouvernements autocratiques qui en sont membres. Mais, elle manquera de ce qui fait de l'Europe un modèle, elle ne sera donc pas à même de disposer d'un *soft power*, tout au plus réussira-t-elle à renforcer la puissance coercitive des membres qui la composent. On pourrait ajouter que l'Union eurasiatique n'est pas seulement un projet qui s'oppose à l'Europe, mais une réponse à la montée en puissance de la Chine, dont l'économie attire toute l'Asie centrale, là où la Russie était la seule à pouvoir s'imposer.

Nul ne sait si la Russie pourra longtemps tenir face à la Chine, surtout avec une Union sans *soft power* et qui ne reposera que sur l'assurance des dirigeants des pays membres de conserver leur pouvoir. Comme l'avait si élégamment dit Benjamin Franklin, « *ceux qui sont prêts à abandonner la Liberté pour la Sécurité ne méritent aucune des deux* »³⁹.

³⁹ Benjamin Franklin, "Those who would give up essential Liberty, to purchase a little temporary Safety, deserve neither Liberty nor Safety", 1755.

L'Union eurasiatique est révélatrice de la mentalité russe, qui tente d'imiter l'alliance européenne, plutôt que d'en créer une nouvelle. Bien qu'il existe, on ne peut donc pas parler de *soft power* de la Russie en Moldavie à cause des effets néfastes que l'attitude coercitive a sur lui. De la même façon, on ne peut pas parler de *soft power* de l'Union eurasiatique, les événements de la place Maïdan en sont la preuve, mais d'une tentative pour trouver une solution dans un monde en mutation où la Russie ne peut plus s'affirmer comme grande puissance autrement que par la violence et l'argument militaire.

Autrefois entre l'Europe et l'Asie, la Russie est aujourd'hui quasiment en dehors du concert européen et est devenue le voisin pauvre des pays asiatiques dont la prospérité n'a eu de cesse de s'accroître en moins de deux décennies.

Elle est ainsi passée en moins d'un siècle du statut de puissance mondiale à celui de puissance « normale » et deviendra probablement une puissance mineure, une fois que l'intégration européenne aura été renforcée et que les pays d'Asie auront atteint un niveau économique similaire à celui des puissances occidentales.

Paradoxalement, la Russie, qui s'est toujours considérée comme une civilisation à part entière, n'arrive pas à attirer, que ce soit par son modèle ou par la force, des États comme la Moldavie, tandis qu'elle pourrait pourtant facilement apparaître comme une alternative par rapport à d'autres modèles d'intégration régionale.

En ce sens, la Moldavie a beaucoup à nous apprendre, tant au sujet de la résolution des conflits gelés en Europe et dans le Caucase, que concernant la bonne gestion du *smart power* des grandes puissances, qu'elles soient occidentales ou non.

■ BIBLIOGRAPHIE

Sur la politique d'influence de l'Union européenne

Bizl N., 2011, *La Politique Européenne de Voisinage*, Euro-Power.

Cintec F., septembre 2004, *Les fondements culturels de l'identité européenne*, Institut Cultural Român, EURESIS.

Coppieters B., Emerson M., Huysseune M., 2004, *Europeanisation and conflict resolution. Case studies from the European periphery*, Ghent, Presses académiques.

Dressler W., 2002, « Penser les recompositions identitaires dans les pays postcommunistes », Paris, PUF, *Diogène* n° 194.

EUBAM, novembre 2007, *Increased transparency about import/export flows from the Transnistrian region of Moldova*.

Eurostat, 2008, *L'Europe en chiffres, Annuaire 2008*, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés Européennes.

Eurostat, 2008, *Regions of the European Union. A statistical portrait – 2009 Edition*, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés Européennes.

Gaweda B., Siddi M., 2012, *No settlement without a proactive policy: The European Union and the secessionist conflicts in the post-Soviet space*, Institut für Europäische Politik.

Goujon A., 2005, « L'Europe élargie en quête d'identité », Paris, L'Harmattan, *Politique européenne* n° 15.

Goujon A., novembre-décembre 2005, « La politique de voisinage de l'Union européenne avec la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine », La Documentation française, *Questions internationales* n°16.

Hubel H., 2004, "The EU-Russia Relationship: Managing Partnership and Dissent", *Baltic Defence Review* n°12, Vol. 2.

Kömen J., mars 2009, *EU-Russia relations: where are we now?*, Euro-Power.

Kuchler F., Umland A., 2008, "The role of the European Union in Moldovas Transnistria conflict", *Soviet and post-soviet politics and society*, Stuttgart, Ibidem-verlag.

Iso-Markku T., 2013 *European Defence under scrutiny, what can be expected from the European council*, Finnish Institute of International Affairs.

Lippert B., 2008, « La Politique européenne de voisinage », *Politique étrangère*, IFRA.

Löwenhardt J., 2005, *The shared neighbourhood of the EU and Russia, 2000-2005*, Netherlands Institute of International Relations (Clingendael).

Makarychev A., 2013, “Regionalism and Identities in the Common Neighborhood: European and Russian Discourses”, *EU-Russia Paper*, CEURUS.

Meister S., 2013, *EU-Russia relation and the common neighborhood: the ball is in the EU's side*, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP).

Morozov V., Rumelili B., 2012, “The external constitution of European identity: Russia and Turkey as Europe-Maker”, *Cooperation and Conflict*.

Parmentier F., « La Moldavie, un succès européen majeur pour le Partenariat oriental ? », Fondation Robert Schuman, *Question d'Europe n° 186*.

Patry J.J., 2007, *Union européenne et stabilité : un instrument en devenir*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Septembre 2007.

Popescu N., décembre 2013, “After Vilnius”, *Issue Alert n°40 (Institute for Security Studies of European Union)*.

Popescu N., janvier 2014, “EU-Russia: overcoming stagnation”, *Issue Brief n°3 (Institute for Security Studies of European Union)*.

Viatcheslav A., 2006, « Espace postsoviétique : la bataille des Unions », *Outre –Terre*, n° 16.

Acteurs spécifiques prioritaires (Allemagne, Roumanie, Pologne)

Durandin C. 2005, *La Roumanie en mal d'identité*, SER – Études, tome 403.

Gotkowska J., juin 2010, “Germany and the Eastern Partnership”, *OSW Commentary*, Issue n°37.

Marton S., 2004, « Risques et avantages de la rhétorique diplomatique roumaine », *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, Paris, l'Harmattan.

Meister S., mai 2012, “An alienated partnership: German-Russian relations after Putin's return”, *FIIA Briefing Paper n° 105*.

États européens non-membres de l'Union européenne

Ukraine

Bökräi E., Davydych M., 2013, *The Failure of the EU's Ukraine Policy: It is time to offer Ukraine real prospect for membership*, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP).

Kulesa L., Radziejowska M., Terkowski M., mars 2014, "Russian Actions in Crimea: Consequences from the Security and International Law Perspective", PISM, *Bulletin n°29*.

Langlois (de) M., septembre 2014, « L'OTAN au lendemain de la crise ukrainienne », IRSEM, *Note de recherche stratégique n° 11*.

Moniquet C., février 2014, *Ukraine : Copier/coller, vieilles rengaines et ignorance des réalités*, ESISC.

Wipperfurth C., 2014, *Streit um die Ukraine: Berlin, Brüssel und Moskau müssen miteinander reden, nicht übereinander*, DGAP.

Sidenko V., 2013, *Ukraine's Regional Integration Policy: The EU versus the Eurasian Community*, Razumkov Center.

Franck Tétart, 2007, *Géopolitique de Kaliningrad*, Presses de l'université Paris-Sorbonne.

Moldavie

Anderson R.D., Fish M.S., Hanson S. E., Roeder P.G., 2001, *Post communism and the Theory of Democracy*, Princeton University Press.

Baltag A., 2011, *La Moldavie et l'Ukraine comme enjeu entre l'UE et la Russie*, Editions Universitaires Européennes.

Bon A., janvier 2004 « Moldavie 2003, à reculons vers le fédéralisme », La Documentation Française, *Le Courrier des pays de l'Est* n°1041.

Bon A., janvier 2006 « Moldavie 2005, l'Europe en ligne de mire », La Documentation française, *Le Courrier des pays de l'Est* n°1053.

Bon A., janvier 2007, « Moldavie 2006, la contrainte russe », La Documentation française, *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1059.

Calus K., octobre 2013, "The Iasi-Ungheni pipeline: a means of achieving energy independence from Russia? Moldova's attempts at gas supply diversification", *OSW Commentary* n°118.

Calus K.I., mars 2014, "Gagauzia: growing separatism in Moldova", *OSW Commentary* n°129.

Cazacu M., Trifon N., 2010, *Un État en quête de nation : la République de Moldavie*, Paris, Non Lieu collection « Essais ».

King C., 1999, *The Moldovans: Romania, Russia, and the Politics of Culture*, Stanford, Hoover Institutions Press.

Kolstø P., 2002, *National Integration and Violent Conflict in Post-Soviet Societies: The Cases of Estonia and Moldova*, Rowman and Littlefield.

Kulminski V., Sieg M., mai 2014, *Moldova at a crossroads: Why and Association Agreement with the EU Matters More than Ever*, DGAP.

Kyiv Post, 16 septembre 2009, "Moldova's acting President denies that Moldova plans to leave CIS, enter NATO", Kyiv Post.

London School of Economics and Political Science, 2010, *What the EU has to offer to Moldova: Bridging the capability – expectation gap of the Moldova Relation*, The European Institute, Master's Thesis.

Lynch D., février 2004, « Moldavie, laboratoire de la nouvelle stratégie européenne », La Documentation française, *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1042.

Meister S., 2011, *A turning point for Moldova? A challenge for the EU and Moldova*, DGAP, Analyse Kompakt.

Nouzille J., 2004, *La Moldavie : Histoire tragique d'une nation européenne*, Paris, Bieler.

Panici A., janvier 2003, "Romanian Nationalism in the Republic of Moldova", *The Global Review of Ethnopolitics* n°2, vol 2.

Priit J., 2001, *Communists of Moldova and the future of the country's ethno-political conflicts*, European Center for Minority Issues (ECMI).

Protsyk O., Osoian I., 2008, "Moldova: party institutionalization in public finance-scarce environment", *Party and Campaign Finance in Post-Communist Countries*, Londres, Ashgate.

Protsyk O., 2006, "Moldova's dilemmas in democratizing and reintegrating Transnistria", *Problems of Post Communism* n°53.

Schmidtke O., Yekelchik S., 2008, *Europe's last frontier? Belarus, Moldova, and Ukraine between Russia and the European Union*, New-York, Palgrave Macmillan.

Spinner M., 2007, "Civil war and ethnic conflict in post-soviet Moldova: the cases of Gagauzia and Transnistria compared", *Research paper*, GRIN Verlagsprogramm.

Transparency International France, 2014, « Transparence et intégrité du lobbying, un enjeu de démocratie : État des lieux citoyen sur le lobbying en France ».

Ubifrance, mars 2008, *Agriculture en Moldavie*, Fiche de synthèse.

Ubifrance, avril 2008, *Fiche pays Moldavie 2008*, Fiche de synthèse.

United States Department of State Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, mars 2012, *International Narcotics Control Strategy Report*.

Radvanyi J., 2011, *Les États postsoviétiques: identités en construction, transformations politiques, trajectoire économiques*, Paris, Armand Colin, (3^e édition).

Roper S..D., décembre 2005, "The politicization of Education: Identity Formation in Moldova and Transnistria", *Communist and Post-Communist Studies* n°4 vol. 38.

Ruban N., Brunet A., 2008 « Marché immobilier en Moldavie en 2007 », *Missions Économiques*.

Rytövuopi-Apunen H., Palu H., Khatlamajyan Shushan, Iskandaryan N., 2012, *Security and development in a complex policy environment: perspectives from Moldova, Armenia, Tajikistan and Kazakhstan*, Yerevan Ministry for Foreign Affairs of Finland (avec la participation du Tampere Peace and

Research Institute (TAPRI), Caucasus Institute (CI) et de l'Institute for Civil Society and Regional Development (ICSRD).

Secrieru S., Sobjak A., 27 juin 2014, "Three Stress Tests for Moldova's Association Agreement with the EU", *PISM Bulletin n°92* (627).

Tomescou-Hatto O., Hatto R., 2005, « Frontières et identités: la Roumanie et la Moldavie », *Études internationales n°3, vol. 36*, Québec.

Troebst S., 2004, "The Transnistrian Moldovan republic: from conflict driven State-building to State driven Nation building", *European Yearbook of Minority Issues, vol. 2*, Pays-Bas.

Vahl M., Emerson M., 2004, *Moldova and the Transnistrian Conflict, Case studies from the European periphery*, Ghent, Presses Académiques.

Way L.A., 2005 "Authoritarian State building and the sources of regime competitiveness in the fourth wave: the cases of Belarus, Moldova, Russia, and Ukraine", *World Politics, n°57*.

Sur la politique d'influence de la Fédération de Russie

Baev P.K., 2008, *Russian energy policy and military power: Putin's quest for greatness*, New York, Routledge, Contemporary Security Studies.

Bayou C., Verluise P., 2007, « Russie, énergie et géopolitique », dans Ciattoni A. (dir.), *La Russie*, Paris, Sedes.

De Tinguy A. 2004, *La grande migration, la Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Paris, Plon.

Facon I., 2004, *Le second mandat de Vladimir Poutine : Quelles tendances pour la politique extérieure russe ?*, Annuaire stratégique et militaire.

Facon I., 2008, *Russie-Occident : les nouveaux rapports de force*, Fondation pour la Recherche Stratégique.

Kalika A., 2013, « La pensée stratégique russe aujourd'hui », *IRSEM, Note de recherche stratégique n°4*.

Kardas S., 2014, *Great Unfulfilled Expectations : Russia's Security Dialogue with Europe*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Nordika Programme.

Kazharski A., décembre 2013, "Eurasian Regionalism as an Identitary Enterprise : Representations of European Other in Russian Discourse on Eurasian Integration", *EU-Russia Paper*, CEURUS.

La documentation française : « Les élargissements de 2004, 2007 et 2013 : les nouveaux membres », www.ladocumentationfrancaise.fr. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/elargissement-union-europeenne/nouveaux-membres.shtml>.

Lapota R., Laurinavicius C., 2001, "Russia's Military Reform: Political Trajectories", *Baltic Defence Review* n°R6.

Laruelle M., 1999, *L'idéologie eurasiste russe*, Paris, L'Harmattan.

Lelin I., 2001, "Some Points about the New Military Doctrine of the Russian Federation", *Baltic Defence Review* n°R5.

Locatelli C., mai-juin 2007, « Les stratégies d'internationalisation de Gazprom », *Le courrier des Pays de l'Est* n°1061, Paris, La Documentation Française.

Moller K. General, 2000 "Russian Security Policy – In search of a Major Power Identity", *Baltic Defence Review* n°3, vol. 2000.

Nocetti J., avril 2011, « "e-Kremlin" pouvoir et internet en Russie », *Russie.Nei.Visions*, n°59.

Nozhenko M., septembre 2013, "Right-Wing nationalism in Russia. A by-product of electoral competition of a political agenda for the future?", *Briefing Paper*, n°135, FIIA.

Popescu N., septembre 2014, "Eurasian Union: The real, the imaginary and the likely", *Chaillot Paper NPaper*.

Popescu N., 2006, "Russia's Soft power Ambitions", *CEPS Policy Briefs*, Issue 1-12.

Popescu N., 2013, "The Moscow riots, Russian nationalism and the Eurasian Union", *Brief, Issue*, n°42.

Pynnöniemi K., septembre 2014, "Russian thinking in the Ukraine crisis: from drawing a line of defence to seeing a threat to national security", *FIIA Briefing Paper*, 160.

Roberts S., décembre 2013, "Putin's reactive reforms, unfavorable conditions are forcing the Kremlin to change the rules of the game", *FIIA Briefing Paper* n°146.

Secrieru S., août 2014, "Russian conservatism Reawakening", *PISM Strategic File*, n°18 (54).

Vinokurov Y., avril-juin 2013, "Pragmatic Eurasianism, prospect for Eurasian Integration", *Russia in Global Affairs* n°2, vol. 11.

Walter G., mai-juin 2007, « Le commerce extérieur de la Russie », *Le courrier des Pays de l'Est*, n° 1061, Paris, La Documentation Française.

Wierzbowska-Miazga A., juin 2013, "Russia goes on the offensive ahead of the Eastern Partnership summit in Vilnius", *OSW Commentary*, n°115.

Zaiõntchkovskaïa J., mai 2003, « CEI: Tendances migratoires de la décennie 1990 », La Documentation française, *Le Courrier des pays de l'Est*, n°1035.

Sur la Transnistrie (Pridnestrovie) et autres États *de facto* pertinents

Beril S.I., Galinski I.N., Blagodatskikh I.M., 2005, *Electoral Legislation of the Pridnestrovian Moldavian Republic in the Context of World Practices*, Tiraspol, Shevchenko Pridnestrovian State University.

Boonstra J., 2007, *Moldova, Transnistria and European Democracy Policies*, FRIDE.

Büscher K., 2008, "The "statehood" of Transnistria - an accident of history?", *Nationalism in Late and Post-Communist Europe*, Baden-Baden.

CALUS K., mai 2013, "An aided economy: The characteristics of the Transnistrian economic model", *OSW Commentary* n°108.

Dembinska M., 2009, « Briser les logiques du « gel » : approche différenciée et transformative en Abkhazie et en Transnistrie », *Études internationales* n°4, vol. 40, n, Érudit.

Elgie R., Moestrup S., Wu Y.S., 2011, *Semi-presidentialism and Democracy*, New-York, Palgrave Macmillan.

Devyatkov A., mars 2014, "Giving « Asymmetric response » to the EU: Russian *Soft power* experiment in Transnistria ", *CEURUS, EU-Russia Paper*.

Givord F., mai 2004, *Regards croisés sur le problème de la Transnistrie*, IEP Toulouse.

Irman M., 2011, *Moldovan division after the collapse of the USSR: Russia's role in the transitional process of Moldova and its renegade province Transnistria*, GRIN Verlag.

Katchanovski I., 2005, "Small nations but great differences. Political orientations and cultures of the Crimean Tatars and the Gagauz", *Europe-Asia Studies*, vol. 57.

Kennedy R., 2007, *Trains, trade and Transnistria: Russian influence in Moldova*, New-York, Association for the Study of Nationalities, Columbia University.

Kolstø P., 2006, "The sustainability and future of unrecognized Quasi-States", *Journal of Peace Research* n°43.

Kolstø P., Blackkisrud H., 2008, "Living with non-recognition: State and Nation-building in south Caucasian", *Europe-Asia Studies*, n° 43.

Levitsky S., Way L.A., 2002, "The Rise of competitive authoritarianism", *Journal of Democracy* n°13.

Lyubashenko I., décembre 2011, "Presidential Elections in Transnistria", *Bulletin PISM*, n° 113.

The Moscow Memorandum, 8 Mai 1997, *Memorandum on the bases for Normalization of Relations between the Republic of Moldova and Transdneistria*.

Nantoi O., 2001, *About the situation in the East districts of the Republic of Moldova (1992-2000)*, Institute for Public Policy.

OSCE, 1994, *Transdniestrian conflict: Origins and Main Issues (Based on the background Paper "The Transdniestrian Conflict in Moldova: Origins and Main Issues")*, OSCE Conflict Prevention Center.

OSCE, 13 novembre 1993, *Report N° 13 by the CSCE Mission to Moldova*.

Parmentier F., 2007, « La Transnistrie: politique de légitimation d'un État *de facto* », Paris, La Documentation Française, *Le courrier des pays de l'Est* n°1061.

Parmentier F., « Construction étatique et capitalisme de contrebande en Transnistrie », Article indépendant.

Popescu N., 2006, "The EU and Transnistria", *Discussion Papers n°10*, Universidad Complutense de Madrid, UNISCI.

Popescu N., 2006, *Democracy in secessionism: Transnistria and Abkhazia's domestic politics*, Bruxelles, Centre for European Policy Studies.

Protsyk O., 2009, "Representation and democracy in Eurasia's unrecognized States: the case of transnistria", *Post-Soviet Affairs, Issue* n°3.

Protsyk O., 2012, "Secession and hybrid regime politics in Transnistria", *Communist and Post-Communist Studies* n°3, vol. 25.

Roper S.D., 2000, "The politization of Education: identity formation in Moldova and Transnistria", *Communist and Post-Communist Studies* n°38.

Troebst S. 2003, "We are Transnistrians!, Post-Soviet identity management in the Dniester Valley", *Ab Imperio* n°1.

Vahl M., 2005, *Borderland Europe: transforming Transnistria?*, Center for European Policy studies.

Von Steinsdorff S., Fruhstorfer A., mai 2012, "Post-Soviet *de facto* States in search of internal and external legitimacy", *Communist and Post-Communist Studies*.

Théories des relations internationales

Manners I., 2001, *Normative Power Europe: The International Role of the EU*, University of Kent at Canterbury.

Nye J.S., 1990, "Soft Power", *Foreign Policy*, Carnegie Endowment for International Peace.

Nye J.S., 2004 *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York, New York Public Affairs.

Nye J.S., 2011, *The Future of Power*, New York, New York Public Affairs.

Whitman R.G., 2013, "The neo-normative turn in theorizing the EU's international presence", *Cooperation and Conflict* n°48 (2).

■ ANNEXES

Chronologie politique, économique et culturelle de la CEI depuis 1991 (Concentration sur la République de Moldavie, l'Ukraine et la Russie)

2 septembre 1990 : Déclaration de la République socialiste soviétique moldave de *Pridniestrovie* (Transnistrie) par Igor Smirnov qui en devient le Président le 1^{er} décembre 1991.

8 décembre 1991 : Accords de Minsk créant la CEI (Russie, Biélorussie, Ukraine).

21 décembre 1991 : Accord d'Alma-Ata élargissant la Communauté (Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan). Les onze présidents signataires s'engagent à respecter les traités et accords signés par l'Union soviétique.

Création de deux organes exécutifs, le Conseil des chefs d'État et de gouvernement. Accord des quatre puissances nucléaires (Russie, Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan) sur l'instauration d'un commandement unique des forces nucléaires stratégiques (créé le 30 décembre 1991 à Minsk).

2 mars 1992 - 21 juillet 1992 : Guerre en Transnistrie, la Transnistrie devient *de facto* indépendante.

13 mars 1992 : Accords sur le partage de la dette extérieure de l'ex-URSS : l'Ukraine remboursera 16,37 %, la Russie 61,4 %, les autres membres se partagent le reste.

20 mars 1992 : Création à Kiev d'une force collective de maintien de la paix.

25 juin 1992 : Création à Istanbul de la Zone de coopération économique de la mer noire (ZCEMN : composée de onze États dont la Russie, l'Ukraine et la Moldavie).

24 septembre 1993 : Signature à Moscou, par neuf États, d'un accord-cadre d'union économique (espace économique unique, libre circulation des marchandises, unification des régimes douaniers). L'Ukraine et le Turkménistan sont associés.

Janvier 1994 : La Roumanie est le premier pays du pacte de Varsovie à signer le Partenariat pour la paix, confirmant son souhait d'aller vers les structures euro-atlantistes.

8 avril 1994 : Ratification officielle de l'adhésion de la Moldavie à la CEI.

24 avril 1994 : Création du comité interétatique économique, première structure supranationale (siège à Moscou). La Russie détient 50 % des voix, l'Ukraine 14 %, abstention du Turkménistan, le Tadjikistan devient observateur.

24 juin 1994 : Accord de partenariat Union européenne – Russie.

28 novembre 1994 : Accord de partenariat Union européenne – Moldavie.

10 février 1995 : Accords sur le Système de défense aérien unifié à Almaty (dix États sans l'Azerbaïdjan ni la Moldavie).

26 mai 1995 : Signature à Minsk (par sept États) du Traité de défense commune des frontières extérieures. L'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et la Moldavie s'opposent à la présence de gardes russes sur leurs frontières.

10 juillet 1995 : Adhésion de la Moldavie au Conseil de l'Europe.

26 septembre 1995 : Adhésion de l'Ukraine au Conseil de l'Europe.

25 janvier 1996 : Adhésion acceptée de la Russie au Conseil de l'Europe.

16 octobre 1996 : Création d'un ministère des Finances de la CEI par l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, la Russie, l'Ukraine et la Moldavie.

13 octobre 1997 : Annonce à Strasbourg (en marge du Conseil de l'Europe) de la création du GUAM, organisation pour la démocratie et le développement associant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie.

23 octobre 1997 : Au sommet de Chisinau, critique de la « communauté à géométrie variable » et décision d'engager une réforme en profondeur de la CEI. (B. Berézovski est nommé secrétaire exécutif de la CEI chargé de préparer ces réformes le 29 avril 1998).

Septembre 1998 : Crise financière qui ébranle la Moldavie.

9 septembre 1998 : Sommet TRACECA (Transport Corridor Europe-Caucase-Asie, un programme de transport international impliquant l'Union européenne) à Bakou avec 32 États (dont la Moldavie et l'Ukraine).

23 avril 1999 : Sommet de l'OTAN à Washington, l'Ouzbékistan rejoint le GUAM qui devient GOUAM.

2000 : Réforme constitutionnelle en Moldavie qui permet l'élection du président par le parlement au lieu du suffrage universel direct.

8 mai 2001 : Adhésion de la Moldavie à l'OMC.

Juillet 2001 : Traité avec l'Ukraine. La Moldavie cède 7,7 kms de terre qui relie Odessa à Reni et en échange reçoit 430 mètres qui lui assurent un débouché sur la mer Noire.

7 juin 2001 : Signature à Yalta d'une charte du GOUAM pour organiser les échanges et le transport mais excluant les sphères politiques et militaires.

10 janvier 2003 : V. Evnevitch, chef du groupe opérationnel russe en Transnistrie et adjoint au commandant en chef de l'armée de terre, confirme que Moscou n'a pas l'intention de retirer ses troupes

à la fin de 2003 comme l'exigeait le sommet de l'OSCE de Porto, au motif que celles-ci sont les « principales garantes de la paix et de la stabilité dans la région ».

15 janvier 2003 : Manifestation de l'opposition contre la loi électorale qui contraint les formations politiques à se faire réenregistrer et à faire la preuve qu'elles comptent au moins 5 000 adhérents.

6 février 2003 : Le Parlement moldave approuve un amendement à la loi électorale rétablissant le suffrage direct pour l'élection des maires ; la loi doit encore être signée par le Président.

7 février 2003 : Visite à Moscou du Président Voronine. Entretiens sur : 1) la poursuite des négociations sur le conflit de Transnistrie dont l'issue doit être trouvée avec le concours de l'OSCE et la médiation de la Russie et de l'Ukraine. Moscou est favorable à un statut spécial pour la Transnistrie qui maintienne la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Moldavie ; 2) la participation d'investisseurs russes au processus de privatisation. Le Président moldave considère les relations entre les deux pays comme « un partenariat stratégique à long terme », réaffirme que Chisinau n'a pas l'intention d'intégrer l'OTAN, étant un pays neutre, mais qu'il ambitionne d'intégrer l'Union européenne.

12 février 2003 : Présentation à la presse, par le Président Voronine, de l'agenda relatif à la rédaction d'une nouvelle Loi fondamentale : deux groupes d'experts, l'un représentant le Parlement moldave, l'autre le Soviet suprême de Transnistrie, élaboreront dans les six mois un projet de Constitution fédérale. Le texte sera soumis à l'examen d'experts internationaux et à un débat national, puis à référendum. S'il est approuvé, élection d'un Président et d'un Parlement.

23 février 2003 : Manifestation à Chisinau organisée par le Parti populaire chrétien-démocrate (PPCD) dirigée contre le Président Voronine et le Parti communiste moldave. Le PPCD annonce qu'il compte former, avec sept groupes extraparlimentaires, un bloc en vue des élections locales de mai et législatives de 2005.

27 février 2003 : Les États-Unis et l'Union européenne interdisent l'accès de leur territoire à dix-sept personnalités de Transnistrie au motif qu'elles font obstruction à un règlement pacifique du conflit et à une solution institutionnelle fédérale ; le 1^{er} mars, le ministère russe des Affaires étrangères considère cette décision comme « inopportune », alors qu'elle est bien reçue par Chisinau. L'Alliance Braghis renonce à boycotter le Parlement après avoir obtenu du Parti des communistes moldaves l'accès à l'audiovisuel et la fin des brimades à l'encontre des partisans d'une réforme du système électoral ; ces concessions sont mises en doute par les intéressés le 3 mars.

27-28 février 2003 : Au terme d'un nouveau tour de négociations sous l'égide de l'OSCE, Chisinau et Tiraspol tombent d'accord « sur le principe » de l'élaboration en commun d'une nouvelle Constitution.

11 mars 2003 : Le gouverneur de Gagaouzie demande aux rapporteurs du Conseil de l'Europe sur la Moldavie de veiller à ce que la Gagaouzie bénéficie d'un statut spécifique au sein de la Fédération moldave.

14 mars 2003 : Vote par le Parlement moldave du nouveau Code pénal. Ce texte introduit les concepts de présomption d'innocence, de droit à un procès équitable et du non-témoignage contre soi-même. La détention provisoire ne peut excéder 12 mois pour les adultes et 4 mois pour les moins de 18 ans.

19 mars 2003 : Signature d'un protocole d'accord sur la mise en place de la commission constitutionnelle mixte chargée d'élaborer la nouvelle Loi fondamentale de la Moldavie ; celle-ci commencerait ses travaux en mai.

20 mars 2003 : Dix partis, dont le Parti des communistes moldaves, constituent une union de centre gauche avec, pour programme, le maintien de l'intégrité territoriale, le règlement du conflit de Transnistrie, l'intégration à l'Union européenne et l'instauration d'une économie sociale de marché.

24 mars 2003 : Promulgation de la loi sur *Téléradio Moldova*. L'Alliance Braghis, le Parti libéral et l'Alliance des indépendants constituent une coalition de centre droit en vue des élections locales du 25 mai.

2 avril 2003 : La Cour suprême revient sur son interdiction de l'Église métropolitaine de Bessarabie. Alliance entre le parti social-démocrate et le parti social-libéral en vue des élections du 25 mai.

9 avril 2003 : Le processus de coopération de l'Europe du Sud-Est, réuni à Belgrade, accepte, sur proposition de la Roumanie, d'accueillir la Moldavie en 2004 lors de son prochain sommet.

17 avril 2003 : Le Président Voronine qui assiste, à Athènes, à la cérémonie de signature du traité d'adhésion à l'Union européenne, demande que la Moldavie jouisse d'un « traitement préférentiel » de la part de l'UE, l'intégration européenne étant l'une de ses priorités.

21 avril 2003 : La Moldavie décide d'envoyer des forces de maintien de la paix en Irak dans un but humanitaire.

25 mai et 6 juin 2003 : Élections locales : au premier tour, le Parti communiste obtient 47,89 % des suffrages dans les conseils municipaux et d'arrondissements et 45,7 % dans les conseils de villages et de villes. Il est suivi par la coalition sociale-libérale Notre Moldavie qui recueille respectivement 20,05 % et 21,1 % des voix.

10-11 juillet 2003 : Visite du Président d'Israël, Moshe Katsav. Entretiens avec le Président Voronine sur : les investissements israéliens en Moldavie ; la communauté juive moldave en Israël, que le président Katsav qualifie « de pont entre les deux pays » ; la commémoration des pogroms de 1903 et l'escalade du conflit au Proche-Orient.

14 juillet 2003 : Évacuation de Transnistrie d'un nouveau convoi d'armes et de munitions russes ; le 30 juillet, celle-ci est suspendue au motif que Moscou n'a pas versé de compensations financières.

19 juillet 2003 : Fusion des composantes de l'alliance électorale Notre Moldavie (Alliance des indépendants, Parti libéral et Alliance Braghis) et constitution d'un parti du même nom ; les dirigeants des partis constitutifs coprésident la nouvelle formation.

21 juillet 2003 : Les autorités moldaves avouent avoir échoué à remplir certaines des conditions édictées par le FMI relatives à la reprise de ses prêts à Chisinau.

29 juillet 2003 : Entretiens entre Igor Smirnov et l'adjoint au chef de l'administration présidentielle russe, D. Kozak, qui transmet au Président de la république autoproclamée un message de V. Poutine ; celui-ci envisage de transférer à l'Union européenne le soin d'assurer le maintien de la paix dans la région.

14-21 août 2003 : Après médiation de l'OSCE, retrait par Chisinau et Tiraspol de leurs véhicules blindés de la zone démilitarisée entre les deux entités.

17 septembre 2003 : À l'issue de la visite du Président Nazarbaïev, accord sur la livraison, par le Kazakhstan, de 100 000 tonnes de blé et d'une possible livraison de gaz. Devant l'Assemblée populaire de Gagaouzie, le Président Voronine annonce que le projet de Constitution accorde à cette entité autonome le statut de troisième sujet de la Fédération, alors que la Transnistrie n'en admet que deux égaux en droit.

1^{er} octobre 2003 : Le Président Voronine remercie l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de son aide qui lui a permis de résoudre la crise politique du début de l'année. Il précise également que l'objectif de Chisinau est de rejoindre l'Union européenne et que cela explique qu'il ait opté pour une solution fédérale pour la Moldavie.

31 octobre 2003 : William Hill, chef de la mission de l'OSCE en Moldavie, confirme que des solutions de compromis ont été proposées à Chisinau et à Tiraspol par les médiateurs au conflit de Transnistrie (Russie, Ukraine et OSCE) ; elles envisagent une Constitution fédérale, la répartition des compétences au sein des structures fédérales et des garanties. Il admet que les troupes russes ne pourront pas être évacuées avant le premier semestre 2005.

17 novembre 2003 : Présentation, par le Président Poutine, du plan de fédéralisation élaboré par Dmitri Kozak, adjoint au chef de l'administration présidentielle russe : institution d'une République fédérale de Moldavie, constituant une « Fédération asymétrique » composée de deux sujets : la Moldavie et la Transnistrie. Relèveront des compétences fédérales, la défense, les douanes, le système financier et la monnaie. L'État fédéral sera neutre et démilitarisé. Le Président sera élu au suffrage universel. Le Parlement bicaméral sera composé d'une chambre des députés de soixante-et-onze sièges et d'un Sénat de vingt-six sièges (treize Moldaves, neuf Transnistriens et quatre Gagaouzes). La langue d'État sera le moldave, mais le russe aura le statut de langue officielle.

18 novembre 2003 : Le Président Voronine estime que ce plan a beaucoup de points communs avec celui de l'OSCE et constitue un « compromis réaliste » ; le dirigeant de Transnistrie y voit une « bonne base de travail ». En revanche, Iurie Rosca, président du PPCD, estime qu'il ne résout pas le principal problème, à savoir « la présence militaire [russe] sur le territoire national » et nuit à

l'intégration à l'Union européenne, tandis que la coalition Notre Moldavie l'assimile à une haute trahison.

21 novembre 2003 : le vice-ministre russe de la Défense et les autorités de Tiraspol établissent le calendrier du retrait des forces russes qui devrait être achevé d'ici six ou sept mois.

25 novembre 2003 : Le Président Voronine renonce à signer ce texte.

30 novembre 2003 : Manifestation à Chisinau réclamant la démission du Président Voronine et la tenue de législatives anticipées. Les manifestants refusent le plan Kozak et demandent à l'OSCE de le rejeter.

2 décembre 2003 : Le Conseil des ministres des Affaires étrangères des États membres de l'OSCE ne parvient pas à un accord ni sur le retrait des forces russes de Transnistrie ni sur les divers plans de fédéralisation de la Moldavie, la plupart des ministres présents appelant à la mise en place d'une force internationale de maintien de la paix ; la délégation moldave soutient cet appel regrettant qu'il n'ait pas fait l'objet d'un consensus. Le 3 décembre, à Chisinau, le Président Voronine annonce qu'il fera de nouvelles propositions de fédéralisation et regrette que l'OSCE n'ait pas fixé de date limite au retrait des forces russes. Le 16 décembre, le représentant de l'OSCE en Moldavie déclare que les propositions formulées en octobre par les médiateurs internationaux pour régler le conflit de Transnistrie, fondées sur la fédéralisation de la Moldavie, demeurent valables.

18 décembre 2003 : Une organisation non gouvernementale – Moldavie européenne unifiée – publie un plan de règlement du conflit de Transnistrie. Celui-ci préconise la régionalisation du pays (six régions égales en droit, ayant leur Parlement, leurs pouvoirs exécutif et judiciaire propres). L'État moldave « indépendant, souverain, démocratique » et neutre serait chargé de la défense, de la monnaie et des douanes ; la langue d'État serait le « moldo-roumain », le russe, l'ukrainien, le bulgare et le gagaouze étant des langues régionales. Le 22 décembre, Iurie Rosca, président du PPCD, voit dans ce plan une solution possible.

19 décembre 2003 : Adoption, par le Parlement, de la Doctrine de la politique des nationalités qui fait de la Moldavie l'héritière de la principauté de Moldavie fondée en 1359. Le texte, voté par la majorité communiste et par trois députés indépendants, est rejeté par l'Alliance Braghis et le PPCD. Le Premier ministre roumain, Adrian Nastase, en conteste les « formules extravagantes ».

2004 : « Révolution orange » en Ukraine.

12 mai 2004 : Annonce de la Politique européenne de voisinage (PEV), la Russie refuse d'y participer. Elle se concentrera sur la Moldavie, l'Ukraine, la Biélorussie et les États du sud Caucase.

10 février 2005 : La police découvre à Chisinau un centre clandestin d'évaluation du climat électoral à la veille des élections législatives. Cinq Russes sont arrêtés. Le 5 mars, la Moldavie expulse une centaine d'observateurs russes et biélorusses.

22 février 2005 : Plan d'action dans la cadre de la PEV signé entre la Moldavie et l'UE par Voronine ayant pour but de renforcer l'efficacité et la transition des institutions économiques.

6 mars 2005 : Élections législatives : le PCM au pouvoir obtient 46,1 % des suffrages et 56 sièges (sur 101), le Bloc Moldavie démocratique (centre et droite libérale) 28,41 % et 34 sièges et le Parti populaire chrétien-démocrate (extrême droite nationaliste) 9,7 % et 11 sièges. Les autres formations n'atteignent pas le seuil de 6 % des voix permettant d'accéder au Parlement. Les partis de l'opposition annoncent qu'ils ne s'allieront pas au PCM pour réunir la majorité qualifiée des deux tiers nécessaire à la reconduction du Président, Vladimir Voronine, à la tête de l'État.

4 avril 2005 : À la suite d'un accord entre le PCM et une partie de l'opposition, le Parlement reconduit Vladimir Voronine, *leader* du Parti communiste à la présidence de la République avec 75 voix (sur 101). Seule la coalition Alliance Notre Moldavie boycotte le scrutin. Le 8 avril, Vasile Tarlev est reconduit dans ses fonctions de Premier ministre.

Mars 2005 : L'UE nomme un représentant spécial pour les Affaires Transnistriennes, Adriaan Jacobovits de Szeged (Néerlandais).

17 mai 2005 : Négociation sur le règlement du conflit de Transnistrie à Vinnitsa (Ukraine) (format pentalatéral). Les autorités de Moldavie et de Transnistrie donnent leur accord pour inviter les États-Unis et l'Union européenne dans les négociations (format 5+2).

22 juillet 2005 : Le Parlement moldave approuve la loi sur les principes de base relatifs au statut de la Transnistrie.

7 octobre 2005 : L'UE, l'Ukraine et la Moldavie signent un mémorandum pour le lancement d'une mission de contrôle de la frontière ukraïno-moldave : l'UE enverra une cinquantaine de garde-frontières et de douaniers. Cette campagne débutera le 1^{er} décembre et se déroulera sur deux ans. Elle sera dotée d'un budget de sept millions d'euros.

9 novembre 2005 : La centrale électrique de Cuciurgan en Transnistrie, qui assure 46 % de l'approvisionnement moldave, interrompt ses livraisons aux distributeurs d'électricité moldaves qui refusent une hausse des tarifs.

30 novembre 2005 : Le ministre de l'Économie et du Commerce, Valeriu Lazar, déclare que la Moldavie sera contrainte d'augmenter les tarifs de transit du gaz sur son territoire, si le monopole russe Gazprom met à exécution sa menace de doubler le prix du gaz de 80 à 160 dollars pour 1 000 m³.

2 décembre 2005 : La GUAM (appellation après la sortie de l'Ouzbékistan le 13 juin 2002) devient l'« Organisation pour la démocratie et le développement économique - GUAM ».

11 décembre 2005 : Élections législatives en Transnistrie : le parti néo-libéral Renouveau, soutenu par la plus grosse entreprise moldave Shérif, aurait obtenu dix-neuf sièges (sur quarante-trois), devant le parti République, proche du président Igor Smirnov (treize sièges), ce qui lui permettrait de constituer éventuellement une majorité.

22 décembre 2005 : Le Parlement adopte une série de mesures contre le trafic d'êtres humains. Celles-ci donnent notamment aux autorités le droit de refuser l'entrée sur le territoire aux individus suspectés de trafics. Par ailleurs, les victimes ne seront plus poursuivies pour prostitution, ni sanctionnées pour entrée ou séjour illégal dans le pays.

Décembre 2005 : Mission de surveillance de la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine.

2 janvier 2006 : Le consortium russe Gazprom suspend ses livraisons de gaz à la Moldavie, qui refuse d'accepter le doublement du prix, soit de quatre-vingt à cent soixante dollars les 1 000 m³. Le 16 janvier, un accord est trouvé à cent dix dollars pour le premier trimestre 2006 et les livraisons reprennent.

25 janvier 2006 : Toutes les entreprises de Transnistrie doivent s'enregistrer en Moldavie et passer par les douanes moldaves pour l'ensemble de leurs opérations d'importation et d'exportation.

2 février 2006 : Les autorités moldaves accusent la Transnistrie d'empêcher ses entreprises d'accomplir ces formalités.

16 février 2006 : L'UE prolonge l'interdiction de délivrer des visas, imposée en 2003, à dix-sept personnalités moldaves en raison de leur obstruction aux négociations sur la Transnistrie.

5 mars 2006 : L'Ukraine met en application de nouvelles règles douanières à sa frontière avec la Transnistrie : toutes les marchandises qui traversent la frontière doivent passer par les services douaniers moldaves. Le président de la république autoproclamée, Igor Smirnov, accuse Kiev d'avoir abandonné son rôle de médiateur impartial. Le 13 mars, les autorités de Transnistrie refusent l'entrée de quatre-vingt-un camions en provenance d'Ukraine. Le 20 mars, l'ambassadeur russe en Moldavie estime que ces nouvelles dispositions menacent la stabilité de la région. Igor Smirnov dénonce un « blocus économique », annonce une catastrophe humanitaire et demande un renforcement de la présence militaire russe.

25 mars 2006 : Un convoi humanitaire russe apporte en Transnistrie 200 tonnes de médicaments, d'équipement médical et d'aliments pour bébés.

27 mars 2006 : La Russie introduit un *embargo* sur les importations de vins moldaves et géorgiens pour des raisons « sanitaires ».

4 avril 2006 : Les autorités de Tiraspol affirment avoir perdu 75,42 millions de dollars en un mois du fait des nouvelles règles douanières imposées par la Moldavie. Le 24 avril, Igor Smirnov déclare que la Transnistrie ne reviendra pas à la table des négociations tant que les nouvelles règles douanières ne seront pas supprimées.

10 mai 2006 : Le FMI annonce l'attribution d'une aide financière de 118,2 millions de dollars à la Moldavie au titre de la *Poverty Reduction and Growth Facility* (PGRF). Un premier versement de dix-sept millions de dollars est effectué après une interruption de quatre ans des déboursements par le

FMI. Le 12 mai, le Club de Paris accepte de restructurer une partie de la dette extérieure moldave (150 millions de dollars).

19 mai 2006 : La Moldavie approuve un Plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP) avec l'OTAN permettant à l'Alliance d'apporter une aide sur mesure en réunissant toutes les activités de coopération dans un programme intégré.

1^{er} juin 2006 : Le directeur de l'OSCE, Karel de Gucht, estime que les forces russes de maintien de la paix en Transnistrie devraient être remplacées par un contingent international et propose 10 millions d'euros pour financer le retrait des troupes et des armes russes.

8 juin 2006 : La Moldavie supprime l'obligation de visa pour les citoyens de l'Union européenne et demande la réciprocité.

14 juin 2006 : Les présidents abkhaze, ossète du Sud et transnistrien créent la Communauté « pour la démocratie et le droit des peuples ».

27 juillet 2006 : Selon le Premier ministre, la Moldavie a déjà perdu 21 millions de dollars du fait de l'embargo russe sur les importations de vin.

31 juillet 2006 : Le Bureau national des statistiques indique que la production de vin a chuté de 45 % au premier semestre 2006 et celle de cognac de 25 %. Le 29 août, Vladimir Voronine annonce que la situation s'améliore et que les exportations de vin vers la Pologne, la Roumanie et l'Ukraine sont en hausse, tandis que des ventes ont été réalisées au Japon et en Corée du Sud.

17 septembre 2006 : Référendum sur l'indépendance en Transnistrie. Les électeurs votent à 97,1 % pour le rattachement de leur région à la Russie avec un taux de participation de 78,6 %. Cette enclave séparatiste pro-russe de Moldavie, de 550 000 habitants à majorité russophone, située sur la rive est du fleuve Dniestr, s'est autoproclamée indépendante en 1990, mais n'est pas reconnue par la communauté internationale. Ce vote n'a donc aucune valeur juridique.

10 octobre 2006 : Tiraspol rejette une solution de compromis proposée par l'OSCE, selon laquelle la Transnistrie jouirait d'une semi-indépendance au sein d'une fédération moldave.

17 octobre 2006 : Les médiateurs (OSCE, Russie et Ukraine) et observateurs (UE et États-Unis) des négociations de paix en Transnistrie se réunissent à Odessa (Ukraine) en l'absence des principaux intéressés (Moldavie et Transnistrie) pour réfléchir aux moyens de faire revenir les deux parties à la table des négociations. Une deuxième réunion se tient à Bruxelles le 16 novembre.

26 octobre 2006 : Inauguration d'un nouveau terminal pétrolier à Giurgiulesti sur le Danube. La construction avait démarré en 1996, mais avait été interrompue la même année faute de financement. La compagnie azerbaïdjanaise AzPetrol s'était jointe au projet en 2005 en apportant 27 millions de dollars (sur un coût total de 38 millions).

20 novembre 2006 : La Moldavie menace de bloquer l'accèsion de la Russie à l'OMC tant que le différend sur les importations de produits agricoles moldaves ne sera pas réglé.

10 décembre 2006 : Élection présidentielle en Transnistrie (Moldavie). Le Président sortant, Igor Smirnov, est réélu avec 82,4 % des suffrages. Ses concurrents Nadejda Bondarenko, Andreï Safronov et Piotr Tomaïli recueillent respectivement 8,1 %, 3,8 % et 2 % des voix. Sur environ 400 000 électeurs inscrits, 65,4 % ont pris part à ce vote non reconnu par la communauté internationale.

12 décembre 2006 : L'UE annonce un doublement de l'aide à la Moldavie pour les quatre prochaines années. Elle attribuera à Chisinau 209 millions d'euros pour encourager les réformes dans le domaine des droits de l'Homme et dans le système judiciaire, auxquels s'ajouteront 45 millions d'euros en 2007 et 2008 pour résoudre le problème immédiat de la dette, ce qui portera l'aide totale d'ici 2010 à 254 millions d'euros. L'UE a accordé environ 300 millions d'euros à la Moldavie depuis son indépendance en 1991.

19 décembre 2006 : Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les travailleurs moldaves à l'étranger ont transféré une somme record de un milliard de dollars en 2006, soit en moyenne 1 333 euros par migrant.

20 décembre 2006 : Vladimir Voronine annonce qu'un accord a été trouvé avec Gazprom sur le prix du gaz : la Moldavie paiera cent-soixante-dix dollars les 1 000 m³ en 2007, soit seulement dix dollars de plus qu'au deuxième semestre 2006, mais ce prix sera aligné sur les cours internationaux d'ici 2011. Il ajoute que la Russie est un partenaire stratégique de la Moldavie, étant son principal marché et son principal fournisseur de produits énergétiques.

27 décembre 2006 : La Russie et la Moldavie signent un accord bilatéral, préalable à l'entrée de la Russie à l'OMC.

2007 : Création du *Russia World Fund* pour avoir un impact dans l'espace post-soviétique et contrebalancer la position occidentale (tentative de construction d'une politique d'influence russe).

5 janvier 2008 : Menace de Gazprom de limiter les approvisionnements en gaz venant de la Russie en Ukraine si cette dernière ne paie pas sa dette.

2008 : Confirmation de la crise financière mondiale et répercussions sur les exportations et importations dans les États de l'UE et de la CEI (l'Ukraine perd 15 % de son PIB en 2009).

2009 : Création d'un fonds pour financer le cinéma russe afin de glorifier l'histoire de la Russie.

16 janvier 2009 : 18 pays européens font état d'une baisse des approvisionnements ou des coupures de gaz en provenance de la compagnie ukrainienne alimentée par la compagnie Gazprom.

Début 2009 : réouverture de la ligne de chemin de fer entre Chisinau et Odessa traversant la Transnistrie.

7 mai 2009 : Signature à Prague de l'accord d'association du Partenariat oriental entre l'UE et la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie.

Novembre 2009 : aide de 2,3 millions de dollars pour le paiement des fonds de retraite de la Transnistrie par la Russie (1/3 de la population en Transnistrie est en âge de partir à la retraite).

27 septembre 2012 : Le Conseil de l'Union européenne met fin à l'interdiction de pénétrer le territoire de l'UE pour les anciens dirigeants de la Transnistrie. L'usage de l'alphabet latin témoigne des progrès accomplis dans le domaine diplomatique et du respect de l'enseignement en moldave.

1^{er} octobre 2012 : Entrée en vigueur d'une loi interdisant l'utilisation des symboles communistes dans une optique politique en Moldavie (excluant probablement la région de Transnistrie).

Publication 3 mois plus tôt d'un livre sur les crimes du communisme (*Communists' Crimes*) et l'établissement de musées de l'occupation soviétique.

2 novembre 2012 : Déclaration de la Russie en Transnistrie sur le souhait de création d'une « *Eurasian Economic Region* » et sur la volonté de la financer à hauteur de 73 millions d'euros, l'objectif étant de contrecarrer le projet européen « Eurorégion (Dniester/Nistru) » et d'éviter un rapprochement de Tiraspol avec le voisin.

Retour sur le principe de retrait des forces et souhait de réimplanter des troupes de la paix sur place par la Russie. Volonté d'ouverture d'un consulat russe en Transnistrie.

Les médias russes envoient également des messages déconcertants concernant la relation entre l'UE et la Moldavie au gouvernement de Chisinau en annulant la visite officielle du député Premier ministre Rogozin.

Idée que négocier avec Tiraspol ne sert plus à rien car Moscou contrôle tout et que l'Eurorégion est moins attractive que l'*Eurasian Economic Region* et donc diminue les chances de rapprochement entre Moldavie et Transnistrie.

Septembre 2013 : Annonce de l'Arménie qu'elle ne se rapprochera pas de l'UE et du Partenariat Oriental.

Novembre 2013 : Manifestations pro-européennes (le 3 novembre, plusieurs milliers de personnes à Chisinau) et anti-européennes (parti communiste moldave le 23 novembre avec 15 000 participants) en Moldavie à l'approche du sommet de Vilnius.

27-29 novembre 2013 : Manifestations pro-européennes en Ukraine avant et pendant le sommet de Vilnius.

29 novembre 2013 : Fin du Sommet de Vilnius sur le Partenariat oriental. L'Ukraine ne se rapproche pas de l'UE. La Moldavie et la Géorgie annoncent vouloir se rapprocher de celle-ci.

21 mars 2014 : Annexion – Rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie à la suite d'un référendum non reconnu par les États-Unis et l'Union européenne.

28 avril 2014 : Mise en pratique de l'accord sur les visas entre l'Union européenne et la République de Moldavie. Les Moldaves peuvent désormais voyager sans visas dans l'ensemble de l'Union européenne (seulement pour les citoyens disposant d'un passeport biométrique).

29 mai 2014 : Signature du projet de coopération économique au sein de l'Union eurasiatique entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie. L'Ukraine et la Moldavie ne participent pas au projet.

27 juin 2014 : Accord d'association entre la Moldavie et l'Union européenne avec pour objectif d'intégrer la Moldavie en 2019 suite à la crise en Ukraine et à des tensions entre Ukrainiens et séparatistes pro-russes.

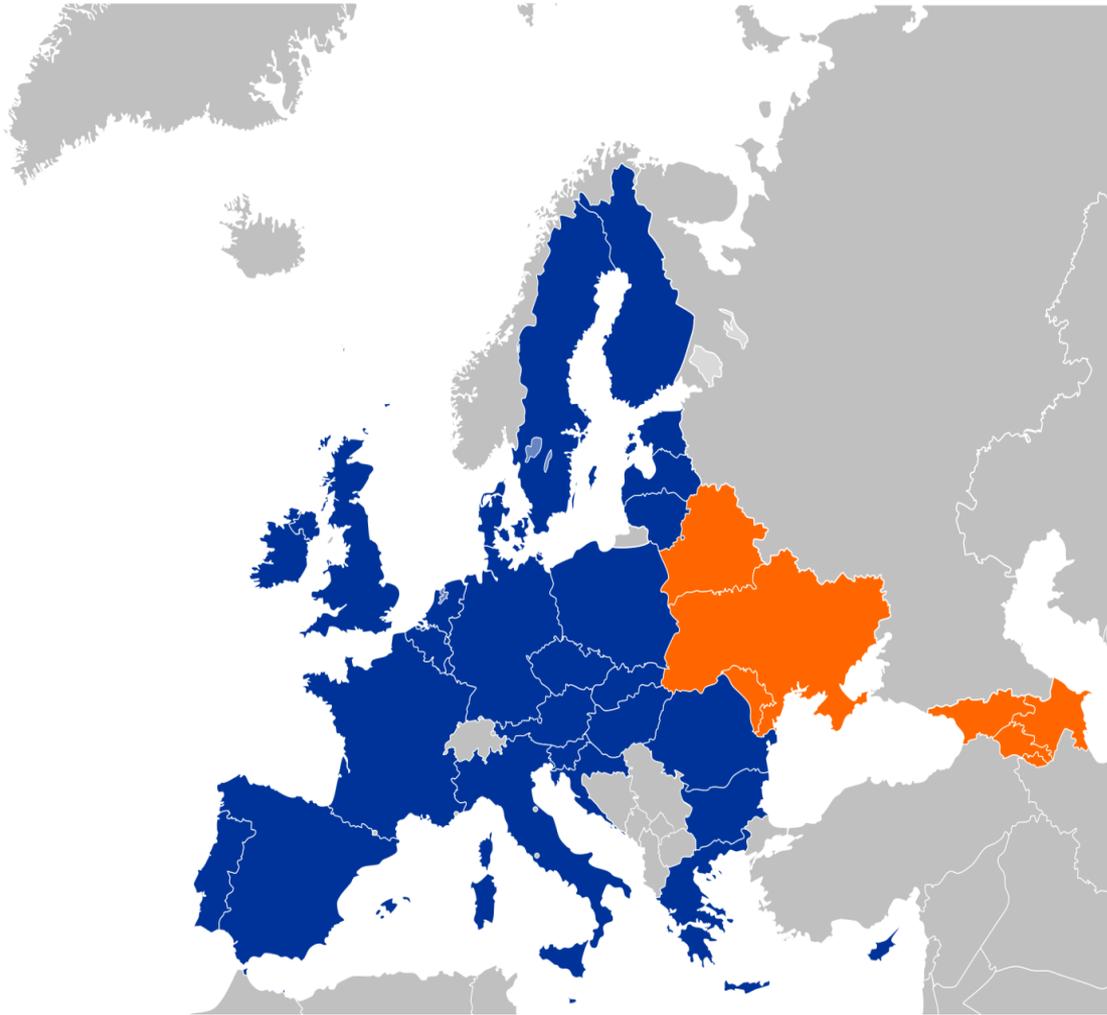
Juillet-août 2014 : La Russie prononce une série d'*embargos* à l'encontre des productions agricoles, notamment des pommes, en provenance de Moldavie et d'Ukraine. L'embargo s'étend à l'ensemble de l'Union européenne, la Norvège, les USA, le Canada et l'Australie à partir de début août.

La Pologne demande à l'Union européenne d'offrir une compensation aux fermiers pour pallier le manque à gagner.

15 septembre 2014 : Exercices militaires conjoints « Trident rapide » entre l'OTAN et l'Ukraine. L'objectif est de mieux former au combat contre les séparatistes de Novorossia.

16 septembre 2014 : Signature de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine qui comporte des rapprochements économiques et politiques et s'oppose directement au projet de rapprochement avec la Russie dans le cadre de l'Union douanière.

Carte de l'Union européenne et des États du Partenariat oriental



Carte de la Moldavie en Europe



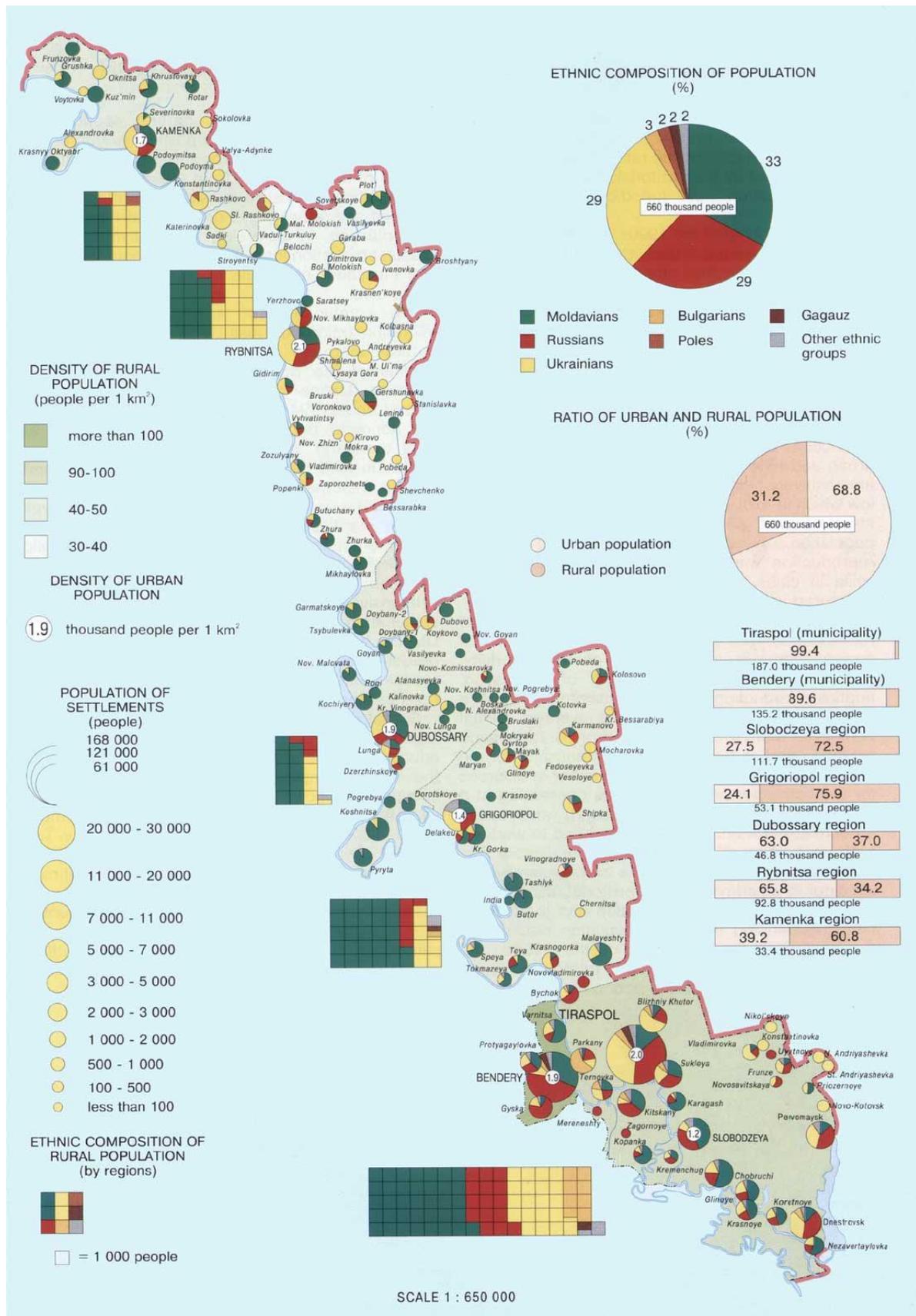
Carte de la Moldavie après la Guerre froide



Carte de la Transnistrie après 1992



Composition ethnique de la Transnistrie



Cartes de l'Union européenne et de l'Union eurasiatique

European Union vs the Eurasian Customs Union



Source : *Journal Vox*, 11 octobre 2011.

STRATÉGIES DE MISE EN PLACE DES *SOFT POWERS* EUROPÉEN ET ET RUSSE EN MOLDAVIE APRÈS LA GUERRE FROIDE

Cette étude porte sur la mise en place des *soft powers* de l'Union européenne et de l'Union eurasiatique en République de Moldavie, et plus généralement sur la confrontation qui oppose les Européens et Américains à la Fédération de Russie dans l'espace post-soviétique.

A l'instar de l'Ukraine qui peine à s'imposer face à Moscou depuis son indépendance, la Moldavie, longtemps sous contrôle soviétique, doit aujourd'hui faire face à de nombreux défis pour parvenir à intégrer l'Union européenne et potentiellement l'OTAN.

Cette étude analyse la structure et le fonctionnement des "*soft powers*" supranationaux et l'instrumentalisation des États *de facto* par le Kremlin. Elle apporte à la fois une base théorique et pratique pour l'optimisation des stratégies de mise en oeuvre d'une politique d'influence, mais aussi la compréhension du processus de Guerre hybride, ce dernier reposant essentiellement sur l'instrumentalisation des minorités au sein d'un même espace.

Michael E. LAMBERT

Collège doctoral de la Sorbonne & Université de Tampere en Finlande



École Militaire
1, place Joffre – Case 38 - 75700 Paris SP 07
<http://www.defense.gouv.fr/irsem>